

CASSE-RÔLES

Au lycée, ça va forcément plus loin :

On parle davantage des stéréotypes et discriminations, des relations amoureuses et sexuelles, de ce qui fait qu'elles sont saines ou non, de ce qui constitue des violences (y compris les cyberviolences comme le revenge porn), ou encore des IST.

Notions de consentement.

Reconnaître le refus.

Importance de l'écoute et de l'aide à apporter aux victimes.

Risques liés aux substances psychoactives, comme les mauvaises décisions, y compris en matière de sexualité.

Là où l'on peut chercher de l'aide.



Ce qui est important pour faciliter la tenue de ces sessions, c'est de monter des équipes pluridisciplinaires dans les établissements, qui puissent identifier les ressources à mettre en commun, afin d'être compétentes et réactives.

Nous, à la maternelle, on peut voir beaucoup de ces notions dans les interactions de tous les jours.



Emmanuelle, institutrice

Vincent et Choc, profs

Pour notre part, au lycée, on essaie de les aborder dans des séances dédiées, conçues pour faire participer les élèves le plus possible.

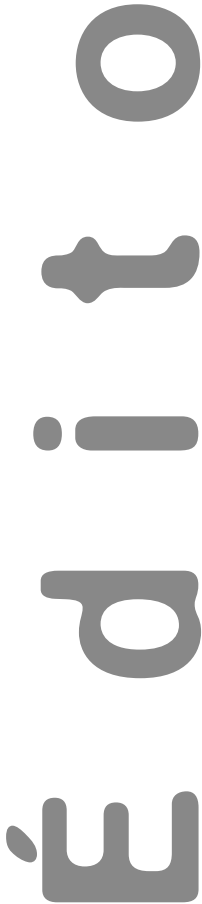
Évars

Le dossier...



En amont, on leur fait passer un sondage pour qu'ils et elles puissent faire remonter les sujets qui les intéressent particulièrement.





Un vieux stéréotype de genre dit que les femmes savent gérer la merde, la misère et les problèmes...

Alors, les femmes, bon courage pour l'année 2026!

Car de tous ces problèmes, la liste est longue et laisse peu de place à l'espoir:

- montée de l'extrême droite qui avance dans les médias, dans les esprits;**
- réarmement militaire et démographique;**
- réchauffement climatique;**
- baisse des subventions dans les milieux associatifs, la culture, les maisons d'édition et les journaux indépendants;**
- réduction des droits des minorités, transphobie;**
- fermeture des frontières aux migrant·es;**
- répression toujours plus forte des opposant·es aux dérives antidémocratiques, etc.**

Et concernant l'Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Évars), nous sommes bien sûr du côté de celles et ceux qui luttent pour son application effective et contre les multiples attaques réactionnaires qu'elle entraîne.

Notre dossier est là pour apporter des éléments de réflexion sur le sujet.

CASSE-RÔLES

Association

Les Amies et Amis de Casse-rôles

Siège social:

Chez Michèle Gay
12, rue du Colonel Rol-Tanguy
87000 Limoges

Ont participé à ce numéro:

Alain, André, Annie, Bruno, Camille, Christine, Claude, Colette, Dominique, Élisabeth, Éloïse, Fabienne, Grégory, Hubert, Isabelle, Jacqueline, Jean, Laurence, Léo, Louise, Margaux, Mariane, Marie-Hélène, Michèle G., Michèle M., Olt, Sagna, Solange, Véronique

Couverture: Léa Castor

Maquette, mise en page, correction:

Jean-Marc B., Solange B.

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 5 janvier 2026

Abonnements: p. 61

Contact : casse-roles23@proton.me

Blog : <<https://blog.casse-rôles.eu/>>

Imprimerie:

Espace Copie Plan, Guéret (23)

ISSN 2646-6961

En ligne ISSN 2804-3995

Les articles n'engagent que leurs auteurs et autrices

EN COUVERTURE

**Dessin de Léa Castor, extrait de la BD,
*Ras le viol. Faire mieux collectivement
contre les violences sexuelles***

d'Esther Meunier et Léa Castor, Les Insolentes, 2025

Quelques pages sur :

<<https://www.fnac.com/a21832649/Esther-Meunier-Ras-le-viol>>

CONTRIBUTIONS... Vous souhaitez nous adresser un article, des commentaires, positifs ou pas, pour le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 36, sortie 1^{er} mai 2026): vos propositions devront nous parvenir pour le 25 mars!

LA GRANDE ŒUVRE DU QUINQUENNAT

Bon, le dernier queutard au front bas, qui trouve moyen de la ramener, encore tout traumatisé peuchère que les forceurs ne soient plus à la mode, c'est Ary Abittan, à peine sorti d'une saison en enfer s'il faut l'en croire, après avoir subi trois ans de procédure pour viol (une sodomie non consentie). Ça lui a vraiment cassé l'élan. Mais enfin bon Dieu, c'est entériné par la Justice, il est innocent !

LES JUGES QUI SE SONT SUCCÉDÉ ont bel et bien estimé que tout ça manquait de preuves et que les faits n'étaient pas constitués, comme on dit. OK pour le traumatisme, manifeste et reconnu, les plaies vives vaginales et anales constatées, le trauma au coccyx, les bleus, les deux puis dix jours d'ITT, du sang sur une serviette chez le comédien, maaaaais nan, les juges ont estimé que non non non ça ne suffisait pas et ils ont réitéré en appel.

Notre joyeux luron, soulagé, n'a de cesse de clamer qu'il est innocent, ce qui est faux : la Justice a estimé qu'il n'était pas besoin de poursuivre jusqu'au procès, il a donc bénéficié d'un non-lieu. Grand seigneur, il pousse le bouchon jusqu'à parodier à sa victime. C'est beau.

Quand on connaît le taux de condamnations en France après un viol, on évite de prendre cet argument pour démontrer son innocence. Malgré toutes les preuves de fait, qui reposent tout simplement sur l'état psychologique et physique de la victime, les juges ont probablement estimé que le consentement se faisait au forfait, et qu'à partir du moment où on se trouve à oilpé dans le lit d'un monsieur, c'est un oui de départ, et il vaut pour toutes les suites qui se présenteront, selon sa fantaisie et l'humeur du moment. Surtout quand on couche épisodiquement avec lui depuis quelques semaines. Et puis c'est une jeune femme de 23 ans, inconnue au bataillon, tandis que lui, c'est quand même un comédien connu et reconnu, un humoriste, limite il pourrait carrément rendre fière la France.

Ils sont lourds, les juges...

S'ils s'étaient renseignés un peu, ils auraient pu visionner cette vidéo surgie du néant, qui a fait trois fois le tour de la terre depuis, où on voit, en 2013 déjà, Ary Abittan rouler une pelle à la miss France de l'époque, Laury Thilleman, dans l'émission « Les enfants de la télé ». C'est une séquence plus que pénible, où il la chope et il lui tient la tête, tandis qu'elle le repousse et se débat, ça dure d'interminables secondes, à tel point que des internautes s'interrogent : une plainte pourrait-elle être déposée aujourd'hui contre lui pour ces faits qui datent de onze ans ? Laury Thilleman, âgée de 20 ans à l'époque, ne l'a pas fait. On la voit même rigoler avec les autres, mais ce qu'elle en dit aujourd'hui pourrait enlever à l'humoriste ses dernières illusions : elle atteste avoir eu honte, s'être sentie humiliée, objetisée, impuissante. Pour faire bonne figure elle a tenté d'en rire, mais elle précise qu'elle ne consent pas à ce qui lui est arrivé. Elle dit qu'aujourd'hui, alors qu'elle est âgée de 34 ans, le traumatisme est intact. Elle souhaite faire entendre sa voix au nom de toutes celles qui en sont privées. À l'époque, dit-elle, le consentement, on n'en parlait pas. Elle n'a rien dit, rien fait, par peur, par honte. Aujourd'hui, par contre, elle tient à rap-



pler à quelle catégorie de forceur appartient la malheureuse victime de l'hystérie féministe qui va paradant dans les médias comme s'il sortait rescapé de Guantanamo.

Et puis il a un gorille du genre féroce pour assurer sa sécurité : la mère Macron, qui décidément n'en loupe pas une. Pour les beaux yeux de son cher ami, elle est prête à s'occuper des « sales connes » qui osent perturber son spectacle en portant des masques à son effigie sur lesquels est marqué « violeur ». Parce que franchement, une sodomie ou un baiser forcés, pas de quoi faire scandale, tu parles d'un coup, mais perturber le spectacle de l'auteur de ces gestes, qui se sent littéralement adoubé par la Justice et reprend sa carrière avec une auréole de martyr, ça



c'est inacceptable, odieux, gravissime, impardonnable. Ainsi protégé, nul doute qu'Ary Abittan va pouvoir renouer avec son goût des inconnues qui ont 30 ans de moins que lui, et qu'on ne l'emmerdera plus s'il se permet des petits débordements. Alors seulement il en aura fini avec son stress post-traumatique.

Car c'est quand même la femme du président qui profère ces menaces à l'encontre des membres du collectif #NousToutes, autant dire que si la voix de l'exécutif ne parle pas par sa bouche, l'exécutif en question a du mal à la tenir dans les clous. La femme du président n'a aucune autre prérogative que de représentation, mais celle-ci semble hyperactive auprès du nébuleux chef de l'État. On dirait qu'ils pratiquent le relais dans ce couple: tu t'occupes de Depardieu, et moi d'Abittan. Au train où vont les choses, il va falloir faire bosser la famille, car la vague masculiniste aidant, les *sales connes* se

multiplient comme les petits pains: le moindre mec un peu transporté par la renommée, qui se pense autorisé à se comporter comme un reître en campagne dans ses rapports sexuels, en produit une chaque fois qu'il dépasse les bornes.

On en retiendra quand même que la Grande Œuvre du quinquennat, au contraire de la Grande Cause, c'est d'assurer l'impunité des violeurs. Il est vrai que les promesses n'engagent que celles et ceux qui y croient.

Si vous faites partie des *sales connes*, n'hésitez pas à signer la pétition: «Un milliard pour les sales connes», car c'est bel et bien le minimum du pognon qu'il faudrait pour lutter VRAIMENT contre les violences sexistes et sexuelles. ■

Laurence Biberfeld

Le problème

«*S'il y a les sales connes, on va les foutre dehors.*» C'est ainsi que Brigitte Macron rassure Ary Abittan, alors que le spectacle de l'humoriste est brièvement interrompu par 4 militantes féministes du collectif #NousToutes, scandant «*Abittan violeur*» aux Folies Bergères, dimanche 7 décembre 2025 à Paris, selon une vidéo publiée le 8 décembre.

Le non-lieu de M. Abittan ne veut pas dire qu'il est innocenté; l'examen clinique de la victime était compatible avec un viol, mais dans cette affaire (comme dans bien d'autres semblables), les magistrats ont jugé qu'il n'y avait pas assez d'éléments à charge pour mettre en examen l'humoriste.

Traiter les militantes – dont certaines sont potentiellement victimes – venues pacifiquement témoigner leur mécontentement de «*sales connes*» est l'injure de trop que nous ne laisserons pas passer.

Car la «*Première Dame*» ne peut ignorer que les violences faites aux femmes et aux enfants sont systémiques dans notre pays. Les chiffres sont vertigineux: 600 000 femmes sont victimes de violences par an (Ined) et un ou une enfant est agressé-e sexuellement toutes les 3 minutes (Ciivise); dans 96% des cas, l'agresseur est un homme (Mémoire traumatique et Victimologie/Unicef).

La «*Première Dame*» ne peut ignorer que l'écrasante majorité des violences sexistes et sexuelles n'obtiennent pas réparation devant la Justice: non pas parce qu'elles n'ont pas existé, mais bien parce que la Justice n'a pas les moyens d'établir la culpabilité des agresseurs présumés (classements sans suite ou non-lieux par manque de preuves, de personnel et de budget pour investiguer chaque plainte). Résultat: seul 1% des viols aboutissent à une condamnation de l'agresseur.

La «*Première Dame*» ne peut ignorer que le Haut Conseil à l'Égalité accuse la Justice française de «*manquer à ses devoirs les plus élémentaires: garantir la protection des victimes et la condamnation des agresseurs*».

La «*Première Dame*» ne peut ignorer que parler est difficile et infiniment plus vulnérabilisant pour les victimes que pour les agresseurs – dont les carrières brisées sont un mythe chaque jour démontré.

Pourtant, la «*Première Dame*» choisit de réconforter un agresseur plutôt que des victimes. Ce alors que les associations de soutien aux femmes et aux enfants n'ont jamais été aussi précieuses en France. Au point qu'un refuge aussi historique et essentiel que le Planning familial risque de fermer ses centres de santé sexuelle faute de soutien de l'État.

À l'heure de l'inversion totale des valeurs, quand des victimes et des militant-es sont moqué-es, insulté-es, voire criminalisé-es sur tous les fronts des combats humanistes (luttés contre les violences, la précarité, le réchauffement climatique, etc.), quand des criminels condamnés sont victimisés, nous exigeons que l'État réagisse à cette humiliation de trop et engage immédiatement un milliard d'euros (ce chiffre était déjà celui préconisé par le Haut Conseil à l'Égalité en 2020) pour lutter enfin efficacement contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants, afin de:

- soutenir davantage les associations de prévention des violences faites aux enfants et aux femmes,
- permettre aux services publics de remplir leur rôle auprès des publics qui connaissent à la fois la précarité économique et la violence,
- mettre en face de chaque enfant ou femme victime un policier et un magistrat formés à l'accueil de la parole des victimes,
- définir un socle obligatoire d'actes d'enquêtes afin de limiter les classements sans suite (enquête de voisinage, saisie et analyse du téléphone de l'agresseur présumé...),
- renforcer avec l'Éducation nationale la lutte contre les préjugés sexistes et masculinistes, notamment en appliquant la loi sur l'obligation de l'Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Évars),
- réguler les contenus violents et lutter contre le harcèlement en ligne.

Ce milliard d'euros engagé en économisera dix fois plus, au moins, car il préviendra les violences, leurs récives et leurs conséquences. Il sera conforme aux attentes des citoyens et aux engagements internationaux de la France. La lutte active et les moyens engagés par l'Espagne voisine en la matière (un milliard investi sur cinq ans en 2017, soit environ 3 fois le budget alloué par la France à la lutte contre les violences faites aux femmes) montre que l'engagement de l'État paye (-35% de féminicides depuis le vote de la loi contre les «*violences machistes*» en 2004).

Il y a urgence.

Un petit groupe de sales connes, pour toutes les sales connes et les sales gosses

Pour signer la pétition: <<https://www.change.org/p/1-milliard-pour-les-sales-connes>>.

Couple et travail sous l'éclairage du féminisme

**Fatma Çingi Kocadost est sociologue diplômée de l'EHESS
(École des hautes études en sciences sociales).**

**En 2018, elle soutient sa thèse de doctorat à l'issue d'une longue
enquête auprès de plusieurs groupes de femmes dans les milieux
populaires, et d'origine maghrébine, de la banlieue parisienne.**

SE SENTANT À L'ÉTROIT dans les règles universitaires et enrichie par son expérience d'enquête, elle écrit *La promesse qu'on nous a faite*, et là, elle éclate le cadre et donne à cet ouvrage tout ce qui ne pouvait être reçu par l'Université: sa perspective féministe, sa subjectivité sensible et son implication personnelle dans le monde des enquêtées. Car elle est des leurs! Mieux, à la différence des femmes enquêtées nées en France à l'hôpital, Çingi (ainsi qu'elle se nomme dans son livre, par son prénom, à l'égal des autres enquêtées), est née en Turquie «*entourée de la sage-femme du village et de [s]a grand-mère maternelle*», ce qui fait d'elle une blédarde. Et «*les blédardes, c'est des battantes*».

Dès les premières pages, elle annonce la couleur. Elle existe dans son enquête, elle est immigrée, elle est féministe et elle interroge l'hétéroconjugalité.

Elle arrive en France en 2003, avec un visa «*étudiant*». Elle a 22 ans. Elle s'acquiesce de toutes les obligations administratives, se trouve une piaule, suit ses cours et se coltine tous les boulots autour du soin et de la bouffe réservés aux immigrées. «*Pendant ces sept années, le fait d'être turque m'a ôté en grande partie le bénéfice symbolique d'être perçue comme "une étudiante qui fait des petits boulots pour financer ses études". On voyait en moi une travailleuse migrante non qualifiée.*» Mais elle est animée par «*l'envie de vaincre, [...] celle des subalternes: refuser les normes sociales, déborder le cadre [...] parce que tu décides que tu y as droit*».

Lorsqu'en 2010, elle obtient un poste d'assistante à l'université de Lausanne, elle décide d'entamer une ethnographie sur l'articulation entre travail reproductif gratuit et travail salarié, qu'elle met en acte avec Aïcha, rencontrée fortuitement, née la même année qu'elle, mais à Paris, et qui est devenue une amie. De cercles d'amies en cercles d'amies, le champ de son enquête s'agrandit. Elle raconte une première soirée avec un groupe de femmes où elle se retrouve en position de la «*rabat-joie féministe*», dans une critique de l'injonction au bonheur. Car elle découvre que le rêve de toutes ces jeunes femmes, c'est le mariage! Le vrai, avec des enfants, et un mari qui travaille pour entretenir le rêve.

Comment la conjugalité vient-elle aux jeunes femmes?

Que ce soit dans la banlieue de Paris ou celle d'Istanbul, leurs récits de jeunesse concordent: c'est par la famille qu'est inculquée «*l'hétérosexualité féminine respectable*», et aussi la règle qui veut qu'on ne quitte pas le domicile parental avant d'être mariée. Et cette norme est intériorisée par les jeunes femmes, tandis que plusieurs frères des enquêtées s'installent seul, ou avec une femme en union libre.

Le mariage, c'est «*être comme tout le monde*», et toutes de surenchérir en se tapant dans les mains, quand Aïcha rajoute: «*Oui, se marier, se disputer, divorcer, lol!*» Il est vrai que «*les structures socio-économiques de l'hétéropatriarcat canalisent les femmes vers la famille*», mais, dans les faits, «*la famille reste abondamment désirée*». Sinon que, pour beaucoup d'enquêtées, elle semble inatteignable, tant il est difficile de trouver «*le bon mari*». D'abord, il y a les «*vrais Français*» et «*les autres*». Qu'importe que tu sois née en France, si ta mère est kurde ou algérienne, tu fais partie des «*autres*». Aussi, quand une enquêtée, qui cherche un mari sur un site de rencontre, coche la case «*maghrébin*», elle ne désigne pas une nationalité particulière mais renvoie plutôt à une «*communauté imaginaire*», un héritage culturel commun. Ensuite, il faut s'entendre avec le futur sur la gestion du ménage.

Des recherches ont montré la solidarité qui fonde et soude fortement une grande partie des couples hétérosexuels ordinaires des classes populaires. Ce qui apparaît dans la recherche obstinée des enquêtées, c'est que le bon mari est celui qui assure «*la protection financière, tandis que la bonne épouse assume l'éducation des enfants et l'entretien du foyer*». Le bon vieux partage genré! Ce contrat n'est pas tacite pour elles, et fait l'objet d'après discussions avec le futur conjoint. La masculinité doit être protectrice. Or, les jeunes Français issus de l'immigration maghrébine sont confrontés à un taux de chômage très important et occupent essentiellement des emplois précaires. Le bon mari serait alors celui qui vient du bled et qui en veut, qui est prêt





à tout pour s'intégrer ? Le mariage, ce n'est pas l'amour, c'est fonder une famille. Ça se calcule, ça se discute, qui fait quoi, qui paye quoi ? Et gare à celles qui traînent, qui laissent passer le temps [...] comme Aïcha qui, à 30 ans, fait figure de vieille fille, comme Çingi elle-même qui, quand elle se rend en Turquie, est soumise à la pression familiale à la conjugalité, pression qui, pour elle, cesse dès lors qu'elle retrouve sa vie personnelle.

Le mariage est une épreuve, certes, mais le but ultime, c'est la maternité

Çingi fait remarquer que « pour la majorité des Français, le couple hétérosexuel reste le cadre économique et social au sein duquel les femmes ont des enfants ». Mais ici, elle découvre que derrière la reconnaissance sociale et le statut que confère la maternité, constituant « une identité gratifiante face à la dévalorisation sociale », il apparaît de façon éclatante qu'elle représente pour les enquêtées l'accomplissement de la vie d'une femme et, on va le voir, une sorte d'assurance vie. Elles s'y engagent à 100 %. Il ne s'agit pas d'enfanter, mais d'élever des enfants, de les voir grandir, de les éduquer, d'être présente à leurs besoins, de leur enseigner les bonnes manières de vivre dans le groupe familial et communautaire, de les élever moralement. Et ce, malgré les difficultés qu'elles éprouvent dans leurs pratiques éducatives pour correspondre aux normes dominantes (accompagner la scolarité, faire pratiquer des activités extra-scolaires, etc.), en plus de faire face aux discriminations racistes que leurs enfants subissent à l'école. La conscience que « c'est plus difficile aujourd'hui qu'à l'époque de leurs parents » ne fait que renforcer leur posture défensive et l'importance d'être présente auprès de leurs fils « pour qu'ils ne deviennent pas délinquants ou terroristes ».

Le lien indéfectible que ces mères tissent avec leurs enfants interroge Çingi sur son propre refus de la maternité, donc de la descendance sur laquelle on peut compter dans ses vieux jours. « Que serait une vieille immigrée qui n'est pas une "daronne", c'est-à-dire mère ? » Dans un environnement hostile, sur qui, sur quoi peut compter celle qui est coupée de la ressource la plus évidente – parce que la plus naturalisée et socialement la plus légitime – que représente la famille ?

Le mariage tel qu'envisagé par les enquêtées se heurte d'abord aux grandes difficultés des conditions matérielles des classes populaires, mais aussi à la nouvelle injonction sociétale qui prescrit aux femmes d'être indépendantes financièrement et de sortir du foyer. Ce que préconisaient déjà les féministes des années soixante, qui voyaient le travail salarié comme la clé de l'émancipation des femmes. Aujourd'hui, celles qui ont une place dans le monde professionnel savent qu'elles retrouvent le soir le travail domestique ordinaire et gratuit, encore peu partagé. Quant à bell hooks, dans *De la marge au centre*, elle remarque que les féministes, qui prônent la libération par le salariat, « ont ignoré le fait que l'immense majorité des femmes [...] travaillaient déjà à l'extérieur du foyer et occupaient des emplois qui ne les affranchissaient pas de leur dépendance aux hommes ni ne leur permettaient d'être économiquement indépendantes ». Çingi rappelle aussi les féministes italiennes, qui militaient en faveur

d'un salaire pour le travail ménager, puisque, par celui-ci, les femmes sont « intégrées dans la chaîne d'accumulation capitaliste », ce qui mérite salaire.

L'émancipation par le salariat ?

Plusieurs chercheuses font plutôt état du contraire, sauf bien sûr pour celles des classes moyennes et supérieures, qui ont des boulots assez bien payés pour faire faire, par des immigrées, le travail domestique mal payé.

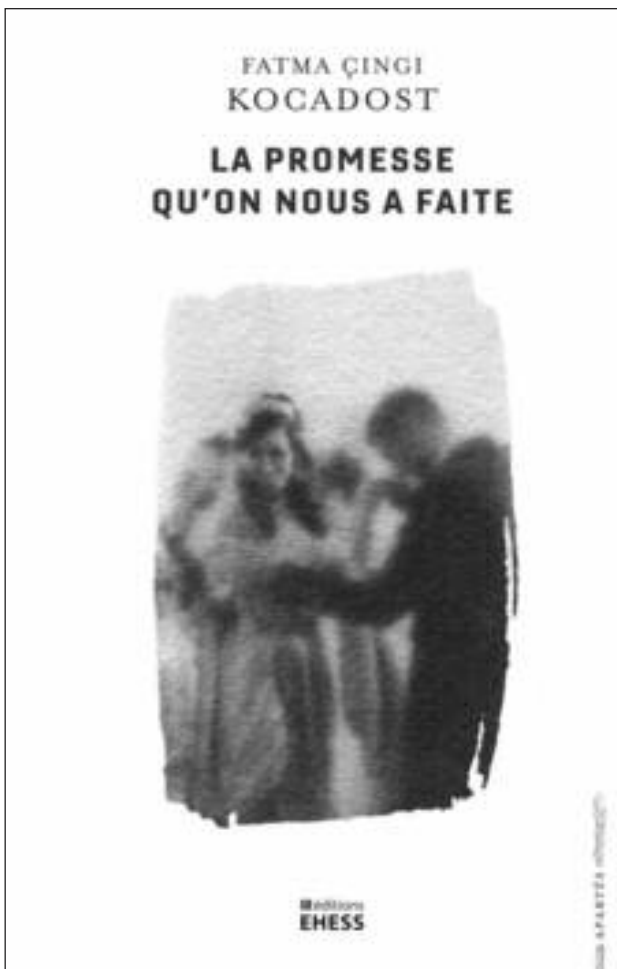
Pour les femmes des classes populaires, « la norme d'autonomie féminine pèse lourdement comme une contrainte ». Cependant, dans les programmes publics à destination des immigrées, l'intégration au salariat est une condition *sine qua non* de l'émancipation féminine, avec en sous-entendu l'abandon de leur culture d'origine.

Si elles ont eu du mal à trouver un mari, elles n'en divorcent pas moins (pas plus que la majorité des Français cependant !); et font, de ce fait, « le choix de la pauvreté » si elles n'ont pas de soutiens familiaux. Car « ce sont des femmes, mères, sœurs, cousines, qui sont en première ligne quant aux efforts collectifs déployés à l'issue des séparations ». Çingi convoque M.E. O'Brien pour laquelle, paradoxalement, alors que la famille battait de l'aile dans les années soixante-dix où l'on cherchait plutôt la communauté affinitaire, elle reprend du poil de la bête avec « les politiques d'austérité qui sapent les droits sociaux et attaquent les institutions publiques ». « Dans le capitalisme, la famille est le lieu privilégié des relations de soin interpersonnelles et du travail reproductif. [...] En ce sens, le tournant néolibéral n'est pas simplement le triomphe de l'individu mais également la consolidation de la famille comme institution capitaliste au sein de laquelle ses membres recevront du soin. »

Aujourd'hui que les femmes sont au boulot et que la population vieillit, « les besoins du care sont grandissants, car la vie ne se maintient pas toute seule ». Pas de problème, « les directives de l'Union européenne visent [...] à propulser très énergiquement l'intégration des femmes migrantes dans le secteur du care [...] En toute logique capitaliste, les plus vulnérables seront au service de ceux et celles qui peuvent payer des soins. Et ces dernières satisferont leurs besoins en épuisant les capacités vitales des premières. Mettre d'autres femmes au travail reproductif (salié) n'est pas une solution féministe ». Cela ne vaut que pour entretenir celles qui ont les moyens dans l'illusion de leur autonomie. Car nous sommes tous et toutes interdépendant-es, et les enquêtées en ont une vive conscience qui, plutôt que s'entêter dans une impossible indépendance financière par le salariat, pensent plutôt en termes d'interdépendance dans le couple, leur travail de reproduction devant être reconnu et faire partie du contrat.

En conclusion, rien ne va plus

Le mariage et la famille ne peuvent plus tenir leurs promesses, et la situation socio-économique s'aggrave au point que « bon nombre de personnes des milieux populaires peinent à prendre soin d'elles-mêmes ». Sans oublier que la famille reste aussi, dans le tête-à-tête conjugal et le confinement dans le foyer privé, une structure d'oppression et de violences, un lieu de tous les dangers pour les femmes et les



enfants. Tout cela est bien documenté. Pas de réhabilitation de la famille, donc. Elle n'est pas la bonne forme. Et la sociologie, est-ce la bonne forme pour se réaliser en tant que Çingî? Depuis qu'elle est adoubée comme sociologue, elle est travaillée par le «*tout ça pour ça?*». Elle se contorsionne pour entrer dans le moule. Elle est profondément atteinte par ce que son enquête a mis au jour. Et avant tout, elle est une féministe révolutionnaire et cherche à traduire ses idées en actes.

Elle cite, en exergue de sa conclusion, une phrase extraite de *Désirs postcapitalistes* de Mark Fisher: «*Est-ce que la fonction de la famille pour le capitalisme n'est pas en partie de contenir les désirs de collectivités que nous avons en nous?*» Nos désirs de collectivités consistent à prendre en compte la reconnaissance de nos interdépendances. Et pour Çingî, la reproduction reste la question stratégique du féminisme. Cela implique de «*penser en priorité l'organisation politique, matérielle et affective de l'ensemble des activités nécessaires pour reproduire notre santé physique, notre bien-être psychique et notre capacité à entretenir des relations riches et agréables*». Elle évoque Geneviève Pruvost, qui considère nécessaire de «*créer des collectifs de production-reproduction orientés vers la subsistance*», et des chercheuses du Sud, qui travaillent sur le cadre de vie communautaire dans des économies non-capitalistes organisées autour de la satisfaction des besoins de tous et toutes. Des sources d'inspiration pour «*sortir la reproduction du foyer privé familial et l'organiser collectivement pour satisfaire les besoins d'amour et de soutien de chacun-e afin d'éviter que cette satisfaction soit conditionnée à l'argent, aux contraintes, aux liens d'exploitation ou au chantage affectif*». Un féminisme, non pas individualiste, mais communautaire, qui cherche les moyens pratiques de dépasser le capitalisme ici et maintenant. Elle aspire à un futur désirable où «*on aurait enfin trouvé une façon de s'aimer et de prendre soin les un-es des autres, pour la seule raison que nous sommes là*».

Le livre est passionnant, et Çingî, qui a beaucoup lu, se réfère (en bas de page, quel confort de lecture, merci!) à de nombreux-ses auteurs-es et ouvrages féministes du plus grand intérêt. La biblio est fournie. J'en reproduis un petit bout. À vos lectures! ■

Michèle Monico

– Fatma Çingî Kocadost, *La promesse qu'on nous a faite*, éditions EHESS, 2025.

– Sara Ahmed, «*Les Rabat-joie féministes (et autres sujets obstinés)*», *Cahiers du genre*, n° 53, 2012.

– Christine Delphy, *L'Ennemi principal*, t. 1, Syllepse, 2009.

– Silvia Federici, *Point zéro: propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe*, Donnamarie-Dontilly éditions, 2016.

– Mark Fisher, *Désirs postcapitalistes*, Audimat éditions, 2022.

– bell hooks, *De la marge au centre. Théorie féministe*, Cambourakis, 2017.

– M. E. O'Brien, *Abolir la famille. Capitalisme et communisation du soin*, La Tempête, 2023.

– Fatima Ouassak, *La Puissance des mères. Pour un nouveau sujet révolutionnaire*, Points, 2023.

– Geneviève Pruvost, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, La Découverte, 2021.

Beaucoup d'autres ouvrages sont cités, dont un déjà référencé dans *Casse-rôles*, celui de Maria Mies, «*La Subsistance: une perspective écoféministe*», *Casse-rôles*, n° 30, p. 51-53.

Femmes et syndicalisme

Suite de l'article « Femmes et grèves » du numéro 34 de *Casse-rôles*

En complément de la présentation des luttes de femmes, il convient aussi de s'interroger sur leur place dans les organisations syndicales : à partir de notre expérience personnelle, nous avons choisi plusieurs facettes, de l'affaire Couriau aux commissions Femmes, des responsables nationaux aux élus-es locaux, en passant par l'expérience de l'union syndicale Solidaires.

Des débuts très difficiles et conflictuels

Dès le XIX^e siècle, cette question du droit au travail des femmes va devenir une question cruciale dans les débats du mouvement ouvrier : elle est débattue dans les congrès, mais sans que les premières concernées puissent vraiment s'y exprimer car elles y sont très minoritaires. La majorité des militants ouvriers de cette période redoutent la concurrence des femmes, moins payées, qui feraient baisser les salaires. Un autre argument est celui de la « protection des femmes », et le risque de dissolution de la famille. Entre 1890 et 1908, 54 grèves d'hommes ont été recensées dont l'objectif est d'empêcher l'introduction de femmes dans les ateliers...

Pourtant les femmes qui travaillent vont commencer à se syndiquer assez largement dans la CGT naissante, mais souvent elles se regroupent dans des syndicats de femmes dans des secteurs professionnels féminisés ou dans des secteurs où les syndicats refusent d'admettre les femmes.

De ce point de vue, l'affaire Couriau est emblématique et illustre parfaitement ces tensions au sein du mouvement ouvrier naissant. Emma Couriau, typote comme son mari, arrive à Lyon et demande, en 1913, son adhésion au syndicat du Livre, qui refuse puisqu'il ne syndique pas les femmes par principe ; le syndicat va même exclure le mari, coupable d'avoir laissé sa femme travailler. Le syndicat obtient du patron, en le menaçant de grève, le renvoi d'Emma Couriau. Cette affaire provoquera des débats importants dans la presse syndicale, le soutien des associations féministes prendra une certaine ampleur et fera bouger les lignes au sein du syndicalisme.

Les syndicats, dont la vocation est de lutter pour défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses, ont toujours peiné à s'approprier les questions féministes. En effet, les bastions du syndicalisme ayant été traditionnellement des

secteurs très masculins, et le salariat féminin ayant été longtemps minoritaire (mais toujours à plus de 30 %), les lende-mains qui chantent l'émancipation des femmes ont toujours été repoussés au... surlendemain !

La lutte des classes étant à l'origine des revendications des syndicats, il a longtemps été préjugé qu'abolir les discriminations et les oppressions sociales impliquerait, de fait, l'éradication des inégalités entre les femmes et les hommes. L'oppression des femmes est bien antérieure au capitalisme. Ce n'est pas seulement un ensemble de discriminations, c'est un système, que le capitalisme a su utiliser à son avantage.

Syndicalistes et féministes : comment s'organiser ?

À partir des années 1970, sous l'influence du mouvement féministe et parallèlement aux « groupes femmes » dans certaines entreprises, les travailleuses syndiquées ont pris conscience des oppressions spécifiques qu'elles subissent, en plus de l'exploitation capitaliste. Elles ont constaté que le mouvement syndical n'échappait pas aux effets du patriarcat. Pour lutter contre ces violences, inégalités et discriminations, elles ont dû s'organiser.

Pour cela, dans leurs organisations syndicales, elles ont revendiqué et créé des commissions de travail. Celles-ci ont pris diverses appellations, par exemple commission Femmes ou commission Travailleuses. Le terme « Femmes » permettait que soient traités tous les problèmes rencontrés par les femmes, et pas seulement ceux liés au travail : avortement, violences, vie personnelle et familiale... Le terme « Travailleuses » servait à montrer qu'il ne s'agissait pas d'un féminisme bourgeois et était plus facilement accepté par les hommes militants !

L'existence de ces commissions ne s'est pas faite facilement : l'opposition était forte, argumentant que cela serait une division de la classe travailleuse ou une exclusion des hommes. La résistance aux revendications élaborées ou le refus de mettre à l'ordre du jour des réunions de points proposés étaient monnaie courante. Un des points les plus débattus était la mixité ou la non-mixité de ces commissions et cela l'est encore aujourd'hui. Cependant, elles ont permis à de nombreuses militantes de prendre conscience collectivement, d'être solidaires les unes des autres et ainsi d'être plus fortes, de partager leurs expériences, d'élaborer des revendications et de construire des mobilisations.

Au fil des années, ces commissions ont commencé à être inscrites dans le fonctionnement normal des structures.

Aujourd'hui, elles sont nombreuses et leur existence est moins contestée, mais il reste encore beaucoup de chemin pour que l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde du travail, comme dans toute la société soit réelle, et pas seulement formelle !

Qui sont les responsables des organisations syndicales ?

Une tribune de Murielle Guilbert, co-déléguée générale de l'union syndicale Solidaires, parue dans *Libération* le 8 mars 2023 est un cri du cœur : « Je ne veux plus être la seule femme sur la photo. » En pleine mobilisation contre la réforme des retraites, avec une unité intersyndicale jamais vue, la première déclaration intersyndicale « retraite » a été lue à la Bourse du travail le 10 décembre dans la foulée des annonces de la Première ministre. Une photo des numéros un des huit organisations syndicales a été faite par l'AFP à cette occasion, relayée dans nombre d'articles de presse et médias. Sur la photo : huit hommes et une femme¹ !

Elle conclut la tribune en disant : « *Oui, il est important que l'on sorte d'une représentation masculine quasi unanime, à la tête des organisations syndicales.* »

Dans les mois qui suivent, on a pu constater une féminisation des responsables syndicaux au plus haut niveau (est-ce une conséquence directe de cette tribune ? Mystère) :

CGT : Depuis sa création en 1895, Sophie Binet est la 1^{re} femme secrétaire générale en 2023 ;

CFDT : Marylise Léon, élue en 2023, est la 2^e femme à cette fonction (la 1^{re} étant Nicole Notat de 1992 à 2002) ;

FSU : Caroline Chevé est élue en 2025 ;

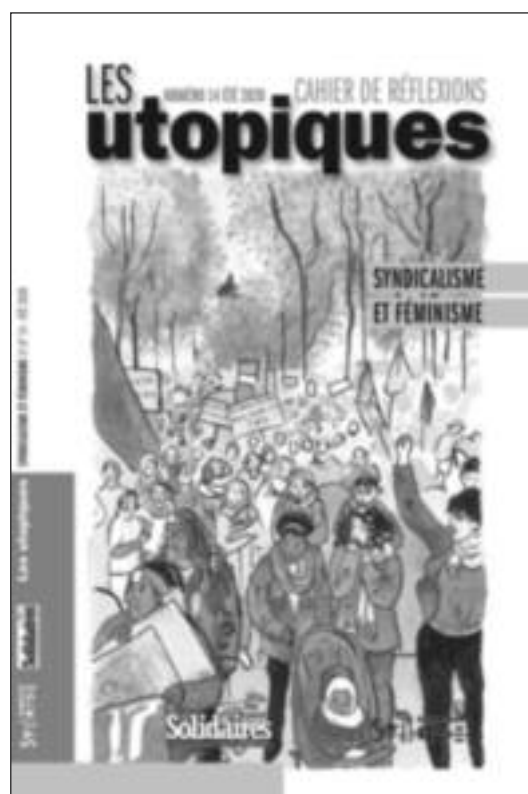
FO : Frédéric Souillot en 2022 ;

CFTC : Éric Heitz ;

CFE-CGC : Jean-Philippe Tanghe, depuis le 22 mars 2023 (3 femmes ont été secrétaires générales depuis 1945) ;

UNSA : Laurent Escure depuis 2019 ;

Union syndicale Solidaires : Julie Ferrua et Murielle Guilbert, co-déléguées générales (depuis la création de l'Union, il y a toujours eu deux co-délégué-es, une femme



Répartition en % selon les différentes organisations ³

	CGT	CFDT	CGT-FO	CFTC	CFE-CGC
Part des femmes syndiquées	28,00 %	44,20 %	45,00 %	40,00 %	18,50 %
Part des femmes déléguées au congrès	29,00 %	37,00 %	45,00 %	31,00 %	8,70 %
Part des femmes aux comités (ou conseils) nationaux ou confédéraux	25,00 %	28,30 %	8,80 %	31,00 %	17,50 %
Part des femmes dans les comités exécutifs (ou bureaux) confédéraux	50,00 %	26,50 %	12,00 %	13,00 %	30,00 %
Part des femmes des bureaux (journaliers) (ou comités de direction, commission exécutives) confédéraux	50,00 %	30,00 %	23,00 %	12,50 %	11,10 %
Part des femmes secrétaires générales de fédérations	19,00 %	11,80 %	7,40 %	10,00 %	14,80 %
Part des femmes secrétaires générales d'unions départementales	8,30 %	8,50 %	7,60 %		

➔ et un homme, mais c'est la première fois qu'il y a deux femmes!).

La place des femmes dans les organisations syndicales représentatives

En 2013, 11% des salarié-es adhèrent à une organisation syndicale. Les salarié-es de la fonction publique sont deux fois plus syndiqué-es que dans le secteur marchand et associatif². En 2019, en France (hors Mayotte), 10,3% des salarié-es déclarent adhérer à un syndicat; 11,0% sont des hommes et 9,5% sont des femmes.

La parité dans les élections professionnelles⁴

C'est la conséquence de l'introduction de la parité dans les élections politiques, par la loi dite sur «la parité», qui a été promulguée le 6 juin 2000. Elle contraint les partis politiques à présenter un nombre égal d'hommes et de femmes pour les élections régionales, municipales (dans les communes de 3 500 habitants et plus), sénatoriales (à la proportionnelle) et européennes.

L'introduction des nouvelles instances de représentation du personnel, prévues dans le secteur privé par les ordonnances de 2017 visant à renforcer le dialogue social, s'accompagne d'une baisse globale du nombre d'élu-es, notamment dans les grandes entreprises en raison des modifications apportées aux structures de représentation des personnels. Néanmoins, le nombre de femmes candidates, aussi bien qu'élu-es lors des élections professionnelles, est en hausse entre les cycles électoraux 2013-2016 et 2017-2020. Leurs proportions, parmi les candidats et les élus, augmentent de façon plus marquée qu'entre les cycles 2009-2012 et 2013-2016. À l'issue du cycle 2017-2020, elles sont même légèrement supérieures en moyenne à la proportion de femmes parmi les salarié-es.

La féminisation des candidat-es et des élu-es s'observe dans chaque grand secteur d'activité du privé. Elle est effective dans tous les collèges électoraux, particulièrement dans celui des ingénieurs et cadres, où elle relève en partie d'un phénomène de rattrapage. De même, cette tendance s'exprime quelle que soit l'étiquette syndicale. Les proportions de femmes parmi les candidat-es et les élu-es restent moindres aux pre-

miers tours des élections qu'aux seconds; les écarts s'atténuent toutefois entre les deux derniers cycles électoraux.

Qui sont les représentant-es du personnel⁵ ?

En 2023, 601 000 salarié-es, soit environ 6% des effectifs des établissements privés de plus de 10 salarié-es, exercent un mandat d'élu-e ou de délégué-e syndical-e.

Le nombre de salarié-es exerçant un mandat d'élu-e ou de délégué-e syndical-e en 2023 est en baisse de plus de 4% par rapport à 2017, bien que l'effectif total de salarié-es augmente légèrement. Le nombre de mandats exercés diminue de 14%, sous l'effet notamment de la fusion des anciennes instances représentatives du personnel (IRP) par les ordonnances Travail de 2017. En moyenne, les délégué-es syndicales affichent une ancienneté dans l'établissement plus élevée que les salarié-es ayant uniquement un mandat d'élu-e.

La parité femmes-hommes parmi les représentant-es du personnel s'améliore, dans la mesure où les femmes constituent désormais 42% des représentant-es du personnel, comme parmi l'ensemble des salarié-es; elles restent néanmoins sous-représentées parmi les délégué-es syndicales.

Agir syndicalement pour l'égalité entre les femmes et les hommes: l'analyse et les préconisations de l'union syndicale Solidaires

Il s'agit d'un exemple issu de notre expérience personnelle, mais les réflexions sont partagées par d'autres organisations syndicales et mériteraient tout autant d'être présentées.

La place du féminisme dans les textes de congrès

Lors du 4^e congrès à Saint-Jean-de-Monts en 2008, un ajout dans le préambule des statuts, voté à l'unanimité affirme que «le syndicalisme s'inscrit dans une démarche féministe en agissant pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Les inégalités entre les sexes traversent l'ensemble de la société (travail, école, famille, vie publique), le souci de les combattre ne se limite pas au champ professionnel. Le syndicalisme, tel que nous le concevons, veut promouvoir l'adhésion, l'activité, la participation et l'engagement des femmes à toutes les tâches et tous les échelons du syndicalisme».

La résolution numéro 3, adoptée au congrès de Dunkerque en 2014, s'intitule «Égalité entre les femmes et les hommes: un enjeu syndical». Elle comprend trois parties:

♦ une plateforme revendicative pour l'égalité femmes/ hommes:



- pour l'égalité au travail,
- pour une égalité dès l'école,
- pour le droit à la contraception et à l'avortement,
- pour agir contre les violences, au travail et au domicile, contre les viols et les agressions sexuelles,
- pour faire du logement un enjeu de société, prenant en compte les spécificités pour les femmes comme pour les familles monoparentales ou pour les femmes à la rue,
- pour une meilleure représentation des femmes dans la sphère publique,
- pour la prise en compte des discriminations croisées subies par les femmes immigrées, les femmes étrangères, les femmes sans-papiers en France,
- pour la santé;
- ♦ des pistes pour avancer sur la place des femmes dans l'union syndicale Solidaires :
 - pour un constat sans tabou avec la mise en place d'un rapport de situation comparée, comportant des indicateurs pertinents en fonction des réalités de chaque structure,
 - pour surmonter des obstacles et des freins comme le déficit de prise en charge, la gestion différente des temps liée à la division sexuelle du travail, la question des priorités revendicatives, la lutte contre l'intégration par tous et toutes des préjugés, contre les effets de l'autolimitation et de l'invisibilité, le poids du schéma militant traditionnel, les effets délétères des ambiances sexistes et la tolérance à leur égard;
 - ♦ une liste des outils qui existent déjà pour avancer : la féminisation de nos textes, la mise en place des commissions Femmes, les formations spécifiques comme
 - « *Agir syndicalement contre les inégalités et les stéréotypes* »,
 - « *Agir syndicalement contre les violences sexistes* »,
 - « *La négociation Égalité professionnelle* ».

Sans oublier les publications comme le bulletin *Solidaires et égales*. D'autres mesures doivent être mises en place : le partage, la rotation des mandats, et leur limitation dans le temps, les moyens pour favoriser la prise de parole, des mesures liées à la situation parentale. Il s'agit également de faire des liens avec les mouvements sociaux féministes.

Lors du 8^e congrès à Saint-Jean-de-Monts en 2021, une charte est lue en ouverture du congrès : « *Pour un congrès inclusif, hors de toute oppression, qui vise notamment à prévenir tout comportement sexiste, ou violence sexuelle.* »

Dans le préambule des statuts de Solidaires, un rajout validé à l'unanimité (après la phrase sur le respect de l'intégrité physique et mentale de chaque être humain, qui est une valeur fondamentale du syndicalisme) : « *À ce titre, les violences, agissements, agressions ou positions sexistes, racistes, lgbtphobes... n'ont leur place ni dans notre syndicalisme ni dans la société.* »

Dans la deuxième résolution, est inclus le positionnement pour la PMA pour tous et toutes et son remboursement à 100 %. De nombreuses revendications antiracistes et LGBTQI+ intègrent le revendicatif, en articulation notamment avec le revendicatif féministe.

La place des femmes dans le militantisme

Si les femmes s'imposent progressivement dans les syndicats, cela ne se fait pas sans résistances. Les obstacles à l'investissement syndical pour les femmes sont multiples : ils tiennent essentiellement à la place des femmes dans la

société ; à savoir, les charges qu'elles ont à assumer dans la sphère domestique ; en cause aussi le peu d'espace qu'on leur octroie dans le monde politique et économique ; et, enfin, la persistance des préjugés et des stéréotypes dans quasiment tous les lieux de socialisation (famille, école, travail, politique, médias, etc.).

Lorsqu'elles militent, les femmes sont très souvent en charge des tâches techniques et organisationnelles, alors que les hommes se positionnent sur les tâches politiques : par exemple, l'intendance et la prise de notes des réunions sont plus fréquemment faites par les femmes, et l'intervention auprès des médias, les prises de paroles publiques et la participation aux structures interprofessionnelles par les hommes. Nous devons veiller à ce que le partage des tâches soit effectif dans le militantisme.

Les facteurs propres au syndicalisme peuvent décourager les femmes à s'engager : les femmes comme les jeunes syndiquées ne se reconnaissent pas toujours dans un modèle de militantisme qui absorbe la vie dans son entier. Or, le militantisme que nous pratiquons est très exigeant en termes de temps. De surcroît, la capacité à surinvestir le syndicat est un élément de reconnaissance au sein même des organisations. Le risque est donc immense pour les femmes de se voir ajouter une « 3^e journée de travail », après celle des tâches domestiques et de *care*, et celle du travail professionnel.

La place des femmes dans les instances

La féminisation des instances syndicales est loin d'être une réalité aujourd'hui encore, et aucune organisation syndicale ne dispose de chiffres fiables sur la place des femmes dans les structures.

Un réel effort doit être fait pour laisser la place aux femmes à tous les niveaux de notre organisation : sections, syndicat départemental, conseil fédéral, secrétariat fédéral, commission exécutive. Il faut instaurer la parité réelle, la rotation et la limitation de durée des mandats dans toutes ces instances.

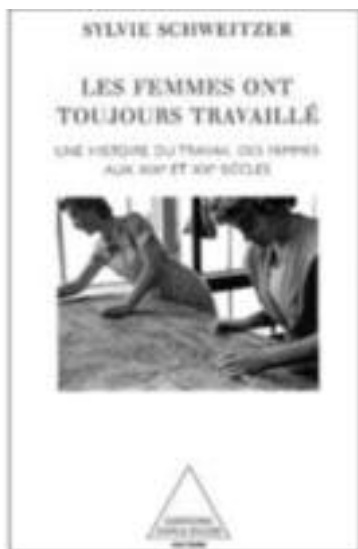
La place des femmes dans les débats

Le débat est la forme de discussion que nous utilisons le plus dans notre activité syndicale. Or, cette forme d'échange reproduit souvent les inégalités, dont celles de genre. Ainsi, les hommes parlent plus souvent et plus longtemps que les femmes, leurs propos sont ceux qui sont le plus souvent repris, les femmes se font plus souvent couper la parole... Les femmes ne sont pas moins formées ni plus timides, elles subissent les conséquences des relations de domination, y compris dans les pratiques conversationnelles. Nous devons utiliser les outils nous permettant de les éradiquer : utiliser des tours de parole alternés femmes/hommes, minuter les temps de paroles (assez courts), instaurer des règles de débats (ne pas interrompre, etc.).

La place des femmes dans les revendications

Les femmes sont les premières à être victimes des politiques capitalistes et de leurs conséquences (ce sont les femmes qui sont les premières victimes de la crise, des politiques de casse du service public, etc.). C'est pourquoi





il nous faut adapter nos revendications dans leurs formes et dans leur contenu. Ainsi, la féminisation de tous nos textes doit devenir un automatisme. Et nous devons décliner toutes nos analyses et les revendications qui en découlent sous l'angle des femmes.

Dans le conflit sur les retraites en 2010, la question des inégalités de pensions entre les femmes et les hommes, a été très présente dans la mobilisation.

Inégalités de salaire, ségrégation professionnelle, évolution des carrières professionnelles, temps de travail, conditions de travail, temps de déplacement, partage des tâches éducatives et domestiques, précarité, services publics, violences au travail: autant de questions où l'approche féministe est indispensable et qui doivent s'articuler avec l'approche syndicale générale!

À ce jour, dans de nombreuses organisations syndicales (mais aussi politiques et associatives), les militantes se mobilisent aussi pour visibiliser le sexisme ordinaire de leurs camarades, pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles subies par elles et commises par eux. Les générations précédentes avaient privilégié une « approche pédagogique » auprès de leurs collègues, mais le constat est que cela n'a guère été efficace. Les militantes d'aujourd'hui ont un positionnement beaucoup plus combattif et plus radical: par exemple, le slogan « *Qu'est-ce que tu ne comprends pas dans NON?* » est éclairant...

Courage à toutes! ■

Élisabeth Gigant-Claude

1. <https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/syndicalisme-je-ne-veux-plus-etre-la-seule-femme-sur-la-photo-20230308_Y6J6PZ6PMJHPVF2LSBYIDOBCAA/>.
2. Maria Teresa Pignoni, *Dares Analyses*, n° 25, 12 mai 2016; <<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/la-syndicalisation-en-france-des-salaires-deux-fois-plus-syndiques-dans-la-fonction>>.
3. Conseil économique et social (2000) complété et actualisé (2005).
4. Christophe Michel, *Dares Analyses*, n° 61, 24 octobre/2024. <<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/vers-plus-de-parite-dans-les-elections-professionnelles>>.
5. Maria Teresa Pignoni, *Dares Analyses*, n° 453, septembre 2025. <<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-representants-du-personnel-quels-profil-pour-quelles-fonctions>>.

Quelques références:

- Margaret Maruani, *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Syros, 1979.
- Slava Liszek, *Marie Guillot, De l'émancipation des femmes à celle du syndicalisme*, L'Harmattan, 1994.
- Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles*, Odile Jacob, 2002.
- Rachel Silvera, « Le défi de l'égalité hommes/femmes dans le syndicalisme », *Mouvements*, n° 43, 2006, p. 23 à 29.
- Élisabeth Claude, Nicole Savey, « Travail invisible, grèves invisibilisées? », *Les Utopiques*, n° 14, été 2020.
- Michelle Perrot, *Mélancolie ouvrière*, Points, 2014 et film de Gérard Mordillat, 2018.
- Fanny Gallot, *En découdre: Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, La Découverte, 2015.
- Sophie Binet, Maryse Dumas, Rachel Silvera, *Féministe, la CGT?*, Éd. de l'Atelier, 2019.

DU LOURD DANS LES CARTABLES

Ma première cérémonie militaire: c'est un petit fascicule de 36 pages, diffusé dans les écoles primaires et les centres de documentation et d'information du collège (CDI) créés en 2020, et déjà distribué en 370 000 exemplaires.

L'HEURE ÉTANT AU RÉARMEMENT DES ESPRITS, la diffusion progresse d'autant plus que sa promotion est faite par le ministère de l'Éducation. « On découvre le cérémonial militaire à travers les yeux d'un petit garçon assistant à une prise d'arme. »

Cette « ressource pédagogique [...] étoffée par l'expertise du bureau du protocole du gouverneur militaire » a été concoctée par deux associations: Solidarité défense et l'Association nationale des femmes de militaires, et éditée grâce à la générosité de mécènes: MBDA (leader mondial dans la conception de missiles), Safran, Dassault Aviation, Arquus (spécialisé dans les véhicules militaires) et le milliardaire catho tradi Pierre Édouard Stérin qui rêve de l'accession au pouvoir d'une alliance entre la droite et l'extrême droite.

Les objectifs des marchands de missiles seraient-ils compatibles avec ceux des établissements scolaires ? ■

Véronique Decker



MON MARI EST PARTI

Mon mari est parti un beau matin
d'automne,
Parti je ne sais où,
Je me rappelle bien, la vendange était
bonne,
Et le vin était doux.
La veille nous avions ramassé des giroldes
Au bois de Viremont.
Les enfants venaient juste d'entrer à école
Et le temps était bon.

Mon mari est parti un beau matin
d'automne,
Le printemps est ici,
Mais que voulez-vous bien que le
printemps me donne?
Je suis seule au logis.

Mon mari est parti, avec lui tous
les autres maris
Des environs
Le tien, Éléonore, et vous, Marie,
le vôtre
Et le tien Marion.
Je ne sais pas pourquoi, et vous
non plus sans doute.
Tout ce que nous savons,
C'est qu'un matin d'octobre
ils ont suivi la route

Et qu'il faisait très bon.
Des tambours sont venus nous jouer une
aubade,
J'aime bien les tambours.
Il m'a dit: « Je m'en vais faire une
promenade »
Moi, je compte les jours.

Mon mari est parti, je n'ai de ses nouvelles
Que par le vent du soir.
Je ne comprends pas bien toutes ces
péronnelles
Qui me parlent d'espoir.
Un monsieur est venu m'apporter son
costume,
Il n'était pas râpé.
Sans doute qu'en chemin il aura fait
fortune

Et se sera nippé.
Les fleurs dans son jardin recommencent à
poindre,
J'y ai mis des iris.
Il le désherbera en venant me rejoindre,
Lorsque naîtra son fils.

Mon mari est parti quand déjà la nature
Était toute roussie
Et plus je m'en défends et plus le temps me
dure,
Et plus je l'aime aussi.
Marion, m'a-t-on dit, vient de se trouver
veuve,
Elle pleure beaucoup.
Éléonore s'est fait une robe neuve
Et noire jusqu'au cou.
Pour moi, en attendant que mon amour
revienne,
Je vais près de l'étang.
Je reste près du bord, je joue et me
promène,
Je parle à mon enfant.

Mon mari est parti un beau matin
d'automne,
Parti je ne sais quand.
Si les bords de l'étang me semblent
monotones,
J'irai jouer dedans. ■

La Marche mondiale des femmes, contre la guerre et la pauvreté

Dans le numéro 32 de *Casse-rôles* (août octobre 2025), nous parlons de la Marche mondiale des femmes. Voici quelques informations complémentaires

D'ABORD UN RETOUR sur le forum de juin avec l'Association des éleveurs nomades de Gobi en Mongolie et l'Alliance mondiale des peuples indigènes mobiles (AMIPM)¹. Ce forum a marqué l'engagement de la Marche mondiale des femmes (MMF) à porter les voix des femmes rurales, indigènes et nomades dans la lutte pour la justice climatique, le droit à la terre et une économie féministe basée sur la solidarité et la survie collective.

La rencontre, qui devait avoir lieu au Népal du 15 au 22 septembre, n'a pu avoir lieu pour des raisons de sécurité. Le 21, Journée internationale de la paix, a cependant eu lieu un *webinaire* de solidarité avec le Népal que l'on peut revoir². Lors de la clôture de la MMF, une action a été organisée le 16 octobre, comme dans beaucoup de pays du monde, réaffirmant ici aussi l'engagement des femmes rurales à promouvoir une agriculture soutenable, et l'égalité dans le combat pour un système alimentaire juste.

Le 17 octobre, Journée mondiale pour l'éradication de la pauvreté, des actions de clôture de la marche ont eu lieu dans de nombreux pays sur les 5 continents, pour les 24 heures d'action féministe contre le capitalisme et les guerres. Des activités étaient prévues dans toutes les coordinations nationales de 12 à 13 heures pour faire le tour du monde du féminisme qui se bat pour transformer le monde.

Capire, outil de communication féministe international, nous raconte d'autres actions hors des pays riches

Au Brésil, la seconde Marche nationale des femmes noires pour la réparation et le bien-vivre, le 25 novembre.

« Les femmes noires en marche, avec leur puissance symbolique et matérielle, montrent le chemin de la construction du bien-vivre dans le cadre de ce projet politique de transformation. Et elles enseignent que, face à la crise du capitalisme et à l'avancée du néolibéralisme misogyne et raciste, la seule issue est d'approfondir l'organisation populaire, de renforcer la résistance dans les rues et de lutter sans relâche pour un projet de pays basé sur la réparation historique et le bien-vivre. La transformation du Brésil sera menée par les femmes noires, ou elle ne le sera pas. L'avenir que nous recherchons dépend de notre capacité à transformer la dette historique en une action radicale de réparation, en construisant un pays où le bien-vivre est, enfin, un droit de toutes et tous et non un privilège de quelques-uns. C'est pourquoi nous organisons un féminisme antiraciste et populaire et nous sommes en marche jusqu'à ce que nous soyons toutes libres ! »

En Haïti, le travail des femmes pour la reconstruction après les catastrophes climatiques récentes.

Le CADTM, devenu Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (pléonasme quand on parle Europe-Afrique, non ?) nous parle, lui, de l'Afrique et de femmes du Mali qui déclarent : *« Nous, femmes de Domba, Sanso et Massigui, réaffirmons notre unité, notre solidarité et notre détermination à défendre notre droit à l'eau, notre droit à la terre, et notre droit à un environnement sain et vivable. »*

Il me semble que dans les pays riches, il n'existe pas ces mouvements féministes populaires, contre la guerre et la pauvreté et le changement climatique. Ou alors côté peuples autochtones. Parce qu'on est plus loin de la terre ? Parce qu'on est isolées les unes des autres ? Parce que, même pauvres, on est plus riches ? ■

Christine Rebatel

Au Mali



Au Népal

1. <<https://marchemondiale.org/2025/12/08/new-video-release-women-transforming-in-a-changing-world-mongolia/>>.

2. <<https://marchemondiale.org/2025/09/29/international-solidarity-declaration-with-the-people-of-nepal/>>.

Brèves réflexions sur le prix Nobel de la paix

LA PAIX ?

EST-CE POUR SE FAIRE PARDONNER *post mortem* le fait d'avoir inventé la dynamite (parmi plus de 300 inventions brevetées qui ont fait sa richesse), pas toujours utilisée pour des actions pacifiques – et d'avoir possédé une entreprise d'armement – qu'Alfred Nobel (1833-1896) a légué sa fortune pour que soit créée une institution qui se chargera de récompenser chaque année des personnes qui auront rendu de grands services à l'humanité, dans 5 disciplines différentes: paix ou diplomatie, littérature, chimie, médecine, physique.

Le prix Nobel de la paix récompense donc « la personnalité ou la communauté ayant le plus ou le mieux contribué au rapprochement des peuples, à la suppression ou à la réduction des armées permanentes, à la réunion et à la propagation des progrès pour la paix », selon le testament d'Alfred Nobel.

Depuis 1901, le prix Nobel de la paix a été attribué 106 fois, à 144 récipiendaires, soit 93 hommes, 31 organismes et associations et seulement 20 femmes, pour la plupart récemment...

La première fut, en 1905, Bertha von Suttner. Pacifiste et féministe convaincue, elle a lutté toute sa vie contre l'armement des grandes puissances, l'antisémitisme et le fanatisme sous toutes ses formes. Son livre *Bas les armes!* (1890), réquisitoire contre la guerre, a été un succès.

En 1976, 2 femmes ont été lauréates, Mairead Corrigan et Betty Williams, les deux fondatrices du Mouvement de la paix en Irlande du Nord, mais c'est vraiment à partir des années 1990-2000 qu'il semble logique au comité Nobel de regarder plus souvent du côté des femmes.

Entre-temps, de nombreux hommes politiques ou chefs de guerre ont été nommés à ce prix.

Le 10 octobre 2025, c'est la Vénézuélienne María Corina Machado¹, 58 ans, qui a obtenu ce prix pour ses efforts « en faveur d'une transition juste et pacifique de la dictature à la démocratie ».

Admiration béate de la majorité des médias, la « libératrice », une vraie Jeanne d'Arc sud-américaine, a été partout admirée, encensée, bénie presque ! Voici sa belle histoire officielle.

Cette opposante à Nicolas Maduro, ingénieure de formation, est issue d'une famille bourgeoise aisée, héritière d'une grande entreprise d'électricité de Caracas; elle s'est engagée au début des années 2000, militant pour un référendum contre Hugo Chávez.

En 2024, María Corina Machado avait déjà reçu le prix Václav-Havel, qui distingue les défenseurs des droits de l'Homme, ainsi que le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, décerné par le Parlement européen.



Bertha von Suttner

3 janvier 2026. Toutes nos félicitations à la nouvelle prix Nobel de la paix, la démocratie a triomphé... elle va pouvoir rentrer au pays sous la protection américaine et, qui sait, être la prochaine cheffe d'État du Venezuela...

Elle s'est fortement et féroce-ment opposée à Nicolas Maduro, successeur de Chávez. Elle a créé, en 2002, le mouvement Sumate pour défendre la démocratie (elle a ensuite été reçue par le président Bush à la Maison blanche), puis le parti politique libéral Vente Venezuela, en 2012, et a été députée de 2011 à 2014. Elle a été accusée par le gouvernement vénézuélien de trahison pour avoir reçu des fonds de la part du National Endowment for Democracy (NED) et de US Aid, organisations proches ou émanant du gouvernement états-unien.

Interdite de sortir de son pays, elle s'est enfuie et a pu arriver à Oslo le lendemain de la remise du prix après son évasion rocambolesque... mais bien préparée: perruque, barque et, heureusement, jet privé! En apparence donc la bonne candidate et le bon choix. Mais...

Quand on gratte, quand on cherche, quand on réfléchit un peu...

Dans un drôle de titre, *Le Figaro* du 11 octobre 2025 (sous la plume de Jeanne Durieux) annonce: « *Thatcher vénézuélienne, partisane de Trump: qui est l'opposante María Corina Machado?* »

De son soutien actif au coup d'État subi par Hugo Chávez en 2002 à celui des sanctions états-unien-nes – qui ont contribué à mettre à genoux l'économie locale –, en passant par les manifestations antigouvernementales ultra-violentes de 2014 – qui ont entraîné de nombreuses morts –, MCM n'est en rien étrangère au climat explosif que traverse depuis des années le Venezuela.

En 2002, elle a signé le décret Carmona, qui dissolvait l'Assemblée nationale et abolissait la Constitution vénézuélienne au nom du « retour à la démocratie ».

Par ailleurs, cette dame si démocrate et si paisible apporte son soutien au Likoud israélien, c'est-à-dire à Netanyahu, à sa politique génocidaire à Gaza et à sa politique d'annexion de la Cisjordanie. Elle est d'ailleurs partisane de relocaliser l'ambassade du Venezuela à Jérusalem au mépris du droit international. Elle-même a appelé le Premier ministre israélien pour lui exprimer son « appréciation des décisions et des actions décisives » menées par Israël durant la guerre, selon un communiqué publié par le bureau du Premier ministre. Elle est proche aussi de l'extrême droite européenne qui l'a félicitée pour son prix! Marine Le Pen, l'Allemand Geert Wilders ou Vox, en Espagne...

Prix Nobel de la paix, oui sûrement, mais la paix telle que la voient et la veulent les démocraties occidentales, celles que l'on nomme « la communauté internationale ». En gros, l'Europe, les États-Unis et leurs proches alliés. Ceux qui font la guerre, les guerres, les gagnent et décident de ce qu'est la paix. ■

Colette Berthès

1. C'est la 20^e femme recevant ce prix.

Sexisme et classisme sous la Coupole

Le sexisme institutionnalisé a, au sein de l'Académie française, une longue histoire, longue et bien documentée¹.

APPAREMMENT, ceux qu'on appelle les «immortels», et qui donc auraient quelque chose de plus que les autres humains – simples mortels –, n'ont pas envie que ça change. Chargés de préserver et de définir la langue française, ce qui comprend l'élaboration d'un dictionnaire, après s'être opposés à la féminisation des noms de fonction et de métiers², ils se sont attaqués à l'écriture inclusive et viennent de choisir un nouveau collègue plutôt balèze en matière de sexisme. Un type capable de parler d'une linguiste en ces termes: «*Je crois qu'on n'a pas besoin d'une petite instit bornée à l'Académie française.*»

Petite. Instit. Bornée. On en reste comme deux ronds de flan !

Pourquoi tant de mépris pour les femmes et les professeuses des écoles ? Il faut dire que l'Académie compte une large majorité d'hommes blancs de plus de 70 ans, issus de la bourgeoisie. Ils préservent, ils conservent. Ils ne voudraient quand même pas perdre les avantages qu'il y a à être un homme blanc, issu de la bourgeoisie. Pour que cela n'arrive pas, il faut que la langue continue à rendre effective l'infériorité des femmes, à maintenir la domination masculine et l'ordre social qui va avec. Ce qui coûte plus de 2,5 millions d'euros par an au contribuable, qu'il soit homme, femme, trans ou non binaire, et issu-e ou non de la bourgeoisie. ■

Marie-Hélène Dumas

1. Citons par exemple les ouvrages d'Éliane Viennot, historienne de la littérature: *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin*, éditions iXe, 2014 ou *L'Académie contre la langue française*, éditions iXe, 2016.

2. Alors qu'avant 1635, date officielle de la création de l'Académie, aucune femme n'était désignée au masculin, qu'elle soit autrice, médecine, poétesse, philosophe, peintresse ou professeuse.

L'objet inutile du trimestre : la pince à épiler

De temps en temps, je fais un sondage, je regarde le visage des femmes que je côtoie pour vérifier. Et je suis à chaque fois surprise: quasi toutes les femmes s'épilent les sourcils.

DANS LES JUSTIFICATIONS imbéciles de cette pratique dans les médias pour filles, on ne trouve ni la féminité ni l'hygiène comme pour les poils d'autres parties du corps mais:

- la mise en valeur du visage, sinon il vaut rien,
- l'harmonie qui respecte tes traits, la symétrie c'est vital. Sinon tu te retrouves modèle pour apprenti Picasso,
- l'équilibre du visage, si t'épiles pas tes sourcils, ton visage s'effondre, victime d'une perte d'équilibre,

– facilité du maquillage, *eye-liner* et fard à paupières s'appliquent sans difficulté. C'est le festival des machins inutiles ce texte!,

– le rajeunissement et l'apparence plus soignée, important d'être soignée et jeune, là comme ailleurs.

Et aussi faut hydrater les poils (sinon ils meurent de soif ou pire, ils rebiquent, indisciplinés!), faut exfolier (sinon y'a des poils qui s'incarnent, en quoi c'est pas dit).

Et ça rigole pas l'harmonie naturelle: règles de longueur du sourcil (d'où à où), règles de courbure du sourcil, façon d'épiler (pas au-dessus, malheureuse!!!), règles de longueur des poils (oui, en plus d'enlever les poils qui gâchent l'équilibre de ton visage, faudrait aussi couper ceux qui restent).

La menace est grande si tu fais pas tout ça: la broussaille va envahir ta face!!!! Horreur, malheur. Et on te jettera des pierres.

En parlant de broussailles, des fois les sourcils broussilleux c'est-à-dire épais, denses et volontairement peu structurés

c'est bien (qui a dit «*injonctions contradictoires*») alors on peut tadam... greffer des poils de sourcil. Oublie cependant pas d'être féminine, sinon on te prendra pour un ours.

Y'a aussi des soins à faire en institut de beauté (tiens, un lieu inutile pour changer des objets).

Toutes ces contraintes, dépenses et pertes de temps pour une si petite partie de ta surface corporelle, ça fait peur.

Jette ta pince à épiler. J'imagine même pas que tu possèdes des ciseaux à sourcils (mais sinon, jette aussi!). ■

Ch. R.

P.-S. 1: Cet objet ne représente probablement pas un gros marché. Et ne nuit pas beaucoup à l'environnement, seulement à la self-estime des femmes.

P.-S. 2: En vrai, faut pas la jeter, la pince à épiler, c'est utile pour d'autres trucs qu'épiler, retirer une écharde par exemple...

Émeute urbaine. Deuxième nuit d'incendies

Avec la première voiture carbonisée (Casse-rôles, numéro 34)», tu as lu comment bien démarrer ta vie grâce à un environnement stimulant dès l'âge de l'école maternelle...

CAR IL N'EST PAS DE FAUNE FLORISSANTE sans biotope favorable. Un terreau fertile, familial ou social, est nécessaire même à la meilleure des écoles. Enseigner par la méthode douce un vocabulaire étendu armera les enfants pour la vie. Pouvoir exprimer sa colère avec des mots, pouvoir l'argumenter, permet de passer du feu de poubelles incontrôlées au feu de palettes syndiquées, voire à la déchirure préméditée de la chemise de patron véreux qui licencie en assassin.

Pour «prévenir échec et décrochage scolaires», il faudrait sans doute n'avoir que des classes à petits effectifs où, comme en Finlande, 2 instits dans une classe de 15 gosses peuvent consacrer tout le temps nécessaire à leurs élèves. Sans être en état d'épuisement permanent. Sans pénaliser l'élève qui boite. Sans négliger les élèves branchés sur les étoiles qui folâtraient volontiers dans les pâquerettes. Sans brider le garçon qui a tant besoin de remuer. Sans laisser de côté la fillette trop effacée. Sans écarter inconsciemment les mioches qui n'ont pas, via leur famille, le bagage culturel «légitime». Sans oublier non plus les élèves qui gambadent guillerets dans la table de multiplication.

Donnons à tous les enfants, pas seulement à ceux qui ont des parents bien équipés en culture légitime, donnons à tous les enfants les ressources nécessaires. L'instruction est un investissement très rentable. Toujours! Pour chaque individu autant que pour la société tout entière.

Ça va coûter un «pognon de dingue»? Tu donnes un «avantage comparatif» à l'ignorance? Tu penses que le développement, économique comme intellectuel, que l'amélioration durant la seconde moitié du XX^e siècle de l'habitat, des conditions de vie et des conditions de travail, tout ça n'a aucun lien avec l'accroissement généralisé du savoir et des compétences? Tu penses que la colère aveugle des jeunes garçons révoltés est meilleur marché, qui brûle bus, bagnoles et bâtiments publics? Tu penses qu'un quota d'enfants martyrisés et de femmes battues, voire tuées, n'est qu'un dommage collatéral, qu'un accident de la nature auquel on ne peut rien? Tu penses que l'instruction et l'éducation n'apportent pas leur part à la réduction du nombre des viols et des féminicides?

Ferenc, docteur es-démarches

Le fichu dossier des allocations familiales de ses parents est tombé en panne. «Personne n'y comprend rien.» Est-ce le démarreur? Les injecteurs du formulaire Cerfa? La mère ne sait lire guère plus que les boîtes dans les magasins. Le père connaît le français appliqué à la tronçonneuse et au débardage des grumes, mais se noie dans la «déclaration de ressources de l'année N-1 afférente au dossier sus-mentionné».

On n'aurait pas idée de chercher secours auprès d'une assistante sociale. Trop intimidant. Trop étranger à des habitudes

où l'on ne compte que sur soi-même et ses proches. Trop éloigné d'un monde où il est tenu pour acquis que la vie ne fait pas de cadeau.

Ferenc est en 6^e. Délaissons les péripéties pour le seul résultat. Il débrouille le dossier des allocs avec succès. On ne sait comment on dit «Alléluia! Hosannah! Hourra!» en turc, mais notre petit bonhomme devient illico dans la maisonnée un personnage respecté dont on demande l'avis.

Et on le sollicite dans sa famille élargie. Pour élucider la lettre incompréhensible d'une administration tatillonne. Pour mettre sur les rails la demande d'indemnités chômage dans l'attente du prochain contrat de travail. Pour remplir la feuille de remboursement de soins ou la déclaration de grossesse. Pour prendre rendez-vous chez le spécialiste. Ferenc devient peu à peu docteur es-démarches. Et c'est tout le monde turcophone du quartier qui sollicite ses compétences.

N'affiche pas ton sourire de sachante imbue de sa supériorité! Sans devenir chômeuse, tu n'aurais jamais découvert le sens donné par France (pas-de) Travail au verbe «actualiser».

Ou bien, de nationalité française, tu ne sais pas que la CAF, Caisse d'allocations familiales, demande aux ressortissantes de la Communauté européenne un «titre de séjour». Et que ça prend de longues heures d'attente téléphonique pour découvrir que le «titre de séjour», dans le jargon ésotérique du Cafistan central, ce sont... tes trois derniers bulletins de salaire! Tu fais déjà moins la Madame Je-sais-tout! Et pourtant, toi tu n'es pas, comme une femme de ménage qui calcule chaque dépense au plus juste, tu n'es pas stressée par l'incompréhension, les difficultés de la langue administrative et la détresse devant la «suspension» de ton allocation logement.

Ferenc accompagne quantité de «tantes» chez gynécologue, angiologue ou cancérologue. Des femmes qui restent à la maison, n'ont de relations qu'avec d'autres femmes parlant turc et ne s'exprimant guère en français. Voilà qui t'explique pourquoi l'on croise des femmes vivant en France depuis des décennies qui ne maîtrisent pas le français. Certaines femmes âgées finissent ainsi leur vie dans un grand isolement après le décès du mari, le départ des enfants pour des villes éloignées et la disparition progressive des voisins.

Ferenc traduit de son mieux le jargon médical et bonifie aussi bien son turc que son français. «Si tu savais tous les mots, appris à la CAF, à l'agence d'intérim, à l'ANPE ou dans les cabinets de médecins spécialistes, que je croyais d'usage courant et que j'ai réutilisés en cours! D'un texte aride étudié en cinquième je me souviens avoir dit à peu près qu'il était métastasé et qu'une rémission n'était guère envisageable... Je n'ai jamais oublié à cause de la prof! Tu aurais vu la tête qu'elle faisait! Dans son regard j'ai mesuré tout ce que j'avais encore à apprendre. Elle m'a aussi fait ressentir, ce jour-là, quel statut hors-norme j'étais en train d'acquérir auprès de mes profs.»

Résumons sa vie, maintenant que Ferenc approche de la cinquantaine. Avec tous les cas en perdition vaillamment repêchés, notre sauveteur patenté acquiert au fil de ses années de collège une belle confiance en lui. Qui le mène tout droit au bac dans un lycée d'enseignement général. Puis à des études supérieures. Puis à des emplois dont ne rêvent même pas les copains de son quartier d'origine. Et, chose assez rare pour être mentionnée, à la rencontre de la Française dont il partage la vie.





Mais on se doit d'ajouter un dernier détail dont on soulignera ailleurs toute l'importance. Ferenc a une tête qui ne le distingue pas d'un Limousin, Breton ou Gascon dont on perd la trace de la famille dans la nuit des temps paysans. Pas du tout une tête qui signale illico des ancêtres de quelque contrée trop éloignée au goût des zizidentitaires.

Et ne va pas donner des leçons à la terre entière, en prenant Ferenc pour exemple, sur le thème et variations « quand on veut on peut ! » Le petit bonhomme voyait sa mère se ronger les sangs. Et refuser à ses jeunes sœurs la petite douceur habituelle lors du passage au supermarché. Il a « juste cherché à aider ». Comme il aurait descendu la poubelle. En peinant soufflant suant, car la fichue poubelle était bien lourde pour ses petits bras.

N'oublie jamais que dans la course, le mérite, c'est vachement plus facile pour les enfants de riches dont la ligne de départ, dès la naissance, est loin devant celle des enfants de pauvres. N'oublie jamais Victor Hugo qui écrit dans *Les Misérables*: « Mes amis, retenez ceci, il n'y a ni mauvaises herbes ni mauvais hommes. Il n'y a que de mauvais cultivateurs. » ■

Hubert Leray

On invite notre lectrice (et notre lecteur aussi !) à se pencher un instant sur une anomalie devenue aujourd'hui si commune que l'on n'y prête même plus attention. Dans le petit monde autour du petit Ferenc, tous les pères travaillent ou n'ont que de brèves périodes de chômage entre les chantiers. Mais, malgré un salaire qui tombe chaque mois et malgré une exquise frugalité, toutes les familles doivent quémander, alors qu'elles y ont droit, l'allocation ceci ou la prime cela pour boucler les fins de mois. Sais-tu qu'un bon tiers des personnes ayant droit à une prestation, par exemple le « chèque énergie », n'en font pas la demande ? Faute de savoir qu'elles y ont droit. Faute de savoir à qui s'adresser. Par honte aussi de quémander une aumône. « Je travaille, moi, Madame, je ne suis pas un-e assisté-e ! »

La Saint-Valentin, la fête hétérosexiste du rapport sexuel obligatoire

LECTEUR, LECTRICE, tu auras noté que *Casse-rôles* n'est pas un journal d'actualités et que sa trimestrialité ne permet pas de couvrir toutes les occasions qui ont à voir tout particulièrement avec les femmes. Je me propose de corriger le tir pour 2 dates de la vie du numéro 35 que tu tiens dans les mains.

Juste après les fêtes de fin d'année, y'a un creux commercial, tout le monde est fauché, fait froid (ou gris et humide comme cette année), les soldes d'hiver commencent, c'est gris aussi. Pour redonner à la clientèle l'envie joyeuse de consommer, de dépenser, dans la bonne humeur, quoi de mieux que de fêter l'amour, le couple hétérosexuel, en échangeant des cadeaux, de préférence onéreux ?

La couleur de la Saint-Valentin, c'est le rouge, celui du cœur (siège du sentiment amoureux comme tu le sais, l'expression « j'ai mal au cœur » illustrant les souffrances amoureuses). Et l'image symbolique, celle d'un cœur... rouge.

Inspiré par l'amour, Orelsan créa, en 2007, une chanson que certains qualifient d'humour noir, alors qu'il s'agit plutôt d'appel à la violence machiste la plus vulgaire et déprimante (du genre qui donne envie de ressortir le sécateur rouillé du hangar). Je mets juste le refrain: *J'aime pas trop les 14 février / Tout l'temps seul à force de m'faire griller / J'te têt' la veille, et j'te rebaïse le lendemain / Suce ma bite pour la Saint-Valentin* et un « vers » pris ailleurs dans le texte (et sans doute le plus célèbre): *Mais ferme ta gueule, ou tu vas t'faire Marie-Trintigner*. J'ai raté ses excuses à toutes les femmes mais si t'as le lien ? N'oublions pas.

Tous les commerces s'emparent de l'événement, la pub se déchaîne et ne pas offrir au moins des fleurs expose Monsieur à la réprobation générale (et en particulier à celle de sa compagne). Et dans les bureaux et les entreprises, beaucoup de femmes discuteront ce que Monsieur a offert ou ce que leur couple a fait pour la Saint-Valentin. Des petits cœurs rouges plein la pub, des « amour toujours » pleins les journaux (un mariage sur deux finit par un divorce), de la tendresse dégoulinante (en France, plus de 250 000 femmes portent plainte



Image issue du blog de dessins disparu, « Le féminin l'emporte » tenu par Emeline

pour violences de couple chaque année, vu le faible taux de plainte, c'est 2 millions qui en sont victimes), des roses rouges, la Saint-Valentin est rouge.

Et donc, le cadeau classique, mais toujours apprécié, la surprise attendue sans laquelle la fête de l'amour hétéro-exclusif ne serait pas ce qu'elle est: le bouquet avec roses rouges (dont je lis qu'elles signifient « désir de volupté, amour ardent »). De l'homme vers la femme, forcément. Ne pas reculer devant la tradition: Madame rentrée plus tôt (ou pas sortie) attend Monsieur qui arrive avec... un bouquet: « Ooooooh, chérimonamour, comme c'est gentil d'y avoir pensé. » Ce serait pure méchanceté d'avoir oublié, vu le matraquage commercial et médiatique (ou l'annonce d'une dégénérescence cérébrale avancée). Un petit bouquet, un petit dîner au resto, préliminaires pour un rapport sexuel acheté.

Mais les fleurs c'est périssable. Alors l'idée cadeau pour tous les jours: le partage égalitaire des tâches ménagères. ■

Ch. R.

Manifester le 8 mars, ça sert à quoi?

La deuxième date importante pour le féminisme et qui aura lieu pendant la vie de ce numéro 35, c'est le 8 mars.



LE 8 MARS, c'est, avec le 25 novembre, une sorte de marronnier du féminisme, une date obligatoire, mais où, bon sang, on finit par ne plus avoir rien à dire.

Pour l'ONU, c'est la Journée internationale des femmes, les féministes ont fort pertinemment allongé ce titre en Journée internationale des droits des femmes, voire Journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

En tout cas, c'est une journée où on se rappelle toutes les inégalités grâce à la presse qui remet les stats à jour, une journée où on manifeste pour les droits des femmes en s'engueulant dans les grandes villes.

Ça a été le port du voile, puis la prostitution (qui est pour certaines le travail du sexe). Il y a ainsi à Paris, deux cadres d'organisation pour ce qui apparaît comme une manif nationale malgré tout, un cadre universaliste et historique, appelé Grève féministe, autour du Collectif national pour les droits des femmes, tendance «*la prostitution n'est pas un métier*» et un cadre plus récent autour de #NousToutes, tendance «*si si, c'est une question de choix*». Récemment, des controverses sont nées autour de : doit-on virer *manu militari* les fachottes de Némésis hors de nos cortèges, ou doit-on bloquer la manif jusqu'à ce qu'elles partent ?

Les sujets sont d'importance, mais dans nos régions, il y a plutôt une manif unitaire qui fait presque fi de ces querelles, avec un appel unitaire «*si, si c'est une question de choix*» (on a perdu cette bataille au sein du féminisme, je crois) et des groupes qui, éventuellement, ne signent pas l'appel mais manifestent cependant.

Que peut-on revendiquer le 8 mars ?

Tout ! Plus d'argent pour la cause et toutes les assos d'aide et entraide. Et ce n'est vraiment pas dans l'air du temps...

La fin de la montée des idées brunes, le partage des tâches domestiques, une réelle prise en compte de la santé face aux lobbies agricoles et industriels (revendication bien féminine dans le cadre de l'inépuisable boulot de soin aux autres), des salaires égaux (la loi n'a qu'un peu plus de cinquante ans, ne nous emballons pas), la baisse drastique du temps de travail pour tou-tes. Ajoute à cette petite liste tout ce qui te paraît utile à une vie plus heureuse pour les femmes.

Et comment on obtient ça ? Sûrement pas par la petite randonnée annuelle. Depuis des années, les syndicats de lutte essaient de construire la Grève des femmes, une grève professionnelle et du travail domestique au moins le 8 mars. Parce que c'est lorsque les femmes s'arrêtent de le faire qu'on voit tout ce qu'elles font. Mais si ça a pu prendre dans certains pays, ça ne marche pas en France.

Et de toute façon, un jour ? Et puis ? Comment on exige nos droits ? ■

Ch. R.

Bardella, le fils parfait

J'EN REGARDE PAS les hommes politiques, ni n'écoute, en particulier d'extrême droite, ça me crispe. Mais je viens de regarder en pointillé le *talk-show* de France télévision appelé «*Quelle époque*» du 13 décembre¹, où Bardella a pu largement s'exprimer.

Tout le monde a relevé sa nullité dans la partie qui consiste à poser des questions à des personnalités et à commenter son avis sur la recréation de maisons closes (gérées par les intéressées !) pour des raisons de sécurité, et aussi de... sécurité.

J'ai plutôt relevé les questions à deux personnes :

– à son père : «*Es-tu fier de ton fils ?*»,

– à sa mère : «*Qu'est-ce qu'on mange à Noël ?*» ■

Ch. R.

1. <<https://www.france.tv/france-2/quelle-epoque/7875621-emission-du-samedi-13-decembre-2025.html>>.

ORLAN face à Picasso

Le modèle déconstruit dans l'Histoire de l'art

Du 17 mai au 4 septembre 2022, Cécile Debray, directrice du musée Picasso Paris a invité l'artiste ORLAN pour une exposition appelée « Les femmes qui pleurent sont en colère ».

C'EST UNE EXPOSITION articulée autour de la série de peintures et de dessins de Picasso, connue sous le nom des Femmes qui pleurent.

ORLAN a repris cette série, que Picasso réalise dans les années 1937 et 1938, pendant la guerre civile espagnole. Exilé à Paris et très touché par cette guerre, il vient de peindre *Guernica* en 1937.

Malaga, sa ville natale, fut une des premières villes à subir l'offensive sanglante de cette guerre civile, et il sera frappé par le bombardement des populations civiles de *Guernica*, petite ville basque, le lundi 26 avril 1937, détruite un jour de marché. Il décide alors de peindre, répondant à la commande du gouvernement républicain espagnol, pour le pavillon de l'Espagne de l'Exposition universelle de Paris de 1937, cette œuvre cubiste, aidée par Dora Maar, qu'il vient de rencontrer au Flore, présentée par Éluard. Elle est peintre et photographe, et elle va réaliser des clichés des étapes de la composition et des métamorphoses de la toile.

Cette toile gigantesque monochrome, en noir, gris et blanc, est composée de personnages déformés, déchiquetés, hurlant et se sauvant, avec au centre, sous l'ampoule blafarde, le cheval éventré par une flèche, hennissant de douleur, tandis que le taureau, cher à Picasso, nous regarde fixement, désespéré.

Parmi les personnages, une mère à la figure de Madone pleurant son enfant mort, une femme suppliante, une autre tenant la lumière ont déjà les traits de Dora Maar.

Dora Maar va devenir le modèle des femmes qui pleurent de Picasso

Il va développer cette série de portraits de *Femmes qui pleurent*, dont elle sera le modèle, et dont il admettra ne pouvoir la représenter que sous une forme explorée. Elle sera définitivement fixée à l'image de la *Femme qui pleure*.

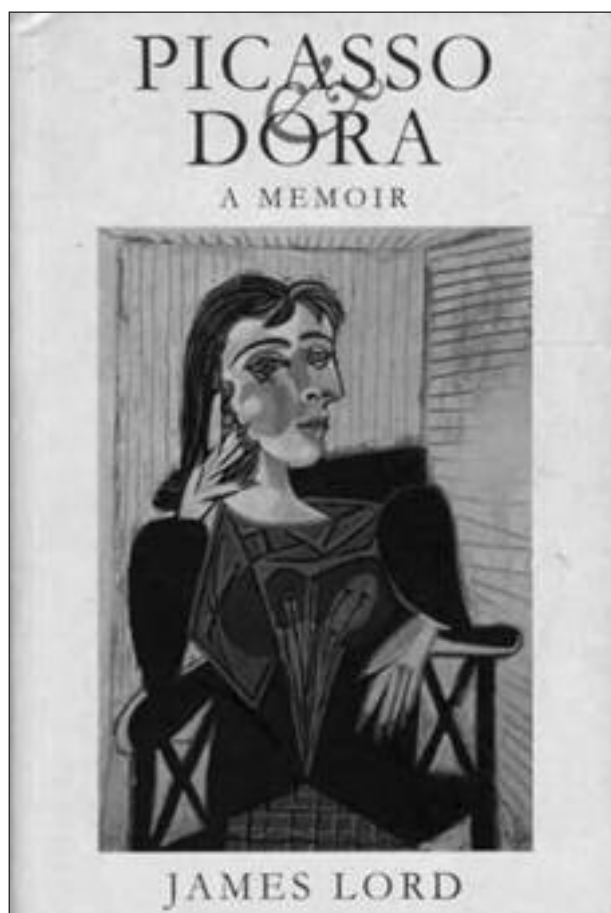
Femme qui pleure de 1937, à la Tate Galerie de Londres, montre le portrait de Dora Maar avec un chapeau rouge et des couleurs vives. Seul, le visage anguleux est de couleur grise, déformé par la douleur, angoissé, trituré, peint avec une violence esthétique, elle est en train de mordre un mouchoir. Dans ses yeux, peut-être le reflet des avions bombardiers et de grosses larmes qui ne cessent de couler.

Figure de la déploration, de la Piéta, de la *Mater dolorosa*, symbole des femmes pleurant sur les cadavres d'hommes morts à la guerre, elle sera l'incarnation de ce thème qu'il va déployer en série dans le contexte de la guerre civile espagnole. Elle est la femme avec qui il partage sa vie entre les deux guerres, et elle incarne cette douleur commune face aux atro-

cités de la guerre et de la détresse de Picasso dans son exil. Il fixe cette douleur dans les portraits de Dora Maar.

Dans la série des Études pour *Guernica*, il y a le 27 mai, le dessin « *d'un homme suppliant [...], figé par un spasme, les bras levés présentant les mêmes caractéristiques que les figures féminines [...]. Or, cet homme suppliant n'est autre que Picasso lui-même*¹ », pleurant sa terre natale. Ils sont unis dans cette expression et ce refus de la dévastation humaine.

« *Pour moi, Dora est une femme qui pleure. Pendant des années, je l'ai peinte en formes torturées, non par sadisme ou par plaisir. Je ne faisais que suivre la vision qui s'imposait à moi. C'était la réalité profonde de Dora*². » Citation de Picasso dans le témoignage de Françoise Gilot, nouvelle compagne de l'artiste après sa rupture avec Dora Maar en 1943.



Picasso a toujours peint ses compagnes, muses et modèles. Il les a peintes à l'obsession. Leurs visages et leurs corps ont été l'objet des multiples métamorphoses de l'art de Picasso. Avant Dora, il y a eu les portraits de Fernande Olivier, puis de Marie-Thérèse Walter. Après Dora, il y aura Françoise Gillot, puis Jacqueline Roques et d'autres...

L'obsession de Pablo pour Dora a été de peindre le ravage amoureux et Dora incarnera cette femme tantôt pleurante, tantôt fière et sublime aux ongles laqués et chapeaux extravagants.

Picasso peint le désordre violent de la passion amoureuse et fixe Dora à l'infini, sous le regard masculin, occultant sa place de créatrice et son apport majeur à l'histoire de l'art du XX^e siècle.

Ainsi Dora Maar est devenue, dans l'histoire de l'art, la femme soumise, muse victime du machisme de Picasso qui l'aurait contrainte au silence et au repli.

Dora Maar en femme-oiseau du début de leur liaison, devient un visage de plus en plus torturé.

Après sa rupture avec Picasso, elle sombre dans une grave dépression et elle entamera une analyse avec Jacques Lacan. Mais elle vient de perdre aussi de façon subite sa mère et sa proche amie, Nusch Éluard.

Elle finit sa vie recluse et tournée vers le spirituel, des années 1950 à sa mort, en 1997, entre son appartement à Paris et sa maison dans le Lubéron à Ménerbes, voisine de Nicolas de Staël. Elle abandonne la photographie et opte pour la peinture et s'orientera de la peinture cubiste vers une peinture résolument abstraite, centrée sur la matière et peignant sur de petits formats. On a retrouvé sur des petits carnets qu'elle emmenait à la messe des dessins géométriques des vitraux de l'église.

Elle est restée inscrite comme la femme soumise aux assauts du monstre, comme l'illustre la toile de Picasso de 1936, à l'encre de chine, crayons de couleur et grattage, *Dora et le Minotaure*. Son statut de modèle et de muse aura effacé la créatrice et la femme indépendante, écrasée sous le prisme du biologique.

Mise en lumière de Dora Maar

Pourtant, Dora, bien avant qu'elle ne devienne le modèle de Picasso, s'était elle-même choisie comme modèle, apparaissant comme sujet de son œuvre.

Avant de rencontrer Picasso en 1936, elle était déjà une photographe expérimentale reconnue, qui exposera en 1936 son *Portrait d'Ubu*, une photographie en noir et blanc d'un fœtus de tatou à l'Exposition surréaliste internationale de Londres, utilisant l'informe théorisé par Georges Bataille. Elle utilise le photomontage et le collage onirique, faisant preuve d'une grande inventivité et pionnière dans un domaine où les femmes photographes sont encore peu connues. Des photomontages de cette période surréaliste sont restés célèbres, tels que *Le Simulateur* (1936) ou *29, rue d'Astorg* (1936), provoquant une perte de contact avec la réalité, où des personnages mystérieux surgissent dans des architectures aux décors inversés.

Artiste ayant pratiqué tous les genres, son répertoire de photographe est vaste et elle a été en contact avec des grands noms de la photographie. Elle fut l'assistante de Man Ray, partagea un studio de photographie avec le décorateur de cinéma Pierre Kéfer et une chambre noire avec Brassai.

Elle fut politiquement engagée et milita en faveur des classes défavorisées en adhérant à l'association d'extrême gauche

Masses, diffusant les idées marxistes de Rosa Luxemburg. Elle signera le manifeste révolutionnaire *Contre-Attaque* avec Georges Bataille et André Breton. Elle fut pendant un temps, en 1933, à plusieurs reprises, alors qu'elle voyage seule, une photographe s'inspirant de la rue, à Londres ou à Barcelone, orientée vers les exclus et les marginaux. Elle saisit les portraits avec une grande intensité et développe un travail sur les jeux de lumière.

À l'inverse, elle fut aussi une photographe de mode et travailla pour la publicité, entre commandes et créations. Pour une lotion capillaire Petrol Hahn, elle invente une houle de mer à partir d'une chevelure, pour *Les années vous guettent* (1935) ; elle photographie, pour un projet de publicité d'une crème antirides, le visage de Nusch Éluard, son amie et compagne de Paul Éluard, derrière une toile d'araignée.

Dora Maar est belle et elle utilise son image dans des représentations d'elle-même comme dans *Autoportrait au ventilateur* (1930) où elle se regarde dans un miroir, le visage apparaissant caché derrière les lames d'une machine menaçante, ou bien dans *Double portrait* (1930) où elle décompose son portrait en images dans l'ombre et la lumière, ou encore dans *Autoportrait à l'appareil photo*, exhibant son Rolleiflex, face à un miroir.

Elle sera aussi celle qui photographie Picasso. Elle le photographie et l'accompagne dans le processus de création de *Guernica*. Elle réalise des portraits de lui et invente des nouveaux procédés, comme dans *Portrait de Picasso, Studio 29 rue d'Astorg*, hiver 1935-1936, où elle gratte, à l'aide d'une lame, la surface du négatif pour ne laisser apparent que le visage du peintre. Elle immortalise dans ses clichés les moments de la vie du peintre et de ses amis.



Dora Maar, 1934, sans titre [Assia], négatif sur verre au gélatino-bromure d'argent, 24 x 18 cm, © ADAGP



Ainsi, très récemment, le Palais idéal du facteur Cheval présente une série de 6 photographies inédites de Dora Maar, prises lors d'une visite avec Picasso et Paul, Nusch et Cécile Éluard en 1937. Elle a su exploiter des points de vue étonnants et originaux de cette fabuleuse architecture.

Pourtant, après sa rencontre avec Picasso, à partir des années 1940, elle va arrêter la photographie et se consacrer à la peinture, qu'elle affectionne depuis longtemps. Elle ne retournera à la photographie que dans les années 1980 avec des photogrammes et la découverte du Polaroid modèle 80A.

Sa peinture sera influencée par celle de Picasso, au début, et elle peint des portraits cubistes de Pablo et des portraits de femmes. Elle peint elle-même des femmes qui pleurent. Puis elle s'orientera vers une peinture plus synthétique et géométrique, des natures mortes et paysages comme *Les quais de la Seine*, peint en 1944.

Après les années 1950, sa peinture sera résolument abstraite. Sa peinture reste peu connue même si, depuis quelques années, il y a une tentative de faire exister et reconnaître en tant que telle l'œuvre de Dora Maar, photographe, peintre et poète, comme à l'occasion de la très belle rétrospective *Dora Maar L'œil ardent*, que lui a consacré le Centre Pompidou du 5 juin au 27 juillet 2019.

Les Femmes qui pleurent sont en colère

C'est aussi à l'ère post-#MeeToo que Dora Maar refait une apparition fracassante avec l'exposition d'ORLAN, *Les Femmes qui pleurent sont en colère*.

L'artiste engagée, grande figure de l'art contemporain corporel, qu'elle a nommé « Art Charnel », rentre dans les murs même du monstre sacré, puisqu'elle a installé son exposition au musée Picasso Paris. Elle vient y interroger le rapport de Picasso avec ses modèles et pose comme question, au-delà du rapport de Picasso avec Dora, la place du modèle comme sujet et non plus comme objet.

C'est un débat dont les féministes dans les années 1970 se sont déjà emparées, à savoir comment les femmes ont été représentées au travers du dispositif de l'artiste et de son modèle.

En 1966, ORLAN avait déjà mis en scène son corps à travers la performance et la photographie *Tentative de sortir du cadre à visage découvert*, *Photographie noir et blanc*, année où elle se photographiait nue cherchant à s'extraire d'un cadre doré baroque. Elle annonçait d'ores et déjà la volonté de s'émanciper de la représentation du modèle féminin dans l'histoire de l'art. Elle n'a eu de cesse d'affirmer un travail artistique, de réappropriation par la maîtrise et la transformation de son corps et de l'image qu'il dégage.

L'acmé de son engagement artistique fut sans conteste sa série d'*Opérations-chirurgicales-performances*, opérations chirurgicales esthétiques effectuées entre Paris et New York entre 1991 et 1993, où elle réalise des performances filmées pendant l'opération même. Elle souhaite se redéfinir elle-même en modifiant ses caractéristiques biologiques par une série de transformations corporelles. Il s'agit, dit-elle, de se faire un nouveau visage pour faire de nouvelles images³; c'est d'ailleurs au cours de l'une de ses interventions chirurgicales qu'elle se fait greffer des implants au niveau des tempes afin de remettre en question son image et son corps. Elle veut un corps différent, réinventé, elle revendique « *non pas un corps, mais des corps* », pour des identités nomades, mouvantes et mutantes.

Les bosses qu'elle a sur son front deviennent des organes de séductions.

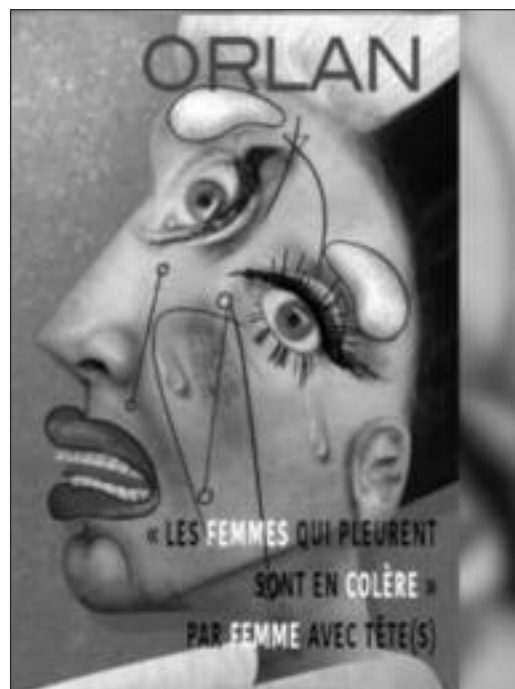
À travers les deux séries d'œuvres qu'ORLAN présente, *Les femmes qui pleurent sont en colère* et *ORLAN s'hybride aux portraits de femmes de Picasso*, ORLAN nous explique que le point de départ de son travail artistique, c'est d'interroger d'un point de vue féministe le statut du corps, et plus particulièrement celui des femmes.

« Je me suis donc interrogée sur celles que l'on appelle "les femmes de l'ombre", à savoir les muses, les modèles, toutes ces inspiratrices qui ont beaucoup donné pour la notoriété de nos grands maîtres, pas uniquement Picasso, et qui n'ont eu aucune célébrité ou même reconnaissance en retour. Celles qui ont été complètement oubliées. [...] J'ai donc voulu que, à travers leurs larmes, on puisse percevoir qu'elles sont en train de s'émanciper, c'est-à-dire de changer de rôle; d'objets, elles deviennent sujets⁴. »

ORLAN a donc réalisé une série photographique à partir de collages numériques transposant la couleur dans un registre pop, qui consiste à réaliser une hybridation (procédé qu'elle intègre de plus en plus) entre son corps fragmenté en plusieurs parties (mains, bouche, yeux) et les portraits des figures féminines de peintures et dessins de Picasso.

ORLAN explique son processus créatif dans un entretien avec François Darreau, le 16 mars 2022 :

« La première étape a été de photographier mon visage, en parties, en fragments, et ensuite d'essayer de les positionner. Je voulais absolument que Dora Maar (il y a aussi Jacqueline Roque, la dernière épouse de Picasso) soit complètement en train de hurler et de sortir de son ombre, de sortir de son assujettissement. Qu'elle ne soit plus un objet subissant et pleurant, mais qu'elle soit là, prenant conscience de ce qui est en train de se passer. Que cette mise à distance lui permette tout à coup de se révéler elle-même sujet. Je ne pouvais faire cela que d'une manière abrupte, sauvage et violente dans la façon même d'investir cette œuvre avec mon propre visage. D'ordinaire, j'ai pour habitude de travailler d'une manière léchée, c'est-à-dire bien



définie et lisse, telle qu'on sait le faire avec les logiciels de retouche dans les photographies de mode ou de beauté. Ici, j'ai voulu créer quelque chose de tout à fait différent, c'est-à-dire des collages violents, brutaux. Il aurait été absurde de vouloir remettre les yeux, le nez ou les oreilles à la même place que celle donnée par Picasso dans ses œuvres. Donc les oreilles sont de travers, les yeux sont exorbités, la bouche est en train de hurler... Je m'inscris dans le portrait de Dora Maar ou de Jacqueline Roque en montrant ma révolte et ma bienveillance à leur égard⁵.»

ORLAN face à Picasso : invention d'un nouveau modèle, vers une « nouvelle » dé-figuration du modèle

Depuis le mouvement #MeeToo, les discours sur les violences faites aux femmes ont totalement bouleversé les représentations des rapports hommes-femmes.

Les virages de l'amour en haine au sein de la vie conjugale ne sont plus au goût du jour, et l'aphorisme lacanien « on la dit femme, on la diffâme⁶ », jouant sur l'équivoque femme-âme résonne de manière contemporaine.

Il y a une prise de conscience et parfois une généralisation du rapport de pouvoir entre l'homme fort (puissant physiquement et économiquement à l'instar d'un Weinstein ou d'un Picasso) et la femme faible, toujours à la merci d'un abus de pouvoir sexuel.

Picasso n'a pas échappé à cette remise en question, à partir notamment d'un podcast diffusé en mai 2021, *Picasso, séparer l'homme de l'artiste*, podcast créé par Julie Beauzac, qui déconstruit l'histoire de l'art avec un regard féministe et inclusif et qui s'appelle *Vénus s'épilait-elle la chatte* ?

Dans ce contexte de la lutte des sexes, la question de la représentation des femmes et de leurs corps s'en trouve modifiée et réinterrogée. Notamment le rapport du peintre dominateur à son modèle.

La conservatrice Cécile Debray, en invitant ORLAN au sein du musée Picasso Paris, permet une relecture actuelle et politique de l'œuvre d'un « des colosses de l'art moderne ».

L'exposition de ces photomontages d'ORLAN, centrés sur la « défiguration », c'est « créer un écho réflexif avec l'univers de Picasso, son approche analytique et expressionniste du portrait, de la figure, sa couleur, mais aussi son rapport aux modèles, aux femmes. Un musée vivant se doit d'accueillir des regards contemporains et le débat autour de l'œuvre de Picasso⁷ ».

Que la figure de Dora ait été fixée et cristallisée à une interprétation psychologique de victime et de pleureuse, que ces figures allégoriques de pleureuses aient fini par incarner les

ravages d'une relation amoureuse, elles ont été aussi sans doute un autoportrait de l'artiste pleurant dans son exil son propre pays. Elles sont donc la somme de plusieurs interprétations, et Dora Maar affirmait : « De toute façon, tous ces portraits de moi sont des mensonges. Ce sont tous des Picasso, pas un n'est un Dora Maar⁸. »

La question du portrait à partir d'un modèle est donc à situer du côté du regard et pas de la vision.

Lacan affirmait la schize du regard et de la vision dans le *Séminaire Livre XI les formations de l'inconscient*, en 1964. Il y a une différence entre le champ de la vision (perceptif) et celui du regard (perspectif) qui fait du sujet un sujet divisé. Le sujet se présente comme autre qu'il n'est, et ce qu'on lui donne à voir n'est pas ce qu'il veut voir.

Avant même de voir, nous sommes regardés. Le regard est au champ de l'Autre, du désir de l'Autre. La manière dont est prise la vision dans la dimension de l'Autre, du rapport à l'Autre, ça s'appelle le regard.

« Dès le premier abord, nous voyons dans la dialectique de l'œil et du regard qu'il n'y a point coïncidence, mais foncièrement leurre. Quand, dans l'amour, je demande un regard, ce qu'il y a de foncièrement insatisfaisant et de toujours manqué, c'est que "Jamais tu me regardes là où je te vois". Inversement, ce que je regarde, n'est jamais ce que je veux voir⁹. »

La relation de l'artiste et de son modèle est prise dans la dialectique de l'œil et du regard, entre le visible et l'invisible, entre ce qui se voit et ce qui ne saurait se voir.

ORLAN aura permis une relecture face aux portraits de Dora Maar peints par Picasso. En se situant elle-même comme l'artiste et le modèle, elle déconstruit et reconstruit une nouvelle image, une nouvelle dé-figuration, aux technologies numériques contemporaines, créant une nouvelle façon de « se faire voir ». C'est cette fois une tentative « de ré-entrer dans le cadre », entrant et s'incluant à l'intérieur même des compositions du Maître, grâce aux photomontages, elle y intègre ainsi la subjectivité de notre époque et les nouveaux rapports hommes/femmes. ■

Isabelle Doucet

1. « Dora Maar, photographe, peintre, poète », livret du film de Dora Maar, *Décor pour une tragédie*, de Dominique et Julien Ferrandou, collection DVD Phares, 2016, citation d'Anne Baldassari.

2. Françoise Gilot et Carlton Lake, *Vivre avec Picasso*, Calman-Levy, 1973, p. 114.

3. Frog & Bear films, Clara Blein-Renaudot et Lola Butstraen, ORLAN-Ceysson & Bénétière (vidéo en ligne), YouTube.

4. ORLAN, *Les femmes qui pleurent sont en colère*, Édition Musée Picasso Paris, 2022, p. 8.

5. *Ibid.*, p. 9.

6. Jacques Lacan, *Le Séminaire Livre XX Encore*, Seuil, 1975, p. 79.

7. ORLAN, *Les femmes qui pleurent sont en colère*, *ibid.*, p. 32.

8. Citée par James Lord, *Picasso et Dora*, Séguier, 2000, p. 168.

9. Jacques Lacan, *Le Séminaire Livre XI, Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse*, Seuil, 1964, p. 94-95.



Images du film documentaire de Rafaele Layani, *L'Arbre et le Requin blanc* (2014) sur la Freie Schule in Berlin, école primaire à statut associatif.

Dossier

Éducation
à la vie affective,
relationnelle
et sexuelle (Évars)



SOMMAIRE

Une question sociale vive: l'école et l'éducation sexuelle.....	25
Évars: petite chronologie.....	26
« Apprenons à faire l'amour pour être heureux ».....	27
Qui en veut aux Évars?.....	28-29
Cartographie des croisé-es de l'antigenre.....	30-31
Elle aurait pu gagner du temps.....	32
Discipliner les banlieues? L'éducation à l'égalité des sexes dévoyée.....	33
Clitoridectomie au XIX ^e siècle en Europe et aux USA.....	34-35
Sexualité (éducation à la).....	36-37
La couleur des émotions / Évar ou Évars.....	38-39
Évars... en pratique.....	40-41
Des lunettes féministes à l'école.....	41
Violences sexuelles: comment protéger nos enfants?.....	42-43
Une autrice et illustratrice de livres jeunesse: Élise Gravel.....	43
Pour une éducation à la sexualité et au genre dans l'enseignement supérieur....	44-45
Qui a peur d'Harriet Martineau, Marianne Weber et Viola Klein?.....	46

Une question socialement vive : l'école et l'éducation sexuelle

L'éducation sexuelle à l'école : une question hautement polémique entre une démarche volontariste de la part des pouvoirs publics et la résistance de groupes sociaux conservateurs et de militants au fil du temps.

AU DÉBUT DU XX^E SIÈCLE, la sexualité est un tabou social, mais devant les ravages des maladies vénériennes (la syphilis en particulier), les médecins hygiénistes préconisent d'introduire une éducation sexuelle à l'école. Cette proposition provoque de vifs débats, qui perdurent aujourd'hui et prennent souvent un aspect outrancier. Suivre l'évolution de l'éducation sexuelle jusqu'à notre époque éclaire les rapports entre l'école et la société.

Il est encore trop tôt pour savoir si le nouveau programme d'Évars, pourtant obligatoire, sera appliqué réellement, il est en proie à de nombreuses attaques de la part de l'extrême droite mobilisée contre ces programmes, brandissant la menace fantasmée de personnes LGBTI et de « wokistes » qui tenteraient de pervertir la jeunesse.

Parmi les groupes réactionnaires opposés au programme, citons : Parents en colère, Mamans Louves, SOS Éducation, qui a lancé une pétition sur les réseaux sociaux avec un discours catastrophiste sur le thème « l'école va mourir ».

Rappelons le texte si peu caricatural de cette pétition :

« Je suis une enfant :

À 6 ans, lisez-moi des histoires d'amitié, pas de transidentité,

À 7 ans, apprenez-moi les synonymes, pas les parties intimes,

À 8 ans, expliquez-moi toutes les émotions, pas l'érection,

À 9 ans, parlez-moi des bienfaits de l'alimentation, pas de la masturbation,

À 10 ans, enseignez-moi les divisions, pas l'éjaculation.

Je suis une enfant, laissez-moi grandir. »

Comme expliqué page suivante, la bataille a été longue pour imposer la mise en œuvre effective de l'éducation à la sexualité ; ce programme, même imparfait, paraît pourtant, à toutes celles et ceux qui sont révolté-es par le fait que 160 000 enfants subissent des violences sexuelles chaque année, un outil indispensable pour les faire reculer, et un levier essentiel pour favoriser la connaissance et l'estime de soi, ainsi que des relations saines et égalitaires entre les personnes. ■

Nous dédions ce dossier Évars

– à la mémoire de Caroline Grandjean, institutrice qui s'est donné la mort à 42 ans, le jour de la rentrée 2025, victime de la lesbophobie ambiante et de l'absence totale de soutien de sa hiérarchie et de l'institution scolaire ;
– à ces enfants qui, toutes les trois minutes, sont victimes d'inceste, de viol ou d'agression sexuelle.

**Le patriarcat tue,
le féminisme sauve des vies.**



Évars : petite chronologie

Dans la première partie du XX^e siècle, une partie du corps médical s'empare de la question. Des conférences sont organisées pour les grands élèves des lycées afin d'éviter la propagation de maladies vénériennes, la syphilis en particulier. Pour cela, il convient de rester chaste. Les lycéennes, par nature vierges (!), ne sont pas invitées à ces conférences. Ces « leçons biologiques » vont être complétées par des « leçons morales » délivrées par les professeurs de philosophie.

AL'ÉCOLE PRIMAIRE, où sont éduquées les classes populaires, c'est également une information sur les maladies vénériennes qui est précisée, ainsi que des leçons montrant « dans la nature la sexualité et la procréation dépourvues de toute apparence de mystère et de tout attrait malsain, et en lui inspirant le respect de la jeune fille et de la femme » (Société française de prophylaxie sanitaire et morale, 1922).

Le 14 septembre 1937, sous le Front populaire, la circulaire sur l'éducation sexuelle du ministre Jean Zay est annulée sous la pression des associations catholiques.

À partir des années soixante, le Planning familial va proposer des séances facultatives en dehors des cours. En 1972, 25% des établissements du second degré accueillent ces séances.

Le 23 juillet 1973, le ministre Fontanet publie une circulaire sur l'information (obligatoire et intégrée aux programmes de sciences naturelles) et l'éducation sexuelle (en dehors des cours et donc facultative). La circulaire, très conservatrice, rappelle qu'« en matière d'éducation sexuelle, un rôle essentiel doit revenir aux familles ».

Il faut attendre 1992 et la note de service du 2 novembre signée par Jack Lang pour que le ministère se décide à « orienter les contenus de prévention vers une véritable éducation, prenant en compte les préoccupations des élèves, et fondée sur une démarche positive autour de la responsabilité individuelle et de groupe, la relation amoureuse, la solidarité, la confiance ».

Quatre ans plus tard, le 15 avril 1996, est publiée une nouvelle circulaire « relative à la prévention du sida en milieu scolaire et à l'éducation à la sexualité » qui prévoit deux heures obligatoires par an au collège. Mais, en juillet 1998, cette circulaire, attaquée par des associations catholiques de « défense de la famille », est annu-

lée par le Conseil d'État pour irrégularité de procédure. Son contenu sera repris dans un nouveau texte daté du 19 novembre 1998, qui, de manière significative, renverse l'ordre des priorités affichées en parlant d'« éducation à la sexualité et à la prévention du sida ».

C'est une loi – celle du 4 juillet 2001 – qui instaure « une information et une éducation à la sexualité [...] dispensées dans les écoles, les collèges et les lycées à raison d'au moins trois séances annuelles et par groupes d'âge homogène ». Le texte est précisé par la circulaire du 17 février 2003, qui évoque « les valeurs humanistes de tolérance et de liberté, du respect de soi et d'autrui » et inclut la lutte contre les préjugés homophobes.

La Commission permanente du secrétariat général à l'enseignement catholique publie, en avril 2010, ses recommandations sur « L'éducation affective, relationnelle et sexuelle dans les établissements catholiques d'enseignement » en se réclamant d'une vision anthropologique chrétienne récusant la « théorie du genre » au profit d'une conception de l'homme issue de la Genèse.

En 2013-2014, une virulente polémique oppose des groupes réactionnaires de différentes obédiences à l'expérimentation des ABCD de l'égalité. Face aux appels au boycott scolaire (Journées de retrait de l'école), le gouvernement socialiste cède et met un terme aux ABCD de l'égalité.

Le 12 septembre 2018, nouvelle circulaire qui reformule légèrement le texte précédent en évoquant les « valeurs humanistes de liberté, d'égalité et de tolérance, de respect de soi et d'autrui » en s'appuyant sur « les valeurs laïques et humanistes ». Surtout, la circulaire retire la maternelle du champ d'application de la loi du 4 juillet 2001 après les virulentes polémiques dans le sillage de la Manif pour tous. En revanche, elle intègre la lutte contre la transphobie.

En 2020-2021, selon une enquête menée par le ministère de l'Éducation nationale, et malgré la loi de 2001, seulement 13,5% des élèves de primaire ont bénéficié des 3 séances annuelles, 18,2% au collège et 13,1% au lycée.

C'est en 2022, avec la circulaire du 30 septembre que la « prévention des violences sexistes et sexuelles et la promotion de l'égalité » deviennent partie intégrante de l'éducation à la sexualité.

Le 23 juin 2023, le Conseil supérieur des programmes est saisi par le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye « afin d'élaborer, pour chaque niveau d'enseignement du cours préparatoire à la classe de terminale, une proposition de programme précisant les thèmes et notions qui devront être abordées et les compétences visées ».

La même année, le rapport de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) précise que toutes les trois minutes un enfant est victime de viol ou d'agression sexuelle. L'Unicef indique qu'une victime d'inceste sur 4 a moins de 5 ans.

Le 30 janvier 2025, le programme est voté au Conseil supérieur de l'éducation et publié le 6 février 2025 au *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, sous l'intitulé « Éducation à la sexualité – éduquer à la vie affective et relationnelle à l'école maternelle et à l'école élémentaire; éduquer à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité au collège et au lycée ». ■

Grégory Chambat

Chronologie établie à partir de l'article d'Yves Verneuil « L'éducation à la sexualité à l'école : une question encore vive » dans *Éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité, sortir des polémiques, ouvrir des possibles*, Fanny Gallot (coord.), IR FSU, Syllepse, 2025.

« Apprenons à faire l'amour pour être heureux »

En 1971, un jeune médecin généraliste scandalise la société en publiant un tract d'éducation sexuelle.

CE TRACT est signé par le Comité d'action pour la libération de la sexualité. Cette année-là, 2 lycéen-nes sont surpris en train de s'embrasser par un enseignant. L'administration écrit à leurs parents en leur demandant de les punir. Ils rédigent un tract avec le docteur Carpentier, qui est distribué dans leur lycée, puis le mouvement s'étend dans d'autres lycées.

Le tract contient des éléments informatifs sur les organes sexuels, mentionne le clitoris, dédramatise la masturbation en en parlant avec humour, parle du désir et du plaisir partagé. *« L'intérêt de la masturbation est notamment de bien connaître notre corps ou les plaisirs qu'il peut vous procurer, ce qui paraît indispensable à la connaissance d'autres corps (il faut noter par ailleurs qu'elle peut permettre de combler le vide d'une instance de parole ou d'une soirée ennuyeuse). »*

C'est trop pour les parents scandalisés qui portent plainte pour incitation à la débauche. Carpentier, dénoncé par un confrère, est sanctionné par l'Ordre des médecins et reçoit une interdiction d'exercer pendant un an.

Cinq ans après, s'expliquant sur le contenu du tract, Jean Carpentier, dans la lignée de Michel Foucault et des débats de 1968, parle de l'importance de la quête du plaisir qu'il associe au refus de la médiocrité, de l'asservissement au travail, aux conditions de vie médiocre orchestrées par les représentants de l'ordre d'une société moralisatrice, au rejet des représentants de l'ordre « profs, médecins, curés, flics, éducateur ».



C'était de la philo, pas de la porno

Nicole Mercier, professeure de philosophie, commente, en 1972, à la demande de ses élèves, le tract en classe. Pour la première fois, les adolescent-es lisent un contenu éducatif clair concernant la sexualité: sujet qui reste le plus souvent tabou dans les familles.



Le père d'une des élèves porte plainte contre la professeure, elle reçoit un avis d'inculpation d'outrage aux bonnes mœurs. Une association de familles qualifie le tract de pornographique. L'inconscient d'une société refoulée s'en donne à cœur joie. On écrit qu'il faudrait faire défiler cette professeure à poil dans la rue. Les élèves la soutiennent, *« c'était de la philo, pas de la porno »*. Elles et ils lancent une grève illimitée, les 3 lycées de la ville de Belfort sont fermés, 6 000 élèves restent à la maison. Des courriers de soutien du monde entier parviennent au domicile de Nicole Mercier, mais également des missives ordurières remplies d'ordures. Un non-lieu sera prononcé mais cette affaire aura permis de débattre de la nécessité d'un enseignement d'un programme sexuel, qui débutera en 1973, avec la circulaire Fontanet du 23 juillet.

On peut mettre aujourd'hui quelques bémols à cette révolution hédoniste des années 1970 qui a pu favoriser des abus sexuels sur les femmes et les enfants, et où la vision des rapports entre femmes et hommes reste très patriarcale, laissant de côté le désir et le consentement féminin. ■

Annie Nicolai

Qui en veut aux Évars ?

L'opposition aux Évars est aussi échevelée que celle qui avait fini par avoir la peau des ABCD de l'égalité.

POUR CET ARTICLE, j'ai consulté les différents programmes, de la maternelle à la fin du lycée, une publication de SOS Éducation, intitulée *Conseils aux parents inquiets pour leurs enfants face au programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle* (Évars) et, enfin, la thèse de master 2 en études sur le genre d'Emma Coffart, *L'ÉVAR-S face aux critiques parentales, quand l'École « excite, incite, gêne, choque », étude des représentations parentales*, complétée par la campagne ÉVARS de Sidaction.

Au vu de cette tempête dans un verre d'eau, on est soulagées d'y apprendre qu'en ce qui concerne la sexualité, 85 % des parents estiment que l'éducation à l'école est complémentaire de celle dispensée par la famille, tandis que 75 % d'entre eux trouvent que l'éducation à l'école n'est pas suffisante aujourd'hui.

En somme, les parents qui considèrent qu'elle représente un danger pour les enfants ne sont que 18%. C'est évidemment trop, mais témoigne sans doute du fait qu'en douze ans, les mentalités ont considérablement évolué. Les ABCD de l'égalité¹ avaient été sabordés par un attelage hétéroclite de familles ultracatholiques, faisant plutôt partie de l'élite, et de familles musulmanes de milieux très modestes.

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts. La Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église en France, initiée en 2018 par la Conférence des évêques de France, a pondu en 2021 un rapport d'étape évaluant entre 2 900 et 3 200 le nombre de religieux violeurs d'enfants au sein de l'Église

catholique française depuis les années 1950, pour un nombre de petites victimes qui dépasse les 330 000. Les scandales récents de Bétharram et d'autres écoles privées confessionnelles sont venus en rajouter une couche sur les rapports sulfureux des instances religieuses avec le sexe des anges. Les autorités catholiques, remontées comme des pendules contre vents de scandales et marées de révélations sordides, ont dégainé leur EARS², qui rappelle aux petits enfants qu'une famille, c'est un papa une maman. Par ailleurs, #MeToo a soufflé un vent de mise à poil du patriarcat, et le travail approfondi de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) a révélé l'ampleur des violences sexuelles faites aux enfants. Il y a urgence à les tirer des pattes de ceux qui les martyrisent, lesquels se trouvent le plus souvent dans le cercle familial ou proche, quand ce n'est pas à l'église du coin (ou au club de sport).

L'Évars ne suffira certainement pas à endiguer les ravages du masculinisme, mais ce programme, globalement bien foutu, est ce qu'on appelle un minimum vital. Il a déjà, du reste, été expurgé des mots qui fâchent comme *identité de genre* ou *intersexe*, ce qui amoindrit considérablement ses bénéfices pour les enfants concernés.

L'opposition à l'Évars est le fait de quelques familles, et on y retrouve les alliances religieuses plutôt réactionnaires de l'opposition aux ABCD, mais surtout des associations, dont les plus actives sont SOS Éducation, Parents vigilants, Parents en colère, le Syndicat de la famille et Mamans Louves.

Penchons-nous un peu sur ces associations

SOS Éducation a assez brassé de courant en eaux troubles ces dernières années pour avoir sa fiche Wikipedia. On y apprend sans trop de surprise son classement à la droite, voire à l'extrême droite de l'échiquier politique, ses liens financiers avec la Fondation pour l'école, qui a les yeux de Chimène pour les établissements catholiques hors contrats traditionalistes (voire intégristes), et l'opacité de son fonctionnement, qui lui a valu de se faire crucifier en douceur par la Cour des comptes en 2020. Cette association devait alors 1,5 million à l'État pour avoir fourni à la



pelle des reçus fiscaux invalides, trompant ainsi les donateurs et donatrices, qui sont sa principale ressource. Il faut rendre à Dieu ce qui lui appartient, quitte à aller le chercher en enfouissant la main jusqu'au coude dans la poche de César. L'association peut s'enorgueillir d'avoir soufflé sur l'académie de Normandie un vent de panique tel qu'il l'a poussée à supprimer de son site des contenus académiques destinés non seulement aux profs de SVT mais à tous les usagers. Il lui a suffi de publier un tweet « citant » un de ses contenus : « *Les garçons n'ont pas de règles, sauf les garçons transgenres* » (on reconnaît tout de suite le style académique, inimitable), ou le conseil de lecture d'un livre destiné aux maternelles qui décrirait le changement de genre d'une petite fille. Diffamez, diffamez.

L'association **Parents vigilants**, créée par le parti Reconquête, lui emprunte son goût de la violence et du harcèlement et a aussi sa fiche Wikipedia. Comme le déclarait un courrier intersyndical, daté de novembre 2023 et signé par Sud-éduc, l'UNSA, la FSU, le SGEN et la CGT à propos du *modus operandi*, « *une personnalité d'extrême droite dénonce sur les réseaux sociaux tel cours ou telle activité, s'ensuit une campagne de harcèlement en ligne, allant parfois jusqu'à la publication du nom et de l'adresse d'enseignant-es visé-es, et parfois d'un rassemblement devant l'école ou l'établissement. Face à la gravité des menaces, certains de nos collègues ont même dû bénéficier d'une protection policière* ». Il est à noter que les points de crispation sont l'égalité filles/garçons, les droits des étranger-es, les droits des LGBTQI+ et l'éducation à la vie affective et sexuelle. Bref, des reîtres d'extrême droite comme il en sort en troupeau des poubelles de l'Histoire ces derniers temps. Reconquête et Parents vigilants restent structurellement soudés, et leur activisme débridé les fait paraître plus nombreux qu'ils ne sont, mais ils arrivent très bien à pourrir la vie de certain-es enseignant-es ou infirmier-es scolaires, voire à les terroriser. De surcroît, ils ont leurs entrées dans les chambres du pouvoir, comme l'a montré un colloque de l'association, invitée au Sénat par Stéphane Ravier, un sénateur Reconquête, en 2023.

Le collectif **Parents en colère** est de la même eau, pratiquant intimidations, plaintes et menaces. Il se distingue par ses assertions délirantes, affirmant tout de go qu'on apprend à des gosses de maternelle à se masturber, ou comment se déroule un accouplement humain. Ces gens sont fous comme des chèvres, plus c'est énorme plus ça passe, le complotisme a versé le concept de réalité dans la catégorie opaque autant qu'égalitaire des opinions. C'est bien la seule forme d'égalité, le relativisme, qu'il reconnaît. En Indre-et-Loire, le département et le rectorat ont conjointement porté plainte pour diffamation après une distribution de tract où il était dit que des intervenants ÉVARS avaient schématisé au profit des enfants les positions sexuelles les plus propices au plaisir. On s'étonne d'ailleurs que les plaintes soient si peu nombreuses à l'encontre de ces collectifs.

Le **Syndicat de la famille** est juste le changement de nom de la Manif pour tous en 2023. Comme SOS Éducation, elle patauge dans le marigot du catholicisme intégriste.

Issues du complotisme antivax, les **Mamans Louves** partagent avec le collectif Parents en colère les assertions les plus délirantes. Un de leur tract clamait ainsi, fin décembre 2023 : « *Non à l'apprentissage de la masturbation à quatre ans, du changement de sexe à six, de la fellation et de la sodomie à neuf* », pas moins ! L'enseignante concernée avoue dans *Libé* qu'elle en est restée sur le cul. Pourquoi s'encombrer avec la réalité puisque

tout est opinion ? C'est le principe du complotisme, et puis ça nous dispense de nous renseigner, voire de nous cultiver, ouf ! Ça nous épargnera des crampes de cerveau.

Car c'est le plus frappant, qu'il s'agisse de parents inquiets ou de militant-es réactionnaires, pratiquement aucun-e – c'est ce que relève Emma Coffart dans sa thèse – ne s'est donné la peine de lire les programmes, pourtant en accès libre. Et quand certaines personnalités en croisade contre l'Évars se renseignent, elles slaloment à plaisir entre la mauvaise foi et la pure contre-vérité. C'est le cas de Sophie Audugé, de SOS Éducation, qui s'intitule « *spécialiste* » de ces questions sur toutes les chaînes d'extrême droite où elle a son rond de serviette.

Et c'est peut-être cette propension à se passer de la plus élémentaire documentation qui souligne, de la façon extrêmement tragique, l'impuissance de l'école, dans une société où ses apports ne sont pas à armes égales avec ceux des torrents d'informations sans filtres déversés sur tous, adultes comme enfants, à apprendre, et à trier les savoirs. Avec un soutien timoré de l'État et en butte à toutes les adversités, certains personnels prennent pourtant la mesure de leur responsabilité et, contre vents et marées, s'évertuent à remédier au désastreux état des lieux dans lequel les autorités abandonnent les enfants, entre la toute-puissance des adultes malveillants ou aveugles et le rouleau compresseur de la pornographie *mainstream* et des réseaux sociaux aux algorithmes addictifs.

Car l'enfance a été, reste et sera toujours le terrain privilégié d'un enjeu majeur pour tous les humains, enjeu de pouvoir pour certains, d'émancipation pour d'autres

Comme le souligne Dussy, les violences sexuelles sont le berceau des dominations, non seulement par ce qu'elles enseignent de l'écrasement absolu aux enfants victimes, mais en ce qu'elles apprennent jour après jour à tout l'entourage à ne pas voir, ne pas déduire, ne pas comprendre, ne jamais interroger la domination, s'en rendre tacitement complice.

Accepter de voir les violences sexuelles, c'est aussi accepter de voir la domination sous toutes les formes qu'elle emprunte, physiques, sociales, économiques, politiques.

Que cette perspective fasse paniquer les thuriféraires de l'inégalité et de la domination des grands sur les petits n'a donc rien d'étonnant. ■

L. B.

1. L'ABCD de l'égalité est un programme d'enseignement français de lutte contre le sexisme et les stéréotypes de genre. Il est proposé par Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre des Droits des femmes.

2. ÉARS des écoles catholiques : éducation affective, relationnelle et sexuelle (ÉARS) repose, dans l'enseignement catholique, sur une vision chrétienne de la personne humaine et propose un accompagnement intégral de l'élève pour l'aider à grandir en vérité, en liberté et en responsabilité.

Elle développe en lui le sens du beau, du bien et du vrai, en mobilisant l'ensemble de la communauté éducative autour d'un projet d'éducation au discernement. »
C'est le contre-pied complet des Évars...

Cartographie des croisé·es de l'antigenre

Les débats autour des programmes d'Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Évars) ont remis sur le devant de la scène une nébuleuse de mouvements unis dans une même aversion pour les questions de genre.

DIX ANS APRÈS LA BATAILLE contre les ABCD de l'égalité et la Manif pour tous, les courants les plus réactionnaires se remobilisent pour défendre leur ordre moral et patriarcal. Chacun a ses propres moyens d'action, du lobbying parlementaire aux actions les plus violentes (en Belgique, le même programme éducatif a conduit, à l'automne 2023, à des incendies d'écoles) en passant par des recours juridiques. À l'occasion, les un·es et les autres se retrouvent côte à côte, pour des tribunes communes, lors de colloques ou de campagnes de cyberharcèlement. Elles et ils fréquentent les mêmes médias, ceux à forte audience du type CNews ou *Valeurs actuelles*, mais aussi d'autres, plus confidentiels et encore plus radicaux. Ils partagent assurément les mêmes obsessions : la décadence du système éducatif (public!) et de la civilisation chrétienne en général, l'idée d'un « *Grand Endoctrinement* » à l'œuvre dans les salles de classe, la menace sur la famille patriarcale et hétéronormée, le péril « *woke* »...

La cartographie de cette galaxie protéiforme met en évidence quatre grandes familles qui se structurent autour de thématiques et de stratégies qui leur sont propres, même si elles se recoupent et se croisent souvent, agissant parfois de concert et partageant surtout les mêmes combats.

Les politiques Électorales et/ou activistes

La première de ces familles rassemble des organisations qui ont fait le choix de l'action électorale. C'est le cas du RN, qui s'inscrit dans la tradition d'une extrême droite patriarcale et rétrograde. Quant à Éric Zemmour, suite à ses revers électoraux, il a, avec son réseau Parents vigilants, résolument misé sur la question éducative pour survivre médiatiquement et politiquement. Mais, de Bruno Retailleau à Laurent Wauquiez, la droite catholique réactionnaire investit aussi ce combat. Si ces mouvements misent d'abord sur les élections, d'autres se distinguent par leur activisme. La Manif pour tous, rebaptisée Syndicat de la famille, rêve de renouer avec ses succès d'antan. SOS Éducation mène une stratégie de lobbying auprès du grand public et des parlementaires, en lançant des campagnes de désinformation sur l'école inspirées des techniques de marketing, sans oublier d'accumuler au passage un gros pactole financier. Groupes identitaires, vieille extrême droite du type Action française sont aussi aux aguets, autant par conviction que par opportunisme.

Les fous de Dieu

Ennemis historiques de l'école publique, les organisations traditionalistes, qui ont connu leur heure de gloire pendant la Manif pour tous, se retrouvent en pointe du combat contre l'Évars, nouvelle manifestation, selon elles et eux, de l'école du diable. Leurs poils se dressent à la seule évocation du mot sexualité. La branche belge de Civitas, organisation aujourd'hui

d'aujourd'hui dissoute en France pour antisémitisme, s'est ainsi montrée particulièrement virulente à l'automne 2023, quand des écoles ont été incendiées. Le milliardaire Pierre-Édouard Stérin est aussi venu apporter un soutien financier conséquent à des associations qui pratiquent l'entrisme dans les établissements scolaires. Stérin se distingue aussi par son financement d'écoles privées hors contrats non-mixtes. Tous ces « *fous de dieu* » rêvent de voir advenir la dystopie de Margaret Atwood, *La Servante écarlate*, livre par ailleurs dans le collimateur des censeurs et interdit dans les bibliothèques dans la très conservatrice province de l'Alberta, au Canada.

Les complotistes

Sortie renforcée par l'épisode du Covid, la sphère complotiste a vite prolongé sa croisade contre les masques et les vaccins par des campagnes tout aussi délirantes contre l'Évars. De nouveaux collectifs sont ainsi apparus (Mamans Louves, Parents en colère, etc.). Se présentant comme « *apolitiques* », c'est pourtant sur les réseaux et dans les médias de la fachosphère qu'elles et ils s'expriment, en quête de toujours plus de notoriété. Leur modèle reste le mouvement dit de la Journée de retrait, qui, en 2014-2015, à l'initiative de Farida Belghoul, une proche d'Alain Soral, avait appelé au boycott des ABCD de l'égalité, obtenant l'arrêt de cette expérimentation par le gouvernement socialiste d'alors.

Les antigenre et le lobby transphobe

Derrière un vernis scientifique, une nébuleuse de collectifs (Réseau de professionnels pour la protection de l'enfance et l'adolescence – REPPEA, Juristes pour l'enfance, etc.) ou « *d'observatoires* » (Observatoire de la petite sirène, notamment) aux prétentions académiques, a jeté son dévolu sur ce qu'ils et elles appellent les « *dérives* » de l'éducation à la sexualité, et en particulier le « *transgenrisme* ». La communauté trans est ainsi devenue leur cible privilégiée. Leur obsession pour l'Évars, vient qu'elles et ils voient derrière cet enseignement la main du lobby LGBTQIA+ et en particulier des mouvements trans – un phénomène de « *contagion sociale* » qui serait « *influencé par le discours de militants trans* » assimilé à un « *embrigadement idéologique* ». Pour l'Observatoire de la petite sirène, la transidentité serait une maladie mentale qu'il faudrait guérir. Lors de la mobilisation contre l'Évars en Belgique, des liens ont été mis en lumière entre l'Observatoire de la petite sirène et des groupes ultra-conservateurs comme Civitas. ■

G. C.

Bibliographie :

- Butler Judith, *Qui a peur du genre?*, Flammarion, 2024.
- Royer Maud, *Le Lobby transphobe*, textuel, 2024.
- Marsay Julien, *Queers, riposter à l'injure*, Payot, 2025.

AU NOM DE LEUR ORDRE MORAL
Les politiques
PATRIARCAUX, ANTI-WORK, ANTI-ÉGALITAIRES

AU NOM DE « LA » NATURE
Les « anti-genres »
ACTIVISTES HOMOPHOBES, TRANSPHOBES

AU NOM DE LEUR DIEU
Les religieux
Traditionalistes, Puritains, Anti-LVJ

AU NOM DE LEUR VÉRITÉ...
Les complotistes
ANTI-VAX, INSTRUCTION EN FAMILLE

Éducation : les croisées anti-Evars et anti-genre

PERSONALITES

MÉDIAS

evars Cartographie du collectif *Parents de classe(s)*
www.parentsdeclasses.org

PARENTS VIGILANTS (Reconquête)

Lancé par Zemmour en septembre 2022, le réseau Parents vigilants (initialement Préligions aux enfants), coordonné par Sarah Krato et Marie Maréchal, s'inspire d'exemples étrangers (Brésil, États-Unis, Hongrie, etc.).
Son objectif est de lutter contre un préjudice – Grand endoctrinement – (pendant du – Grand remplacement –) qui soustrait les écoles aux idéologies « woke » et « islamiste ». Le réseau dénonce l'Évars et la lutte contre les discriminations basées sur l'identité de genre et l'orientation sexuelle, et pratique le cyberharcèlement des personnels. Depuis septembre 2023, Parents vigilants annonce se présenter aux élections de parents d'élèves sans qu'aucune liste identifiable ne soit officiellement reportée.

ÉRIC ZEMMOUR
« La bataille culturelle et politique se joue avant tout à l'école ». « Nous en venons de la « révolution en profondeur » et de résoudre ses « graves problèmes ».

AGNÈS MARION
(Porte-parole Parents vigilants)
Cheffe de cabinet de Marion Maréchal. Elle déclare se rendre « régulièrement à des réunions de l'ancien site ».

MARION MARÉCHAL
(Elle coordonne du Réseau avant son retour au RV)
« Avec le programme Evars, la biologie n'est plus une science mais une opinion. »

68%
DES PARENTS D'AMBIÈRE INAPPROUVENT LA DÉCISION DE PÈRE DE CÉLÉBRATION À LA RÉGULARITÉ UN ENVIRONNEMENT PROBLÉMATIQUE POUR LES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DES ÂGES DE 6 ANS

LE PROGRAMME EVARS DOIT ÊTRE SUSPENDU !

Obsessions : Grand endoctrinement – Décadence – Wokisme – Islamisme – Gauchisme

LES MAMANS LOUVES

D'abord initié par des parents opposés au port de masque à l'école et à la vaccination considérés comme source de violences exercées à l'égard des enfants, le combat de Mamas Louves s'est orienté vers le droit à l'instruction en famille et l'opposition radicale à l'Évars, refusant par principe toute action de l'État en matière de santé et d'éducation. Elle revendique 10 500 adhérentes et l'adhésion était gratuite et à vie !
L'objectif des Mamas Louves est de « garantir le respect de l'intérêt supérieur des enfants et veiller au respect de l'autorité parentale. Ce n'est pas aux enfants de protéger les grands mais bien l'inverse. L'enfant est sacré, nous devons le protéger. L'école est un lieu, où seule l'instruction a sa place. »

ROXANE CHAPEF
(Porte-parole)
Roxane Chapef intervient régulièrement dans les médias les plus écoutés. En 2021, elle réalise le film Super-Héros, et s'y affiche avec des figures complotistes.

CHRISTELLE COMET
(Vice-présidente)
Christelle Comet est également très présente médiatiquement. Elle anime l'émission de radio de l'association « Les Enfants Au Cœur », et intervient sur TVL et la chaîne Internet Tocan.

PAPIS LOUPS
Lancés avec Mamas Louves, Papis Loups se présentent comme une association qui oeuvre au bien-être de l'enfance, de la jeunesse et de la famille. Elle ne semble plus trop avoir d'activité.

STANDARDS DE L'OMS : ON LÈVE LE VOILE SUR LEURS SOMBRES RÉFÉRENCES

Obsessions : Stigmatisation – Complet – OMS – Instruction en famille – Peur – Vaccins

Elle aurait pu gagner du temps...

Elle a fait l'amour pour la première fois à 16 ans. Elle ne savait pas encore qu'elle avait un clitoris.

ISSUE D'UN COUPLE D'EMPLOYÉ-ES, milieu modeste avec un bon accès aux livres cependant, elle était une très bonne élève à peu près sans effort, son cerveau fonctionnait bien, sa compréhension du monde un peu moins apparemment.

Elle n'avait probablement pas rencontré de cours d'éducation sexuelle au cours de sa scolarité (à 16 ans, elle entrait en terminale) ni lu de livres, et les cours de sciences n'avaient pas allumé le circuit dans son cerveau et son corps. Elle ne s'était pas masturbé apparemment non plus, elle y aurait acquis une connaissance qu'on n'oublie pas.

Faire l'amour n'était pas désagréable, en tout cas, elle n'a pas souvenir d'y être allée à reculons

Une fois, des caresses précises du bout des doigts de son partenaire lui avaient ressenti qu'il y avait quelque chose à trouver, puis elle avait glissé du lit au sol, raté!

Cette première relation a duré plusieurs années. C'est autour de 18 ans qu'un garçon dégourdi lui a fait rencontrer son clitoris – elle s'en souvient, elle lui en est encore reconnaissante – à cette rencontre de boîte de nuit et de passage. À 18 ans, elle pense qu'elle avait forcément lu des trucs, elle n'était pas encore féministe, première d'une sororie de trois, elle ne vivait pas l'inégalité en famille et, probablement, comme maintenant qu'elle est vieille, avançait-elle sans trop réfléchir et tenir compte des avis. Elle se souvient d'un baiser extorqué, de moqueries sur son allure, cinquante ans après. Ça a donc dû peser un peu.

Les quelques années suivantes, étudiante, elle a eu de nombreux amants (mais à combien commence nombreux?) ou plutôt coups d'un soir. Une quantité suffisante pour une étude statistique formelle: la plupart des mecs ignorent (ignoraient? on est dans les années 1980, y'a peut-être eu des progrès) où est le clitoris et à quoi il sert, ou alors ils s'en tapaient (peut-on sérieusement envisager cette hypothèse?). Comme ils se moquaient de savoir si elle était contraceptée, aucun ne posa la question (on était juste avant le Sida et l'usage systématique du préservatif).

Une mention spéciale cependant pour les deux étudiants libanais qui connaissaient tout et de l'existence et de l'usage de l'organe, y compris d'une langue efficace. Elle en a conclu que c'était un pays avancé, qui replongeait dans la guerre. Dans cette abondance d'ignorance, rien de très marquant, rien de traumatisant, sa mémoire sélective qui ne conserve que le désagréable ou l'humiliant n'est pas pleine. Si ce n'est qu'elle ne s'interrogeait pas énormément sur ses désirs, être désirée lui suffisait souvent pour y aller. Peut-être qu'on lui avait pas appris non plus. Mais elle prit l'habitude de caresser elle-même son clitoris au cours des inévitables pénétrations qu'elle préférait évidemment pratiquer de dessus.

Puis elle s'assagit, s'encoupla, partagea avec ses quelques partenaires au long cours l'idée que la pénétration, c'était pas son truc, et bricola des rapports sexuels avec ou sans pénétration, mais toujours avec orgasme, et souvent avec cunnilingus. À partir de sa découverte, elle se masturba assez régulièrement, surtout quand le soleil se posait sur son lit. Elle prit également l'habitude de mentionner le clitoris dans toutes ses conversations avec des filles ou des femmes qui traitaient peu ou prou du sujet. Si elle peut éviter des années d'errance!

À 60 ans bien tassés, elle regrette de n'avoir pas été mieux armée pour sa vie sexuelle et amoureuse. Alors, elle fait ce qu'elle peut pour que les fachos réacs ne gagnent pas, pour qu'enfin soient appliquées les lois et règlements qui feront que tout ça n'aura plus lieu. ■

Ch. R.

————— Témoignage... le corps honteux —————

DANS LES FAMILLES, il y a (souvent?) un tabou concernant le corps: une personne que je connais n'avait jamais entendu parler de règles dans sa famille (seule fille, avec trois frères).

Total, ce silence a conduit cette adolescente à ne rien dire de l'apparition de ses règles (savait-elle d'ailleurs que ce sang s'appelle comme ça?) à sa mère, à sa famille.

Pendant quelques mois, elle a utilisé des bouts de chiffon comme tampons... Un jour, sa mère, fouillant dans un tiroir de sa chambre, a découvert la chose. Lui a-t-elle alors expliqué? Que nenni! Elle a fait venir une vieille amie qui s'est chargée, en présence de la mère –muette –, d'expliquer ce que sont les règles.

Dans cette famille, on ne parlait pas de choses relevant du corps, et cette mère n'était pas capable d'expliquer ce que sont les règles...

Cet exemple montre bien qu'une éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle à l'école, au lycée, est importante également, pour briser le silence familial. ■

Solange

Discipliner les banlieues ?

L'éducation à l'égalité des sexes dévoyée

DANS CET OUVRAGE, le sociologue Simon Massei présente les résultats d'une enquête de terrain « menée des ministères aux salles de classe ». Balayant l'histoire de l'éducation à la sexualité, il rappelle tout d'abord que, pour les féministes matérialistes des années 1970, le combat ne concerne pas directement l'éducation mais s'articule autour de la conquête de nouveaux droits et d'une véritable égalité entre les femmes et les hommes. La question scolaire est principalement abordée sous le prisme du sexisme des manuels. Il faudra attendre une décennie pour que les élèves deviennent, pour reprendre une expression lourde de sens, une « cible ». Cette évolution est concomitante d'une autre dynamique où la lutte contre les stéréotypes de genre prend le pas sur celle contre le patriarcat. Dès lors, une individualisation et une psychologisation des enjeux, dont celui de l'éducation à la sexualité, se mettent en place. Et cette psychologisation va, au fil du temps, se doubler d'une sociologisation et d'une racialisation.

Certes, l'éducation à la vie affective et sexuelle devait faire l'objet de trois séances chaque année, mais, en réalité, cette obligation reposait sur le volontariat des équipes éducatives et l'inégale répartition des moyens. De fait, en cartographiant les établissements scolaires impliqués dans cette démarche, en particulier au moment de l'expérimentation des ABCD de l'égalité, Simon Massei met en évidence la manière dont la répartition géographique de la prise en charge de cette éducation à la sexualité se superpose à la carte des zones d'éducation prioritaires et aux quartiers relevant de la politique de la ville. Toute une série de facteurs, pas forcément coordonnés, expliquent que c'est dans ces établissements que cet enseignement est principalement proposé, alors qu'à l'opposé du spectre social, dans les établissements des beaux quartiers, celui-ci est ignoré.

Dans un entretien, Simon Massei résume ses observations de terrain : « *Ce n'est pas particulièrement une stratégie politique ou une volonté affichée de l'État français. Cette situation se produit plutôt par défaut : les établissements bourgeois se soucient fort peu de ces problématiques, étant convaincus qu'il n'y a pas de sexisme dans leurs murs, ou alors de manière potache, éphémère et individuelle. La question de l'égalité des sexes n'est pas non plus une préoccupation première des établissements populaires, mais c'est souvent un moyen d'aborder une thématique qui, elle, a été mise au centre des préoccupations politiques : l'Islam, accusé, entre autres, de générer un sexisme qui, cette fois, est vu comme systémique. De fait, la plupart des établissements qui sollicitent les associations pour des actions en faveur de l'égalité sont des établissements en zone d'éducation prioritaire. Comme la recherche de contrat est une activité particulièrement chronophage, on comprend aisément que les associations interviennent prioritairement là où il y a de l'intérêt et le plus de chance d'obtenir des financements. En conséquence, cette association exclusive entre égalité des sexes et Islam produit ce que Christelle Hamel appelle une racialisation du sexisme.* »

À rebours des résultats de la recherche, se construit un narratif autour du sexisme, celui de jeunes garçons de banlieues à la culture machiste et violente, et de jeunes filles soumises (à la religion ou aux diktats de la société de consommation...), alors

que la « bonne éducation » des milieux huppés les préserverait des violences sexistes et sexuelles. Un narratif si peu subtil que Simon Massei a pu étudier comment ces jeunes racisé-es déploient des mécanismes de défense et de résistance lors des séances d'Évars. En s'intéressant

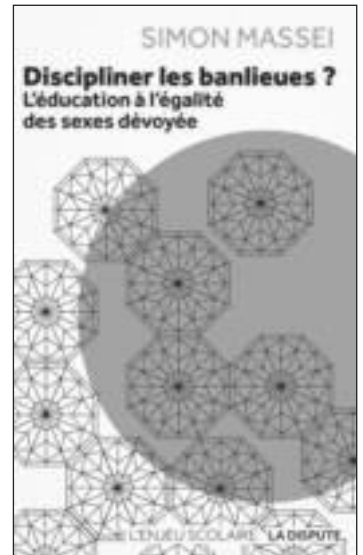
à la réception de cet enseignement par les jeunes elles et eux-mêmes, l'auteur interroge les rapports de domination à l'école et le phénomène de racialisation du sexisme, en lien avec la construction du « problème » musulman. Une domination renforcée, au fil du temps, par la professionnalisation des intervenant-es. Les premières militantes – issues du féminisme associatif – ont été remplacées par des associations plus lisses, animées par ce que le sociologue nomme des « mercenaires » (juristes, psychologues, comédiennes, etc.) qui ont découvert ces questions par leur travail, et souvent plus tardivement que les militantes. Leur discours est aussi moins ouvertement politisé : plus proches du *coaching* et attentives à ne pas trop bousculer l'institution et les politiques publiques... et plus poreuses aussi aux clichés sociaux et raciaux (mettant en avant par exemple le modèle de la femme « puissante » ayant conquis du pouvoir).

Après avoir regardé du côté de l'institution puis des élèves, le sociologue a aussi étudié la façon dont certaines familles ont mené la lutte contre cet enseignement, notamment au moment des ABCD de l'égalité. En effet, cette expérimentation a alimenté le débat public pendant plusieurs semaines avec, comme point d'orgue, l'appel au boycott de ces séances à travers des « Journées de retrait » (JRE, formule désignant également un collectif de parents). Là encore, l'approche sociologique permet de mettre en lumière les différences entre les deux pôles de la contestation. Quand les militantes des JRE sont issues des milieux défavorisés et des quartiers populaires, les « *Vigigender* », émanation de la Manif pour tous, mobilisent les mères des beaux quartiers, diplômées et attachées à une vision réactionnaire de la société. Derrière une défiance partagée de l'institution scolaire et la peur d'être dépossédé des prérogatives parentales en matière d'éducation à la sexualité, les motivations (refus d'être stigmatisé et incompréhension des finalités de l'Évars vs défense de l'ordre moral) tout comme les modes d'action (boycott vs lobbying) diffèrent, sans empêcher des convergences œcuméniques et des unions de circonstance...

Au final, l'apport des travaux de Simon Massei nous invite à ne pas oublier que la mise en œuvre de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, ainsi que la lutte contre le patriarcat sont bien à l'intersection des combats contre les dominations de genre, de classe et de race. ■

G. C.

Simon Massei, *Discipliner les banlieues ? L'éducation à l'égalité des sexes dévoyée*, La Dispute, 2024.



Clitoridectomie au XIX^e siècle, en Europe et aux USA

Aujourd'hui, des voix s'élèvent contre l'Évars. On va jusqu'à accuser ses promoteurs de vouloir apprendre la masturbation aux petits enfants, ce qui est évidemment faux. Mais c'est un reproche intéressant, qui témoigne d'une vision particulièrement horrifique – et erronée – de cette activité dans la prime enfance. On en oublierait que, pendant longtemps, la répression de la masturbation, considérée comme une maladie infâme, fut aussi obsessionnelle que cruelle. Port de gants rugueux, surveillance continue, habits de contention, punitions féroces, anneaux métalliques à travers le prépuce ou les petites lèvres, ceintures de chasteté, la pédagogie noire, en ce qui concerne le sexe des enfants, n'avait pas de limites. C'était pourtant aussi une forme d'éducation sexuelle et affective, mais avec des objectifs exactement contraires, fondée sur le dressage, et utilisant toutes les formes de traumatismes pour écraser l'aspiration au plaisir et à la liberté d'aimer.

EN CES TEMPS où on se bat de toutes parts et à raison pour en finir avec les mutilations génitales féminines, de l'Unicef au grand mufti d'Égypte (celui-ci s'est fendu, en 2018, d'une fatwa les interdisant au nom du principe religieux de la protection du corps contre tout acte pouvant avoir des effets néfastes, et rappelant que la charia n'évoque nulle part cette pratique; d'ailleurs les filles du Prophète n'étaient pas excisées), penchons-nous sur l'histoire de l'Europe coloniale et donc « civilisée ».

Le clitoris est décrit dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert: il s'agit d'« une partie extrêmement sensible, et qui est le siège principal du plaisir dans la femelle, raison pour laquelle quelques-uns lui ont donné le nom d'*cestrum veneris*, aiguillon de Vénus. Il s'est trouvé des femmes qui en ont abusé.

Lorsqu'il avance trop en dehors dans la femme, on en retranche une partie, et c'est en quoi peut consister la circoncision des femmes. Il est quelquefois si gros et si long, qu'il a tout à fait l'air d'un membre viril, et c'est de là souvent que l'on qualifie des femmes d'êtres hermaphrodites.

Bref, à peine décrit pour le profit des assoiffés de science, cet organe inquiétant pour l'intégrité masculine se voit imposer de sévères limitations. Que deviendrait la différence des sexes si on laissait les clitoris ressembler à des verges? D'autre part, que les femmes ne s'emballent pas trop vite de posséder ce bijou jouisseur, qu'elles n'aillent pas s'imaginer qu'elles peuvent le réserver à leur usage personnel. Cet article du tome III de l'*Encyclopédie*, paru en 1753, atteste qu'en cas d'abus dans l'usage ou les dimensions du clitoris, on pouvait parfaitement, au XVIII^e siècle, envisager d'en « retrancher une partie ».

Et ce n'était que le début. Dix ans plus tard, le médecin suisse Samuel Auguste André David Tissot fait paraître *L'avis au peuple sur sa santé et L'Onanisme, une dissertation sur les maladies produites par la masturbation*. Le chapitre consacré aux femmes fait dresser les cheveux sur la tête:

« Le mal paroît même avoir plus d'activité dans le sexe que chez les hommes. Outre tous les symptômes que j'ai déjà rapportés, les femmes sont plus particulièrement exposées à des accès d'hystérie ou de vapeurs, affreux; à des jaunisses incurables; à des crampes cruelles de l'estomac et du dos; de vives douleurs de nez, à des pertes blanches, dont l'âcreté est une source continuelle de douleurs les plus cuisantes; à des chutes, à des ulcérations de matrice, et à toutes les infirmités que ces deux maux entraînent; à des prolongements et à des dartres du clitoris; à des fureurs utérines qui, leur enlevant à la fois la pudeur et la raison, les mettent au niveau des brutes les plus lascives, jusqu'à ce qu'une mort désespérée les arrache aux douleurs et à l'infamie. »

Mais il y a pire:

« Un symptôme commun aux deux sexes, et que je place dans cet article, parce qu'il est plus fréquent chez les femmes, c'est l'indifférence que cette infamie laisse pour les plaisirs légitimes de l'hymen, lors même que les désirs et les forces ne sont pas éteints: indifférence qui non seulement fait bien des célibataires, mais qui souvent poursuit jusques dans le lit nuptial. Une femme avoue, dans la collection du docteur Bekkers, que cette manœuvre a pris tant d'empire sur ses sens, qu'elle déteste les moyens légitimes d'amortir l'aiguillon de la chair... »

Encore Tissot, surnommé médecin des princes et prince des médecins, ne préconisait-il comme remèdes à cette épouvantable maladie que des choses naturelles, telles que manger des choses saines, faire un peu d'exercice, dormir et respirer le bon air, avec du quinquina, un peu de camphre, de lait au beurre ou de vin à l'eau avant d'aller se coucher. Mais le portrait qu'il dresse des ravages de l'onanisme traumatisera des générations moins bienveillantes, d'autant plus que sa célébrité en faisait une référence internationale. L'avis au peuple sur sa santé fut traduit en 17 langues.

La lutte contre la masturbation devient obsessionnelle au XIX^e siècle, la science n'étant pas moins féroce et intrusive



que Dieu. À peine popularisé, l'organe de la jouissance féminine devient l'ennemi public numéro un. Le voilà responsable de l'onanisme, et donc de la nymphomanie et de l'hystérie, sans préjudice d'avoir des liens évidents avec l'épilepsie, l'hypocondrie, l'imbécillité ou la démence. Il existe diverses façons de s'en débarrasser, voire de pratiquer l'infibulation pour les cas les plus graves, même si on aura essayé avant toutes les formes de soins, de persuasion et de répression, des ceintures de chasteté à l'épuisement physique préalable au sommeil, avant d'en arriver à ces tristes extrémités.

On règle son compte au clitoris de diverses manières : section des nerfs clitoridiens, infibulation sans ablation du clitoris (suture des grandes lèvres pour « protéger » le clitoris des assauts de sa légitime propriétaire en laissant un orifice pour l'écoulement de l'urine, et quand l'âge sera venu du sang menstruel), cautérisation, au fer rouge ou au nitrate d'argent. Plusieurs médecins sont connus, comme Thésée Pouillet, pour avoir voué leur âme à la lutte contre l'onanisme féminin. Ce praticien faisait passionnément campagne pour l'ablation du clitoris. Il était né en 1849, c'est-à-dire trente-six ans après que Robert Thomas, médecin britannique, ait préconisé l'ablation du clitoris pour remédier à la nymphomanie, et vingt-sept ans après que Karl Ferdinand von Graefe ait pratiqué à Berlin la première clitoridectomie réalisée dans cet objectif, sur une fillette de quinze ans qui avait le travers de se masturber.

En creusant le sujet, on tombe sur de véritables horreurs. Paul Broca, grand médecin, anatomiste et anthropologue célèbre, adepte des théories raciales, ne dédaignait pas de s'occuper de ce genre de billevesées. Diagnostiquant chez une petite fille de 5 ans une forme grave de nymphomanie, comme il l'explique dans une communication en 1864, il décide d'une infibulation, jugeant que la section des nerfs ne serait pas suffisante pour éviter une récurrence, et qu'une amputation du clitoris était excessive au vu de l'âge de la fillette. Pas d'autre choix, explique-t-il, car malgré la surveillance de sa mère et le port d'une ceinture de chasteté, la petite ne renonçait pas à ses petits réconforts. Il rapporte que, pendant l'infibulation, « l'enfant adressait des mots de tendresse et de compassion à ses organes génitaux », preuve s'il en fallait de sa maladie mentale,

ainsi que de sa monomanie sexuelle.

Au Royaume-Uni, l'obstétricien

Isaac Baker Brown déclencha un scandale en publiant une compilation des clitoridectomies réalisées par ses soins – il préconisait pour sa part l'arrachement total du clitoris. En 1866, il publie donc *On the Curability of certain Forms of Insanity, Epilepsy, Catalepsy and Hysteria in Females*, rapport détaillé des 47 opérations réalisées sur des femmes âgées de 21 à 55 ans, entre 1858 et 1866. Il s'avéra qu'il avait parfois opéré à l'insu de ses patientes, ou en minimisant l'opération. Des confrères ulcérés, au nom des femmes mutilées, exigent la création d'une commission d'enquête qui aboutit à son expulsion de la Société d'obstétrique de Londres. C'est sans doute, comme le développe Caroline Noury dans un article sur le sujet dans *The conversation*, la première fois que le concept de consentement, voire de consentement éclairé, est mis sur la table. Ce qui souligne que, si l'excision a été pratiquée régulièrement sur notre continent pendant pas loin de deux siècles, à une période hygiéniste s'il en fut, elle a rencontré des réticences et même des oppositions.

La chasse au clitoris déviant a duré jusqu'au début du XX^e siècle en Europe, et s'est prolongée aux États-Unis jusqu'à la fin des années 1960.

Triste destin que celui de cet organe qui n'a été mis en lumière que pour être impitoyablement réprimé. Autre temps, autres mœurs ? Les mutilations génitales concernent aujourd'hui autour de 200 millions de femmes. Dans nos sociétés, elles n'ont plus cours. Aujourd'hui, on se contente de nymphoplasties pour avoir un sexe conforme à ce que propose le porno, ou on se maquille la vulve pour suivre la mode lancée par Kim Kardashian. Car une chatte en l'état, avec sa fourrure et tous ses attributs, quand même, ça pose problème. ■

L. B.

Sexualité (éducation à la)

L'éducation à la sexualité et à la vie affective est un jalon nécessaire de tout processus éducatif qui se veut émancipateur.

DANS DES SOCIÉTÉS MARQUÉES PAR LES INÉGALITÉS de genre et les violences sexistes et sexuelles, le développement d'une culture du consentement, du respect et de l'égalité est nécessaire. Depuis 2001, en France, la loi Aubry préconise 3 séances d'éducation à la sexualité par an pour tous les élèves. Mais, sans programme ni moyens, seuls 15 à 20% en bénéficient jusqu'ici, souvent dans les mêmes établissements où des personnels motivés et convaincus ont pris le sujet en main.

En janvier 2025, paraît le premier programme d'éducation à la vie affective et relationnelle (pour l'enseignement primaire, maternelle et élémentaire) et à la sexualité (pour l'enseignement secondaire, collège et lycée), Évars. L'objectif de ce programme est de développer des habitudes favorables à la santé et au bien-être des élèves, faisant de l'Évars un outil crucial dans la lutte contre les violences de genre, la culture de l'inceste, du viol et des discriminations.

De la nécessité de l'Évars comme outil de pédagogie radicale

L'Évars doit permettre que tous les élèves, notamment LGBTQIA+, vivent, et vivent mieux. En effet, 26% des personnes LGBTQIA+ interrogées par l'Ifop en 2018 ont été agressées dans un établissement scolaire (selon le rapport de la CNCDH en 2022). Et il y a un risque de suicide 2 à 7 fois plus élevé chez ces personnes, selon une étude Inpes de 2014. Trop souvent, l'école est un lieu de violence et d'exclusion. Les séances d'Évars et la formation des personnels doivent permettre de combattre l'ignorance et les idées reçues sur les personnes LGBTQIA+ et de créer une école plus accueillante pour toutes.

Les violences envers les enfants au sein des familles sont une réalité. Dans 81% des cas de violences sexuelles concernant des enfants, l'agresseur est un membre de la famille. Dans 22% des cas, l'agresseur est un proche de l'enfant et de ses parents. Au sein de la famille, les victimes de violences sont très jeunes, 60% ont moins de 15 ans (Insee 2021 et Ciivise 2023). C'est donc en dehors du cadre familial, qu'il convient de faire de la prévention et de la conscientisation. L'école peut prévenir ces violences et doit contribuer à protéger les enfants grâce à l'Évars.

Les élèves sont exposés de plus en plus jeunes à des contenus sexuels ou relationnels dangereux : des coachs en séduction masculinistes, qui relaient des stéréotypes de genre, des images pornographiques qui créent un imaginaire sexuel violent, inégalitaire, cen-

tré sur le plaisir masculin, des contenus culturels qui reproduisent sans les questionner des stéréotypes de genre et des violences dans les relations affectives. Il est donc indispensable de déconstruire ces contenus avec les élèves lors des séances d'Évars. Les personnels doivent pouvoir s'emparer de l'Évars dans une perspective critique et radicale, afin de lutter contre toutes les violences sexuelles et sexistes, et afin de prévenir l'inceste. L'Évars doit devenir un outil d'émancipation féministe.

Une brève histoire de l'éducation à la vie sexuelle et affective en France

L'histoire du lien entre éducation à la vie affective et sexuelle et école s'écrit surtout dès le début du XX^e siècle, souvent fruit de préoccupations croisées : le monde médical adopte une lecture hygiéniste de la question, et le monde militant tend à envisager la sexualité comme un sujet politique permettant l'émancipation. Des féministes des années 1930 (Madeleine Pelletier, Berty Albrecht) à celles des années 1960-1970 (Mouvement pour la libération de la femme, Plannings familiaux), nombreux seront les acteurs et actrices qui s'obstineront à donner à ce sujet sa place à l'école.

En juillet 1973, est publiée au Bulletin officiel la circulaire Fontanet : elle décrète que l'éducation sexuelle relève officiellement de l'Éducation nationale et, malgré un prisme encore très moralisant, inclut de nouvelles dimensions comme la res-

ponsabilité individuelle et la conscientisation des individus dans leurs choix.

Progressivement, plusieurs textes élargiront le champ d'action de cette « éducation à la sexualité » (école primaire, intervention des associations, questions de contraception, prévention du sida, etc.).

La loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001, relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception, vient compléter ces dispositions en rendant obligatoire une information et une éducation sexuelle dans les écoles, les collèges et les lycées, à raison d'au moins 3 séances annuelles. L'éducation à la sexualité est désormais inscrite dans le Code de l'éducation. En 2012, des modules sur l'Évars apparaissent dans les Écoles supérieures du professorat et de l'enseignement (ESPE) fraîchement créées. Là encore, les tentatives de changement de perspective se heurtent à des freins sociaux et politiques



importants. En 2013, le projet des ABCD de l'égalité crée un débat médiatique important : ce programme est accusé par ses détracteur-ices de dévoyer l'éducation à la vie affective et sexuelle en ne respectant pas le développement des enfants et en cherchant à les manipuler. À peine ont-ils été lancés que les ABCD de l'égalité sont remisés, illustrant une atmosphère de « retour en arrière ». Au sortir du XX^e siècle, la réflexion sur le sujet est donc plus qu'engagée, mais encore entravée : rares sont les élèves qui peuvent affirmer avoir eu accès aux 3 séances d'éducation à la sexualité lors de leur scolarité.

2025, un programme pour légitimer l'Évars à l'école ?

La publication du programme d'Évars en février 2025 est un jalon important, fruit entre autres du travail acharné de nombreuses militant-es pour voir ce sujet abordé en première ligne des questions éducatives. Ce programme vient renforcer la légitimité des enseignant-es et personnels d'éducation à s'emparer du sujet à l'école.

L'identité de genre, l'homophobie ou la transphobie font officiellement leur apparition en tant que notions à découvrir. Les contenus sont adaptés à chaque âge. Ainsi, en maternelle, on traite de respect de l'intimité, de confiance, et de relations respectueuses envers les autres. La notion d'intimité passe par la capacité de nommer les différentes parties du corps, et par la compréhension que le corps de chacun-e n'appartient qu'à iel. L'objectif est d'acquérir une meilleure connaissance de soi et une capacité à reconnaître les situations de violence ou d'irrespect de son intimité.

Dès la maternelle également, on peut faire réfléchir sur le consentement, en organisant, par exemple, des ateliers autour de situations du quotidien : est-ce que je peux m'asseoir près de toi ?, est-ce que je peux te prendre la main ?, etc. Il s'agira aussi d'apprendre à exprimer un refus et à accepter un refus exprimé par une autre personne.

Dans le secondaire, on poursuit cette réflexion, en transposant les relations respectueuses à la sexualité : comment laisser à ma ou mon partenaire toujours la possibilité de faire des choix libres et éclairés ? Comment m'assurer régulièrement de son consentement ? C'est seulement alors qu'on évoque les risques liés à la sexualité et leurs préventions. La lutte contre le harcèlement et les discriminations est abordée. On apprend aussi à reconnaître les situations de violence : emprise, violences sexistes et sexuelles. On réfléchit aux notions de diversité et d'inclusion, et aux moyens de lutter contre les LGBTQIA+phobies, contre le racisme, le validisme.

Ce programme fait toutefois l'objet de nombreuses critiques émanant des milieux éducatifs, syndicaux, militants, ou d'associations de parents. Le syndicat SUD éducation relève par exemple que le terme « LGBTQIaphobies » n'apparaît qu'en terminale et le terme « identité de genre » qu'en 3^e. Pour ce syndicat, ces notions doivent être introduites plus tôt dans la scolarité, et ce de façon à construire une école qui lutte durablement contre les LGBTQIA+phobies. S'il est important de tenir compte de l'âge des enfants dans la manière d'aborder des thèmes et des termes, il l'est tout autant de ne pas passer sous silence des sujets qui sont déjà tabous, et d'apporter aux enfants les mots pour nommer les réalités. Faire le choix d'introduire un concept aussi important que les LGBTQIA+phobies, lors de la dernière année de lycée, c'est s'aveugler sur la réalité de ce que vivent les élèves concerné-es, et c'est entreprendre trop tard la lutte contre

ces discriminations. C'est également penser à tort que ce questionnement n'émerge à l'école que chez les grands.

En plus de questionner le contenu du programme, de nombreux syndicats de l'éducation et de nombreux personnels de santé ou collectifs militants travaillant sur ces sujets, questionnent la pertinence même d'un programme d'Évars. Les programmes scolaires ont l'avantage de proposer un cadre commun, sécurisant pour les enseignant-es et égalitaire dans leurs objectifs, dans le cadre d'une approche critique de la pédagogie ; on devrait donc les revoir avec, en tête, les biais de dominations (raciste, sexiste, validiste, infantiste, classiciste, etc.), qui entravent parfois la liberté des éducateurs et *a fortiori* des élèves dans leur possibilité de s'approprier un sujet.

Des ambitions... et des limites !

À l'heure actuelle, aucun budget n'est fléché pour ces séances, qui reposent en grande partie sur le bénévolat des enseignant-es, des infirmier-es scolaires et sur la bonne volonté des équipes de direction. Des financements peuvent exister, mais ils sont très variables d'un établissement à l'autre, d'une académie à l'autre. En outre, les moyens grappillés de-ci de-là sont largement insuffisants pour l'ampleur de la tâche à mener. Le financement de l'Évars est parfois associé à d'autres missions, telles que la lutte contre le harcèlement, l'aide aux devoirs, etc., et il est en baisse depuis plusieurs années. La formation des personnels est très inégalement répartie sur le territoire, limitant l'implication des personnels. En outre, comme le révèle le sociologue Pierre Merle (*Mediapart*, 27 juin 2025), l'enseignement privé confessionnel hors contrat se soustrait parfois à cette obligation : il faudrait une vraie décision politique. Confrontée aux politiques antiégalitaires, l'Éducation nationale doit aussi remplir son rôle de protection face aux pressions, menaces, désinformations et agressions des milieux réactionnaires et d'extrême droite, et ne pas laisser les personnels seul-es face aux questionnements et aux éventuelles remises en cause des enseignements. ■

Louise Boisdrion, Léo Fuentes, Mariane Schouler

Ce texte est extrait du *Dictionnaire de pédagogies critiques*, ouvrage coordonné par le collectif Questions de classe(s), à paraître en avril 2026, et déjà en pré-commande sur le site du collectif (voir p. 51).

- Alain Giami, « Une histoire de l'éducation sexuelle en France : une médicalisation progressive de la sexualité (1945-1980) », *Sexologies : revue européenne de santé sexuelle*, vol. 16, n° 3, 2007.
- C. Leprince, « Éducation sexuelle : à la rencontre des pionniers français, il y a... 70 ans », France culture, 3 septembre 2018.
- <<https://www.radiofrance.fr/franceculture/education-sexuelle-a-la-rencontre-des-pionniers-francais-il-y-a-70-ans-7344965>>.
- Véronique Poutrain, « L'évolution de l'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires. De "l'information sexuelle" à l'égalité entre les filles et les garçons », *Éducation et socialisation. Les cahiers du CERFEE*, n° 36, 2014, consultable sur <<https://journals.openedition.org/edso/951>>.

La couleur des émotions

Bien avant la production du programme Évars, beaucoup de classes maternelles et cycle 2 travaillent sur l'expression des émotions, avec le support de l'album *La Couleur des émotions*. Bien sûr, cela permet aux plus jeunes d'identifier ce qu'elles et ils peuvent ressentir et avoir du mal à nommer. Mais tout de même...

LA TRISTESSE BLEUE, la joie jaune, la sérénité verte, la colère rouge, l'amour rose, la peur noire. Trois couleurs aux yeux ouverts, trois couleurs aux yeux fermés. Petit à petit, le doute s'est instillé en moi.

Le rose ? pour l'amour ? Comme si on assignait les filles à l'amour, le rose étant sans aucun doute la couleur la plus genrée du monde, à l'échelle de la planète, même.

Le noir ? Pour la peur ? Bien sûr, il y a la peur du noir, la peur de la nuit, que nous portons en nous sans doute depuis la nuit des temps, mais est-ce que la peur des Noirs ne viendrait pas se blottir dans cette attribution de couleur ? Et puis, cette petite fille qui parle à un monstre – barbouille pas du tout féminin –, et la proposition de la fille de bien tout ranger, bref, rien ne va.

La joie et le soleil, cela me va

Mais la tristesse bleue ? Comme un jour de pluie ? Idée de citoyen. La pluie fait du bien aux plantes en ces temps de canicules interminables. Et pour finir, la sérénité qui est douce comme une maman, non, hop ! là, c'est trop. Ces émotions qu'il faudrait ranger dans des bouteilles, et une fois de plus, une fille pour aider à ranger.

Alors, travailler sur les émotions, pour enseigner aux enfants à les nommer, et à cesser d'être bouleversé-es par des sentiments qu'ils n'arrivent pas à exprimer, bien sûr, cela fait partie de l'enseignement des maternelles, et sans aucun doute du programme Évar.

Mais je préfère de beaucoup leur proposer du vocabulaire plutôt que des cou-

leurs, et assigner le camaïeu des pastels aux couleurs vives.

Avoir peur ou être effrayé-e ou être terrorisé-e ? Les superlatifs permettent aussi aux enfants de mieux comprendre qu'il faut parler avant d'être envahi-e.

Être bien, être content-e, ou être vraiment heureux-se.

Être fâché-e, en colère ou être furieux-se ?

Sans compter que le livre ne parle pas d'une émotion essentielle pour la prévention des abus : le malaise. L'enfant ressent confusément que cela ne va pas, et ce malaise n'est pas évoqué alors que, pour moi, pouvoir dire qu'on éprouve un malaise, voire une répulsion, c'est sans doute le plus important. ■

V. D.

Anna Llenas, *La Couleur des émotions*, album illustré, Glénat Jeunesse, 2017.

??? ——— Évar ou Évars ——— ???

DANS LE NOUVEAU PROGRAMME DU GOUVERNEMENT, les enseignant-es ne doivent pas aborder la sexualité avant le collège. C'est pour cela que le programme s'appelle Évar en primaire (maternelle et élémentaire) et Évars dans le secondaire.

Éducation à la vie affective, relationnelle pour les uns, et Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle pour les autres.

Mais voilà : que faire si un élève de classe élémentaire pose une question qui a trait à l'éducation sexuelle : mystère, le programme n'en parle pas. Pourtant, toutes les personnes qui ont organisé des séances autour des questions affectives, relationnelles, se sont retrouvées avec des questions autour du genre ou du sexe, et pas seulement avec des questions sur les choux et les roses, décidément passés de mode.

Rien n'est indiqué aux enseignant-es, mais tout le monde sent bien que si on se retrouve avec une question sur le porno, ou sur des pratiques sexuelles, il ne va pas être possible de répondre que c'est au programme de la 4^e, alors que l'enfant est en CE2. Alors, Évar ou Évars ? Comment faire, quoi répondre ? Répondre à l'enfant seulement ou répondre à toute la classe ? Rien n'est indiqué et pourtant cela peut provoquer des inquiétudes, voire des « signalements » qui renfermeraient les questionnements des enfants par des convocations inappropriées, ou des réactions disproportionnées.

Alors ? Du tact, juste du tact, pour proposer des réponses qui, comme les questions concernant le père Noël en CP, évitent de heurter les plus jeunes, tout en répondant aux plus matures. Et une vraie sensibilité aux enfants, pour déceler la question qui évoque des situations de danger, et prendre le temps de réfléchir aux procédures à mettre en place.

Dès qu'on parle d'affection, d'intimité, de confiance, il y a des enfants qui vont raconter qu'ils manquent de tout, et c'est l'intime de l'enseignant-e qui reçoit les propos. La femme ou l'homme qui est derrière la posture professionnelle, son vécu de femme ou d'homme face aux malaises, à la misère sociale, aux inquiétudes, aux plaisirs... Il est indispensable d'en parler en équipe, pour construire la bonne distance, et créer des séances et des postures cohérentes. Mais ce temps de travail d'équipe, comme toujours, n'est prévu par personne, pas plus que le temps de formation, parfois saisi par des équipes syndicales sous la demande du terrain, et travaillées pendant des temps d'informations syndicales, qui finissent par se substituer aux temps de formation professionnelle, jamais à la hauteur des enjeux du réel. ■

V. D.

Pour former les enfants à l'égalité des droits, à la lutte contre toutes les discriminations, 3 séances ne suffisent pas. Il faut que, dans toutes les disciplines, cette problématique soit présente.

Alors, voici une petite grille, avec quelques idées, mais il y en a tellement d'autres... À vous de produire la vôtre, si vous travaillez avec des enfants ou des jeunes, et surtout à veiller à la remplir un peu, chaque année. V. D.

Niveau...	Une idée pour promouvoir l'égalité		Une idée pour promouvoir l'égalité
Littérature jeunesse		Production d'écrit	
Grammaire du français		Graphisme et tenue des cahiers	
Chant		Poésie	
Numération		Algorithmes	
Géométrie		Constructions et bricolages	
Problèmes		Mémorisation des outils (conjugaison, tables...)	
Gestion de classe		Responsabilités	
Sports collectifs		Entraide et coopération	
Danse et expression		Musique	
Graphisme		Sciences	
Histoire		Géographie	



Évars... en pratique...

C'est une classe de seconde dans un quartier dit populaire d'une petite ville de la banlieue parisienne. Aujourd'hui au programme : Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle.

DANS CE LYCÉE, l'Évars est déléguée à une intervenante extérieure, en l'occurrence ici une personne travaillant pour la commune. Dans le cadre de mes fonctions, je l'accompagne en tant qu'observatrice.

Je rapporte ici les propos tels que je les ai entendus

Elle commence par demander aux élèves quelle est, selon elles et eux, la première relation qu'on a dans la vie. La bonne réponse pour elle c'est la relation *in utero* avec la mère, puis celle avec les parents.

Une élève rétorque que certains parents peuvent ne pas aimer leurs enfants, l'intervenante ne lui répond pas.

Voilà un début qui annoncera la couleur de l'intervention. Je ne peux pas m'empêcher de penser aux statistiques concernant les violences intrafamiliales, parmi cette vingtaine d'élèves, il est fort probable qu'au moins l'un ou l'une d'entre eux en soient victime. Il me semble donc complètement inadéquat de commencer par cela, surtout qu'il n'y a aucun lien avec la suite.

Elle leur fait ensuite dire des mots en lien avec l'amour et, de manière confuse, distillera des « conseils ». Elle oppose d'un côté l'amour et le couple, et de l'autre le sexe sans amour qui serait quelque chose de mauvais ; elle va jusqu'à mettre sur un même plan pornographie, prostitution et sexe sans amour.

Dans cette ville, comme dans beaucoup de territoires d'ailleurs, il y a un vrai enjeu autour de la prostitution des mineures. Et la pornographie, très accessible, qui façonne l'imaginaire sexuel dès le plus jeune âge, est aussi une thématique importante à aborder. Malheureusement, elle survole ces sujets de façon complètement déconnectée de la réalité de ce que vivent ces jeunes. Selon elle, parler d'amour et leur faire comprendre qu'il faut avoir des relations sexuelles quand on est amoureux, suffirait à régler ces problèmes.

Au-delà de cette vision naïve, elle leur explique aussi qu'il y a 3 façons d'éviter de contracter une maladie sexuellement transmissible (MST) : le préservatif, l'abstinence et la fidélité. Je m'étouffe presque à ces mots, surprise de sa façon complètement arriérée de voir les choses. Par ailleurs, elle n'évoque jamais les tests de dépistage qu'il faut réaliser.

Elle évoque ensuite le cycle menstruel. Il est important de préciser que c'est une classe de seconde dans un lycée technique, il n'y aura donc pas de cours là-dessus. Cette intervention est donc nécessaire pour faire un point sur ces sujets. Sauf que, là encore, son discours est orienté : ce

qu'elle dit est faux scientifiquement et teinté d'une idéologie réactionnaire. Pour leur expliquer le cycle menstruel, elle utilise une vidéo, qu'elle reconnaît être un peu vieillotte, mais qu'elle juge tout de même très claire. Dans cette vidéo, la glaire cervicale y est présentée comme de l'élixir de vie : lorsque j'entends ça, je m'interroge, ne connaissant pas le mot scientifique mais étant sûre qu'il n'est pas possible d'en parler de cette façon. Elle ne reviendra pas dessus et ne donnera pas le vrai nom. Évoquer la glaire cervicale comme de l'élixir de vie relève d'une vision complètement dépassée du cycle menstruel qui réduit une fois de plus les femmes à leur fonction reproductive.

À la suite de cette vidéo, elle explique qu'il y a plusieurs phases dans un le cycle menstruel et notamment une phase d'infertilité

Naturellement, une jeune fille demande si, pendant cette phase, il est nécessaire de se protéger, ce à quoi l'intervenante répond quelque chose de très confus finissant par : « *Oui, non, mais c'est compliqué, il faut bien connaître son corps.* » La réponse ne me semblait pourtant pas très compliquée : oui, on se protège tout le temps, que ce soit pour éviter les MST et seuls les préservatifs permettent de le faire, ou bien pour éviter une grossesse non désirée. S'il y avait bien une information très claire à faire passer pendant ces deux heures d'intervention, c'était celle-là. Dommage !

La grossesse, les MST et le chagrin

Il y aurait aussi 3 « problèmes » qui peuvent survenir après avoir eu une relation sexuelle, en disant cela, elle s'adresse évidemment principalement aux jeunes femmes : « *la grossesse, les MST et le chagrin [sic!].* »

Elle utilise une rhétorique où elle cherche à faire peur aux jeunes femmes, que ce soit à propos de l'avortement ou du mal-être qu'on peut ressentir après une relation sexuelle non consentie. À ce propos, elle ne parlera jamais de la notion de consentement.

Concernant les interruptions volontaires de grossesse (IVG), qu'elle ne nomme jamais comme telles mais comme avortement, elle insiste sur leur aspect traumatisant, que je ne nie pas, mais je ne suis pas convaincue par la prévention par la peur.

Elle m'expliquera ensuite être très fière car, suite à ses interventions depuis quelques années sur la ville, selon elle il y aurait moins de jeunes femmes qui avorteraient. Avec les informations qu'elle donne, on peut en douter. Par ail-

leurs, une jeune fille de 15 ans est enceinte de cinq mois dans la classe...

Enfin, elle avait demandé aux élèves de poser des questions de manière anonyme avant cette intervention. Plusieurs d'entre elles portaient sur les douleurs pendant les règles: «*Est-ce que c'est normal que j'aie mal pendant mes règles?*» Elle leur dit, à l'opposé des discours scientifiques d'aujourd'hui, que oui, c'est normal, si on a mal on prend du Doliprane ou on met une bouillotte, et si on a vraiment mal peut-être que là, oui, on pourrait prendre rendez-vous chez un médecin. Aucune mention n'est faite de l'endométriose.

À ma grande surprise, les élèves ont été, pour la plupart, réactifs, ont posé des questions intéressantes et ont été à l'écoute. Une grande majorité n'a probablement pas l'occasion de discuter de ça dans leur famille ou avec des adultes qui pourraient les écouter sans jugement et répondre à leurs questions.

Malheureusement, cette intervention ne leur a pas permis de repartir avec des informations justes pour une vie amoureuse relationnelle et sexuelle épanouie. ■

Camille

Des lunettes féministes à l'école

En 2023, est paru aux éditions Libertalia un livre coécrit par deux enseignantes. Il est le fruit de leur expérience, et son but est de transmettre l'envie de mettre en place une pédagogie féministe à l'école, au quotidien, tout au long de l'année scolaire, de ne plus se contenter de l'existant qui souvent reproduit les inégalités en véhiculant les stéréotypes de genre.

AUDREY CHENU est l'une de ces deux enseignantes. Elle travaille dans des quartiers difficiles; boxeuse passionnée, elle innove en lançant des ateliers de boxe éducative, ateliers qui permettent aux filles de prendre confiance en elles et de s'affirmer face aux garçons.

Véronique Decker, qui participe à notre revue *Casse-rôles*, a été sa directrice et est maintenant à la retraite.

Un récit de pratiques

Elles ont écrit ce livre ensemble pour témoigner de leur expérience de terrain et proposer des pistes de réflexion pour contrer les inégalités constituées par la société et «*les stéréotypes de genre intériorisés depuis l'enfance, y compris par nous, les profs, et qui deviennent au fil du temps des réflexes naturels; si l'on n'accorde pas une attention particulière à ce que l'on dit, ce que l'on fait, on perpétue la réflexion sexiste auprès de nos élèves, comme cette collègue qui dit "Allez les garçons, on va déplacer les bancs" comme si les filles n'avaient pas de bras!*»

Casser les rôles

Ce livre, qui se présente comme un abécédaire, n'est pas un manuel théorique, mais un livre de ressources à partager (albums, associations, liens vidéos, affiches, etc.). Il s'inscrit dans la lignée de la pédagogie Freinet, qui écrivait «*soyons nos propres didacticiens*» pour inciter les instituteurs et les institutrices à se réunir, à réfléchir et à construire coopérativement, avec les parents et les élèves, leurs outils pour créer une pédagogie émancipatrice. «*Soyons donc nos propres dictaticien-nes du féminisme en action.*»

La forme de l'abécédaire permet d'aller d'un sujet à l'autre. De A comme audace, G comme genre, H comme hétéronormalité, M comme maternelle, mariage, maternité, T comme trans, Z comme zémotions.

«*Il faut de l'audace pour l'enseignant-e afin de sortir des sentiers battus et remettre en question ce qui va de soi... dès la naissance l'attitude des parents, des adultes, des autres enfants, encourage ou décourage et institue des rôles genrés. Les petites filles sont trop souvent découragées dans leurs tentatives audacieuses: pour ne pas tacher leurs jolis vêtements, être décoiffées de leurs belles tresses, risquer d'être marquées par une cicatrice au genou.*»

Autoriser les filles à manifester une certaine agressivité en classe, en sport, déconstruire les évidences en invitant en classe des hommes qui ont un métier «*féminin*» ou des femmes qui ont un métier «*masculin*», choisir de raconter des histoires, où les petites filles ne sont pas des créatures délicieuses mais incapables: les quelques exemples choisis dans ce livre nous proposent des outils bienvenus pour «*casser les rôles*». ■

Sagna



Audrey Chenu et Véronique Decker, *Entrer en pédagogie féministe*, Libertalia, 2025.

Violences sexuelles: comment protéger nos enfants ?

(Émission, chaîne Histoires crépues)

Point de départ

La campagne nationale de lutte contre les violences sexuelles faites aux enfants de 2023 donne des chiffres qui parlent d'eux-mêmes et disent une certaine urgence à mieux protéger les enfants :

« -160 000 enfants subissent des violences sexuelles chaque année.

- Toutes les trois minutes, un enfant est victime d'inceste, de viol ou d'agression sexuelle.

- Près de 40% des violences sexuelles avant 18 ans ont lieu avant l'âge de 11 ans.

- Dans le cadre familial, les violences sexuelles commencent très tôt: l'âge médian des victimes est de 7 ans pour les filles et 8 ans pour les garçons; et une victime d'inceste sur quatre avait moins de 5 ans au moment des faits. »

Ce qui revient à 1 à 3 enfants par classe victimes de violences sexuelles.

À partir de ces chiffres, et contre les décideurs et décideuses politiques qui ont décidé des programmes finaux de l'Évars et ont relégué le S (« sexuelle ») de Évars au secondaire, je reprendrai cette phrase prononcée par la professeure des écoles Lolita, intervenante de l'émission : « *S'il y a un seul enfant à sauver en France en faisant de la prévention en maternelle, eh ben on fait de la prévention en maternelle.* »

L'émission

L'émission datée du 16 octobre se trouve sur la chaîne Youtube d'Histoires crépues. C'est le 2^e épisode de la nouvelle émission « *Histoire extrascolaire* », animé par le professeur des écoles Mouhamadou, avec l'intervention de Mai Lan Chapiro, musicienne, autrice et créatrice d'outils de prévention, et de Lolita, professeure des écoles¹.

Violences sexuelles: comment protéger nos enfants? – Histoire extra scolaire EP.2

J'ai écouté deux fois cette émission récente sur la question vive de l'Évars, tant elle est riche en échanges, en ressources, en questionnements et en pistes pour prendre la juste mesure des enjeux de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Évars) à l'école et l'aborder avec les élèves.

Les intervenant-es expliquent pourquoi l'Évars est indispensable pour informer et protéger les enfants, et leur donner des outils de compréhension et d'alerte. Quelques-uns de leurs arguments (mais allez voir l'émission, c'est très clair et convaincant !):

- Parler du corps, des parties intimes (la vulve, le pénis, l'anus, les fesses) ne doit pas être un problème et constituer un malaise. C'est le contraire (le silence, le tabou, la gêne) qui met les enfants en danger, qui les laisse livrés-es à elles et eux-mêmes lorsque des propos, des gestes, des agressions viennent les violenter. Enseigner le vrai nom des parties intimes et familiariser les élèves à leur utilisation, c'est donner du pouvoir aux enfants, leur rappeler qu'on peut en parler sérieusement aussi.

- Dire aux enfants qu'il existe des adultes défaillants est indispensable pour les protéger et développer leur esprit critique en leur donnant la légitimité de dénoncer les comportements des agresseurs et agresseuses.

- Parler de la vie affective, en expliquant l'existence d'autres modèles que l'hétérosexualité normative, permet également de limiter, si ce n'est d'empêcher l'émergence de la honte et de la haine de soi qu'éprouvent trop d'enfants qui se découvrent différent-es de ce modèle propagé par notre culture hétéropatriarcale. Car il faut protéger les enfants des pédocriminel-les, mais aussi les protéger de la haine d'elles et eux-mêmes.

- Éduquer au consentement protège les enfants dans leurs relations quotidiennes: consentement à toucher le corps de l'autre (la main, la tête par exemple), tout en ne transigeant pas avec la règle des parties intimes: personne n'a le droit de les toucher, et on ne touche pas les parties intimes de l'autre (notamment l'adulte) même si elle ou il le demande.

Et bien d'autres arguments et exemples exposés au cours de l'émission.

Pourtant, malgré une adhésion majoritaire à l'Évars, les professionnel-les restent frileuses et frileux, soulignent les intervenantes, et parfois même elles et ils ont peur: peur de la réaction des familles, peur de mal faire, d'utiliser les mauvais termes, peur de la hiérarchie.

Face à cela, Mai Lan Chapiro a rappelé très justement les conséquences des violences sexuelles sur les victimes, tout au long de leur vie: sur la santé, sur la vie affective, relationnelle, sexuelle, parentale. Elle rappelle que les victimes perdent jusqu'à vingt ans d'espérance de vie. « *Sachant ça, dit-elle, on ne peut pas se permettre d'être gagnés par la peur, d'être empêchés-es par la peur.* »

Dans l'Évars, il y a les 3 séances obligatoires dans les programmes, et qui peuvent effectivement effrayer lorsqu'on n'est pas formés-es, mais il y a surtout, rappellent Lolita et Mouhamadou, toutes les petites situations du quotidien, là où les adultes doivent intervenir pour mettre de l'éducatif dans les relations entre élèves: les insultes homophobes, les comportements tactiles intrusifs, l'occupation genrée de l'espace et des jeux de cour, par exemple.

Une émission à écouter, vraiment, pour comprendre la nécessité de l'Évars et retrouver de la détermination à faire vivre cet enseignement! Un grand merci à Histoires crépues / Histoires Extra Scolaires et aux trois intervenant-es.

Ce qui m'a interpellée

80% des personnes à qui les enfants se confient ne font rien.

En réalité, quand on discute avec les personnes qui sont contre l'Évars, on se rend compte que c'est une façon de masquer leur transphobie et/ou leur homophobie.

L'émission a confirmé une réalité: je me rends compte que pour éduquer à ces questions, il sera aussi nécessaire de connaître les discours auxquels sont confrontés les jeunes,

notamment les discours masculinistes, qui envahissent les réseaux sociaux et dont les paroles ont des échos jusque dans nos classes quand on entend les ados parler de *body count*, ou de tel influenceur qui dispense des cours de séduction virilistes et misogynes, etc. Autant de discours qu'il faut débattre et déconstruire avec les jeunes, en leur proposant d'autres modèles possibles.

Car, rappelle Lolita, l'Évars est un sujet hautement politique qui met en jeu la question du pouvoir et de la domination, mais aussi celle de l'émancipation des enfants : « *Qu'est-ce qu'on transmet aux enfants, est-ce qu'on leur permet d'être autre chose que ce*

qu'on a prévu pour eux, est-ce qu'on leur permet d'exprimer d'autres envies et désirs que les nôtres propres, nous parents ? » Et là-dessus, le consensus n'existe pas et les voix réactionnaires veillent toujours. ■

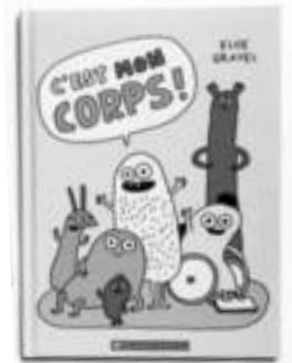
Jacqueline Triguel-Nguyen

Collectif Questions de classe(s), SUD éducation 78

1. <<https://www.youtube.com/watch?v=pGw14i3P7vk>>.

Une autrice et illustratrice canadienne de livres jeunesse: Élise Gravel

Comment parler de l'éducation affective et sexuelle sans évoquer cette autrice de livres pour enfants, mais aussi d'affiches et de conseils, tous en accès libre sur son site ?



ÉLISE GRAVEL crée des supports qui aident à parler du consentement, de la diversité du vivant, des différentes familles, de l'égalité entre les filles et les garçons, avec toujours une pointe d'humour et une vraie joie de vivre. À toutes celles et tous ceux qui veulent faire vivre l'égalité dans des collectivités d'enfants, ses livres, ses affiches et ses conseils sont une aide matérielle, qui touche les enfants et permet de véritables discussions...

Ce texte de conseils ci-après est issu de son site¹. ■

V. D.

Parler de justice sociale aux enfants sans les décourager ni les déprimer peut sembler être une tâche délicate, mais c'est crucial dans le monde d'aujourd'hui. Nous aimerions cultiver un sens de l'empathie et de l'équité sans les exposer aux horreurs de tous les jours qui nous empêchent de dormir, nous, les grands. Comment enseigner la justice sociale de manière engageante et inspirante, en mettant l'accent sur la positivité et la responsabilité? Comment pouvons-nous motiver les enfants à apporter un changement positif dans le monde qui les entoure?

Voici quelques stratégies:

1- Favoriser les conversations ouvertes

Ouvrez la porte à des discussions adaptées à leur âge sur des questions comme le racisme, le sexisme, la pauvreté et d'autres formes de discrimination et d'inégalité. Posez des questions pour comprendre leurs perspectives, partagez vos propres opinions et encouragez la pensée critique.

2- Les exposer à la diversité

Faites-vous des amis issus de milieux divers et exposez vos enfants à différentes cultures à travers des livres, des films, des musées, etc. Ça aide à développer l'empathie pour les gens qui vivent des réalités différentes.

3- Donner l'exemple

Modélisez un comportement inclusif, exprimez-vous contre l'injustice et participez à des causes qui vous touchent. Les enfants apprennent beaucoup en observant les actions de leurs parents. Et les manifs, avec la musique et les slogans, c'est une expérience inoubliable pour un enfant!

4- Enseigner l'engagement citoyen

Donnez à vos enfants le pouvoir d'utiliser leur voix en trouvant des moyens par lesquels ils peuvent faire une différence, comme écrire des lettres aux élus, créer de l'art ou rejoindre des organisations de jeunes qui abordent les problèmes sociaux.

5- Mettre en avant des modèles divers

Présentez à vos enfants des personnes de différents genres, races, capacités, etc. qui ont un impact positif. Cela élargit leurs perspectives sur qui peut être un leader et un catalyseur de changement.

6- Aborder les préjugés et les stéréotypes

Aidez vos enfants à reconnaître leurs propres biais inconscients et les stéréotypes sociaux. Fournissez des contre-récits qui remettent en question les croyances limitantes sur différents groupes. ■

1. <<https://elisegravel.com/>>.

Pour une éducation à la sexualité et au genre dans l'enseignement supérieur

En 1980, dans une des plus prestigieuses « grandes écoles » françaises, un professeur de philosophie étrangle sa femme.

ANCIENNE RÉSISTANTE COMMUNISTE, puis exclue du Parti, chargée d'études ayant participé à diverses enquêtes sociologiques sur le développement rural de la France et de ses anciennes colonies d'Afrique subsaharienne, la conscience ouvrière, l'organisation du travail ou l'automation, au sein de l'Organisation européenne de coopération économique, puis de la Société d'études pour le développement économique et social, une fois à la retraite, Hélène Rytmann Legotien s'implique avec enthousiasme dans une enquête collective sur la mémoire ouvrière et le changement social à Port-de-Bouc, autrefois port de commerce juxtant des salins, une usine à plomb et une sécherie de morue et, en cette fin des années 1970, centre important de l'industrie pétrochimique. Elle se sent revivre, loin de l'homme avec qui elle vit depuis plus de trente ans et qu'elle veut quitter.

Au matin du 16 novembre 1980, alors qu'elle est partie de Port-de-Bouc la veille, elle est étranglée par son mari, le philosophe Louis Althusser, dans leur appartement de l'École nationale supérieure où il enseigne à ce qui deviendra le gratin de l'intelligentsia parisienne. Grâce au médecin de l'école, à son directeur, à ses collègues et amis, Louis Althusser est rapidement emmené à l'hôpital Sainte-Anne. Déclaré « *en état de démence au moment des faits* » par trois psychiatres, deux mois plus tard il bénéficie d'un non-lieu.

Dans les médias, journalistes, éditorialistes, et intellectuels en vue s'emparent de l'affaire, évoquent le « *grand homme* », sa vie, son œuvre, son apport inestimable à la théorie marxiste, psychologisent l'action meurtrière, présentent l'assassin comme une victime souffrante nécessitant des soins psychiatriques. Le plus souvent sans un mot pour la femme qu'il a tuée. Avec une indifférence absolue vis-à-vis de tout ce qui la concerne.

Jolie petite histoire d'il y a quarante-cinq ans, jolie illustration de la façon dont les femmes se retrouvent aux oubliettes, dont on les passe sous silence, ainsi que de la banalisation ou du déni des violences à leur égard, de la façon dont on a aussi longtemps passé ces violences sous silence. L'indifférence vis-à-vis d'Hélène Legotien est une manifestation évidente de sexisme et de misogynie, voire d'antiféminisme latent, non seulement de la part des médias, mais aussi de professeurs de grandes écoles et d'université.

Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ont longtemps constitué et constituent encore souvent un territoire propice à la reproduction de la domination masculine.

Lieux de transmission du savoir, ils ont en même temps été et sont encore souvent des lieux de non-transmission de tout un pan du savoir. Par exemple, celui qui concerne le système patriarcal mis à jour par les théoriciennes féministes, et son pendant, l'invisibilisation des femmes¹.

La spécificité du patriarcat en tant qu'ordre social, où les femmes et leur corps sont mis à la disposition des hommes, non seulement en ce qui concerne la sexualité mais aussi le travail, a été ignorée et constamment niée, évacuée ou banalisée par l'élite intellectuelle et universitaire. Or, comme l'a écrit Geraldine Finn, « *aussi longtemps que les hommes vont refuser de prendre au sérieux la critique féministe, ils vont continuer à reproduire les relations patriarcales violentes qu'ils ont intériorisées*² ». Lasses de subir ces relations violentes, en 2002, des doctorant-es en sciences sociales ont créé le Collectif de lutte antisexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur (Clasches), qui a pour objectif principal de lever le silence sur la question des violences sexistes et sexuelles et d'apporter de l'aide à celles et ceux qui les affrontent, ce qui signifie prendre en compte la critique féministe.

En juin dernier, vingt-trois ans plus tard, la lutte est encore si difficile, les progressistes rejoignant les réactionnaires pour crier haro sur l'intersectionnalité, le wokisme, le communautarisme ou la *cancel culture*, tout ce qui rejoint la critique féministe et qui menace notre sacro-saint universalisme (celui de l'homme blanc hétéro) et prévenir contre ce qu'ils considèrent comme un véritable endoctrinement au sein de l'université, que des doctorant-es, chercheur-euses et enseignant-es-chercheur-euses de l'université Toulouse-Jean Jaurès ont jugé nécessaire de publier une brochure intitulée *Violences sexuelles sur le terrain, pour une prise de conscience collective et une meilleure prévention des risques en sciences sociales*³. Au cours de leurs enquêtes, sociologues, archéologues, anthropologues, ethnologues, géographes, économistes, etc. récoltent des données concernant des êtres humains, des lieux ou des pratiques, seul-es ou avec d'autres. Ce qui entraîne des relations interpersonnelles entre enquêteur-euse-enquêté-e comme entre enquêteur-euses travaillant ensemble, avec l'intimité qui peut accompagner ce travail, et donc le risque de harcèlement et d'agressions sexuelles que les relations interpersonnelles impliquent. La brochure commence par quelques récits édifiants à ce sujet. Des choses vécues auxquelles les formations à l'enquête ne préparent que très rarement. Certes, il existe des dispositions légales et disciplinaires, des dispositifs et des outils, encore faudrait-il les utiliser. Or, le déni des rapports de genre et de la violence sexuelle qui caractérise toujours fortement le milieu académique ne le permet pas encore vraiment.

C'est dans la même optique que, lors d'une enquête menée en 2022 auprès de personnels de recherche en biologie, physique et chimie, Farah Deruelle, doctorante en sociologie, a montré comment les congrès et colloques scientifiques favorisaient les hommes à la fois sur le plan du travail et celui de la sexualité. « *Pour les hommes hétérosexuels surtout, écrit-elle, les colloques constituent des lieux de desserrement des contraintes sociales, légitimant l'immixtion de la sexualité dans l'arène profes-*

sionnelle.» Et plus loin : « À rebours de l'expérience libératrice vantée par leurs collègues, les femmes y identifient de multiples dangers, pour leur intégrité et leur avancement de carrière. » Pour les uns, c'est la fête, on drague, on invite à dîner, à danser, on offre des verres, pour s'envoyer en l'air, et en même temps on se retrouve entre potes, on se fait connaître, on entretient des réseaux, on décroche des contrats de recherche, et même des promotions, youpi ! Pour les autres c'est « prendre le risque de s'exposer aux violences sexuelles... ou faire l'impasse sur de nouveaux projets », être constamment sur ses gardes, et se demander jusqu'où rester sur ses gardes sans vexer quelqu'un dont dépend la suite de votre parcours universitaire et professionnel. Sans parler des accusations de promotion-canapé. Ou de qui garde le plus souvent les enfants pendant ces événements « festifs ».

Le 20 mars 2023, Cécile Poisson, normalienne, agrégée de lettres, docteure en littérature comparée, est égorgée par son mari, François-Xavier Hussler.

Il est normalien, comme elle, docteur et agrégé d'économie et président-cofondateur de Professorbob.ai, une start-up d'intelligence artificielle destinée à aider les élèves en difficulté, hébergée dans l'incubateur de l'École polytechnique à Palaiseau, et c'est avec lui qu'elle a cofondé en 2009 la première maison d'édition de manuels scolaires numériques interactifs, Lelivrescolaire.fr. Ils étaient en instance de divorce. Cette fois, le mot féminicide est immédiatement prononcé. Cette fois, l'École normale supérieure décidera un an plus tard d'honorer la mémoire de Cécile Poisson et de poursuivre la réflexion initiée par ses travaux en explorant la question des violences faites aux femmes au théâtre, en littérature et en philosophie.



Du chemin a été parcouru depuis la mort d'Hélène Legotien, c'est déjà ça. Mais ce n'est qu'une petite partie du chemin

Pour celles qui ont à vivre face aux violences ou après avoir subi des violences, beaucoup reste à faire. Cécile Cuny, photographe, artiste, professeure d'urbanisme et sociologue, qui a été violée lors d'une enquête, dit avoir été écoutée, mais ne pas être toujours parvenue à se faire entendre dans son milieu, celui de l'Université et de la recherche en sciences sociales : l'article qu'elle a écrit à la suite de ce viol n'a été accepté que par une revue féministe.

On en revient toujours au même problème, la nécessité de faire entrer ces questions dans l'ensemble de l'enseignement supérieur et pas que dans les secteurs qui se consacrent aux études de genre. Afin d'y généraliser la lutte à mener maintenant contre les violences sexistes et sexuelles, et de préparer celle de demain. Car c'est à cette seule condition que les futur-es professeur-es des écoles, collèges et lycées, formés-es à l'Université et chargés-es des cours d'éducation à la vie affective et sexuelle, auront la formation leur permettant de faire passer le message. ■

M.-H. D.

1. Voir l'article p. 46 : « Qui a peur d'Harriet Martineau, Marianne Weber et Viola Klein ? »

2. Citée par Francis Dupuis-Déri.

3. <<https://www.univ-tlse2.fr/accueil/universite/egalite-lutte-discrimination-gendre/brochure-violences-sexuelles-sur-le-terrain-1>>.

Sources :

– Francis Dupuis-Déri, *Althusser assassin, la banalité du mâle*, Éd. du remue-ménage, 2024.

– Francis Dupuy-Déri, *Panique à l'Université. Rectitude politique, wokes et autres menaces imaginaires*, Lux éditeur, 2022.

– Johanna Luyssen, *Les Fragments d'Hélène*, Julliard, 2025.

– Farah Deruelle, « La sexualité en colloque, une "parenthèse enchantée" ? Violences et rituels professionnels à l'épreuve de l'égalité des carrières scientifiques », *Terrains et Travaux*, vol. 1, n° 22, 2022.

– Cécile Cuny, « Violences sexuelles sur un terrain d'enquête », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 39, n° 2, 2020.

Qui a peur d'Harriet Martineau, Marianne Weber et Viola Klein?

Révoltée qu'on les destine, elle et ses sœurs, à une vie confinée dans l'espace domestique, tout en préparant leurs frères à exercer un métier, alors que tous et toutes ont reçu un enseignement similaire, en 1823, une jeune Anglaise publie anonymement un article intitulé «*On female education*».

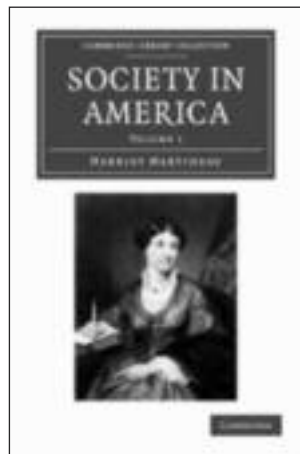
QUAND SON FRÈRE aîné découvre qu'elle en est l'autrice, il lui conseille de laisser aux autres femmes couture et ravaudage, et de gagner sa vie en écrivant. Ce qu'elle va faire. Elle continue de publier des articles, puis se lance dans un projet plus ambitieux, la rédaction de récits montrant l'impact, dans divers milieux sociaux, des conditions économiques sur la vie des gens. Elle y traite des luttes ouvrières, du travail des artisans, de l'esclavage.

Le livre connaît un succès immédiat. Il sera suivi de deux autres tomes¹. Elle va s'installer à Londres où elle poursuit son travail et gagne suffisamment d'argent pour partir aux États-Unis. Pendant deux ans, elle y mène une véritable enquête de terrain. Elle conduit des entretiens, consulte archives et sociétés savantes, se rend dans des prisons, des asiles d'aliénées, des usines, des bordels. Et elle en tire un nouvel ouvrage, considéré par certain-es comme une œuvre fondamentale de la sociologie naissante.

À partir des données récoltées, elle produit une analyse systématique des institutions et des structures sociales états-uniennes, mettant en évidence les contradictions qui existent entre les principes démocratiques défendus pas les Américains et leur application.

Elle s'appelle Harriet Martineau, et en dehors des études de genre, la sociologie française l'ignore. Elle a pourtant, à son époque, été traduite. Abolitionniste (elle a plus tard écrit un roman historique retraçant les luttes menées

par l'esclave affranchi Toussaint Louverture pour l'indépendance de Saint-Domingue) et féministe engagée (un des chapitres de *Society in America* s'intitule «Non-existence politique des femmes»). Défenseuse de toutes les sans-voix, à son époque, elle devait faire désordre. Ces traductions n'ont pas été rééditées au XX^e siècle et il n'y en a pas eu de nouvelles¹.



Mais elle n'est pas la seule, dans ce champ des sciences humaines, à avoir été oubliée

On pourrait citer, parmi celles qui lui ont succédé, Marianne Weber. Sociologue critique des raisonnements binaires qui opposent égalité et différence, universel et particularisme, sphère privée et sphère publique, identité et communautarisme, et autrice d'un ouvrage pionnier sur l'évolution du statut juridique des femmes, elle a ouvert la voie à une théorie sociologique fondée sur le point de vue des exclu-es du droit, de la

citoyenneté, de la vie publique et politique. Ses livres n'ont pas été traduits². Ou Viola Klein, sociologue qui a contribué à la compréhension de la formation du stéréotype de la féminité et à la théorisation de ce qu'on appelle aujourd'hui le genre, et des procédés qui, d'une manière générale, construisent, légitiment et font apparaître comme naturelles les catégorisations binaires et hiérarchiques. Ses livres n'ont pas été traduits³. Ou encore, et par exemple, Alva Myrdal, Mirra Komarovsky ou Nina Rubinstein. Pour ne parler que de celles qui ont œuvré avant les années 1960. Toutes se sont penchées sur les rôles, les droits, les places attribuées aux femmes dans la société occidentale. Et toutes, en dehors des études de genre, sont étrangement absentes des cours de sociologie dispensés au sein des universités françaises. ■

M.-H. D.

1. Harriet Martineau, *Illustrations of Political Economy*, Charles Fox, 1832-1834; *Contes de Miss Harriet Martineau sur l'économie politique*, Charles Gosselin, 1834 (traduction M. B. Maurice);

Society in America, Charles Fox, 1837; *Voyage aux États-Unis, ou Tableau de la société américaine*, Pagnerre, 1839 (traduction Benjamin Laroche).

2. Marianne Weber, *Ehefrau und Mutter in der Rechtsentwicklung* (Évolution du statut juridique d'épouse et de mère), J. C. B. Mohr, 1907; *Frauenfragen und Frauengedanken* (Pensée des femmes et condition féminine), 1919, J. C. B. Mohr, recueil de textes dont un, « La Femmes nouvelle » a été traduit par Michèle Dupré, Gwenaëlle Perrier, Isabelle Berrebi-Hoffmann et Michel Lallement, dans *Nouvelle revue des sciences sociales*, n° 7, 2016.

3. Viola Klein, *The Feminine Character. History of an Ideology* (La féminité. Histoire d'une idéologie), Routledge, 1946; Viola Klein et Ava Myrdal, *Women's Two Roles. Home and Work* (Les deux rôles des femmes. Maison et travail), Routledge, 1956.



LUCÍA SÁNCHEZ SAORNIL

Texte : Éphéméride anarchiste & Dessins : OLT - (CC BY-NC-SA)



Née dans une famille modeste, elle obtient en 1916 un emploi à la compagnie de téléphone, mais poursuit des études à l'académie des Beaux-Arts. En 1918, passionnée par la poésie, elle intègre le mouvement littéraire « Ultraísmo » et publie ses premiers poèmes.



Militante anarcho-syndicaliste, elle prend part aux conflits sociaux de la « Telefonica ». Mutée à Valence en 1927, elle collabore aux journaux anarchistes *Tierra y Libertad*, *Solidaridad Obrera*, etc. De retour à Madrid en 1929, elle devient secrétaire de rédaction au journal *C.N.T.*

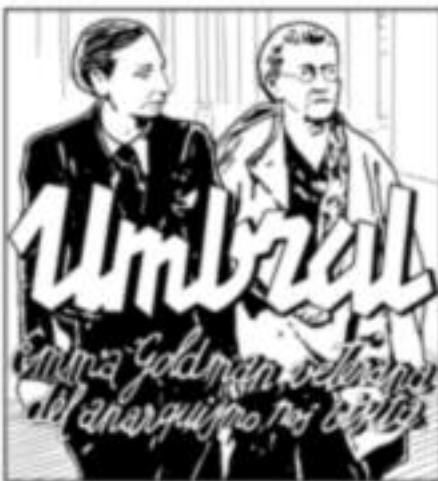


Militante féminine convaincue, elle reste persuadée que les revendications des femmes requièrent une organisation spécifique.



En 1936, avec les compagnes Mercedes Comaposada, Amparo Poch y Gascón, elle fonde le mouvement d'émancipation « Mujeres Libres » (Femmes Libres) qui

édite, à partir de mai 1936, la revue du même nom. Lorsqu'éclate la révolution, elle se démeure sans compter, présente sur le front comme à « Radio Madrid ».



De retour à Valence, en 1937, elle devient la principale rédactrice de l'hebdomadaire anarchiste *Umbral* : elle y rencontrera sa compagne América Barroso. En mai 1938, Lucia est nommée secrétaire générale



de Solidarité Internationale Antifasciste (S.I.A.), chargée d'organiser l'aide internationale. La révolution écrasée, elle se réfugie en France début 1939, et tente de secourir les réfugiés.



En 1942, pour éviter d'être déportée dans les camps nazis, elle retourne à Madrid, puis à Valence, vivant jusqu'en 1954 dans une totale clandestinité. Elle est morte à Valence, le 2 juin 1970.

La lumière au bout du tunnel est un train

**Aaah la campagne, le bon air, la vie saine, la solidarité,
pas comme en ville !**

CA FAIT UN PETIT MOMENT que les statistiques font ressortir cette singularité gênante: si, dans notre pays, un tiers des femmes environ vivent en milieu rural, la moitié des féminicides s'y produisent.

La première réaction que j'ai eue en regardant ces sondages (cet état de fait ne date pas d'hier) a été *Bah oui, il y a plus de chasseurs et donc de mecs armés à la campagne*. Bien qu'il ne soit pas tout à fait vrai que chasseur = rural (77% des chasseurs vivent dans une ville d'au moins 2000 habitants, et 40% dans une ville de plus de 20000 habitants), la corrélation est exacte: en 2021, le journal *Reporterre* a épluché scrupuleusement et pêle-mêle toutes les données sur les morts par armes de catégorie B et C pour 2020 et 2021 (l'article est paru le 9 décembre). Il en ressort que les hommes (la quasi-totalité) tuent à l'arme à feu d'abord des hommes, mais qu'ils tuent aussi leur femme, et se flinguent souvent dans la foulée. Un féminicide sur quatre est perpétré au moyen d'une arme de chasse selon la page Facebook « Féminicides par compagnons ou ex »¹, tandis que la Délégation aux victimes (DAV) estime ce chiffre autour de 30% des féminicides. Selon le psychiatre Jean-Louis Terra, « le risque de meurtre d'une femme est cinq fois plus élevé dans un foyer pourvu d'une arme à feu ». Or, la présence d'une carabine est plus fréquente dans les foyers ruraux que dans les foyers urbains.

Mais ne jetons pas l'opprobre sur les chasseurs, les flics aussi sont armés, ainsi que les militaires

Un homme armé n'est pas plus violent qu'un autre, mais il a l'opportunité d'intimider, menacer et tuer plus facilement. L'occasion crée le larron, raison pour laquelle il serait bon de se pencher, pour toutes les professions armées, sur cette dimension des choses. Car la présence d'une arme létale à la maison affecte considérablement les équilibres familiaux. Il est certain qu'on est plus sûr de son bon droit avec un flingue à la main, et qu'on a moins envie de la ramener quand la personne qui vous tyrannise est armée. Voilà pour les paramètres qui concernent les agresseurs.

Par ailleurs, la misogynie et les points de vue machistes sont loin d'être l'apanage des milieux ruraux, mais les stéréotypes de genre et les préjugés y sont particulièrement marqués.

Et du côté des victimes? Un rapport sénatorial d'information très fouillé sur les féminicides ruraux, daté de 2021-2022², met en avant les entraves particulières auxquelles les femmes sont confrontées en milieu rural. Très exhaustivement, le rapport commence par s'intéresser à la situation des jeunes filles. Le chapeau de cette partie du rapport s'intitule: « *Jeunesse: des opportunités limitées et une orientation contrainte.* »

Il s'avère que les filles connaissent les mêmes tiraillements que les garçons (« *partir pour avoir plus d'opportunités ou rester pour soutenir sa famille et son territoire* »), mais que, chez elles, s'y ajoute un plus grand manque de confiance en soi et en l'avenir et, surtout, l'absence de ce que le rapport appelle « *des références ou "rôles modèles" féminins* ». Les stéréotypes et les dis-

criminations pèsent d'autant plus lourd sur elles. Une fois qu'elles ont – ou pas – une formation, elles sont confrontées à une offre d'emploi chiche et peu mixte, qui entraîne une précarité statistiquement plus grande qu'en ville. Bien qu'elles soient plutôt un peu plus en emploi à la campagne qu'en ville, elles y sont davantage frappées par la précarité et la pauvreté. C'est encore plus marqué pour les femmes seules avec des enfants.

Les rurales sont enclines à se lancer dans l'entrepreneuriat, mais les obstacles, surtout financiers, sont souvent insurmontables. Et dès ce stade, la mobilité apparaît comme le gros point noir. Nous avons déjà fait un numéro sur les paysannes³, c'est un milieu où les rôles genrés pèsent lourd, et où les choses s'améliorent avec lenteur. Par ailleurs, l'accès aux soins est catastrophique, et cela les affecte particulièrement. Comme le dit abruptement le rapport, « *la santé des femmes n'est pas une priorité dans les territoires ruraux* ».

Arrivant dans le vif du sujet, le rapport parle littéralement de « *double peine* ». Les rurales sont « *plus isolées, plus exposées, moins informées et moins protégées* ». De fait, le maillage d'associations qu'on trouve en ville n'existe pas ou peu dans les zones rurales. L'accès à la Justice est quasi nul, et celui à la police problématique. Il y a de fait une sorte de surveillance globale de chacun.e. J'ai pu faire l'expérience de cette vigilance pas forcément hostile – elle peut avoir des fondements liés à la solidarité et la survie – en achetant, alors que je m'installais comme instit' en Lozère, il y a une quarantaine d'années, une carte IGN dans la librairie de la ville la plus proche. Un homme que je ne connaissais ni d'Ève ni d'Adam se plaça derrière moi pour me montrer sur la carte en question, avec la bonhomie de celui qui rend service, l'endroit exact où j'habitais...

En ce qui concerne la politique, c'est pas une affaire de gon-zesses, comme peut en témoigner mon conseil municipal: 7 membres, 7 hommes. Quand le village avait plus de 100 habitants et donc un conseil municipal de 12 membres, il y avait 2 femmes. Elles n'ont pas été encouragées à rester. D'autre part, avoir un mandat électif, quand on est en milieu rural, pose des problèmes spécifiques liés à la mobilité: on passe beaucoup plus de temps en bagnole, que ce soit pour amener les gosses à l'école ou au point de ramassage ou pour se rendre au boulot, et pour les tâches traditionnellement dévolues à bobonne, telles que les courses ou les démarches administratives, c'est pareil. Il est à noter que les femmes prennent plus les transports en commun que les hommes, et se déplacent davantage à pied. Passons sur les services qui sont à chailles, qu'il s'agisse de soins, d'administrations, d'écoles, de crèches, quand elles existent. Cette multiplication des déserts de toutes sortes écrase les femmes, qui ne peuvent compter que sur leur propre disponibilité, alors qu'avec un éventuel conjoint problématique, elles sont surveillées comme le lait sur le feu, et savent qu'elles n'ont guère de moyens, surtout avec des mômes, de fuir le danger.

Un tel isolement fait du couple et de la famille un huis clos propice aux déchaînements de violence: dans l'espace, on ne vous entendra pas crier. S'y ajoute aussi le fait que la solidarité

particulière propre aux espaces ruraux, et qui tient plutôt de l'entraide, a une tendance lourde à se retourner contre elles plutôt qu'à les soutenir. La sociabilité masculine y est particulièrement marquée, tandis que les contraintes matérielles, qui pèsent plus qu'ailleurs sur les vies féminines, reléguées dans des espaces restreints, ne laissent guère d'occasions pour cultiver les soutiens. De surcroît, quand on veut porter plainte, hormis le fait qu'il est difficile de faire quoi que ce soit, dans cet entre-soi des petites communautés, sans que ça se sache, on le fait à la gendarmerie du coin, où il n'est pas rare que le gendarme auquel on s'adresse connaisse le conjoint violent, voire soit de ses amis. Il est à noter que, d'ici la fin de l'année, si les promesses n'engagent pas que celles et ceux qui y croient, les femmes auront la possibilité de déposer plainte depuis l'hôpital: c'est évidemment un énorme progrès, mais qui implique qu'elles ne seront prises en charge... que quand les violences les auront menées à l'hôpital, car il est peu probable qu'elles le fassent lors d'une simple visite gynécologique. Et on sait ce que sont les déserts médicaux.

La mobilité est au cœur de tout: 80% des femmes et 90% des hommes ont le permis. En France, on parcourt en moyenne 50 km par jour, mais, pour les Françaises, c'est 37,5 bornes (et donc pour les Français 62,5 bornes). Dans la plupart des départements ruraux, la quasi-totalité des ménages a une voiture, et la majorité n'en a qu'une. Or, quand il n'y a qu'une bagnole, c'est principalement l'homme qui la conduit. Cerise sur le gâteau, les transports en commun sont indigents. Personnellement, je dois faire 22 bornes pour arriver à un arrêt de car.

Pas de services, pas d'associations, un accès restreint à la bagnole, on comprend que la ruralité est un territoire masculin où les femmes ne sont pas dans la meilleure position pour faire valoir leurs droits. Il faut dire aussi qu'elles ne sont que peu renseignées sur ceux-ci, et sont encore assez nombreuses à considérer ce qui relève de la tyrannie ou de l'abus comme normal.

La vague masculiniste, manifestation émotionnelle de la turgescence de l'extrême droite dans ce pays, a le vent en poupe, en témoigne hélas la remontée du nombre de féminicides: si on consulte les murs de femmage de #NousToutes (qui comprennent tous les féminicides, en incluant les matricides, les meurtres par personnes de la famille ou proches, les meurtres par clients de prostituées), 136 féminicides en 2023, 141 en 2024, et déjà 151 en ce 24 novembre 2025. S'y ajoute, du côté des gouvernants, ce qu'on pourrait appeler une tentation à la Milei, dégommer à la tronçonneuse tout ce qui ressemble de près ou de loin à un service public et, le moins qu'on puisse dire, est que le tableau, s'il est sombre pour toutes les femmes, est carrément noir pour les rurales: encore moins d'offre de soin, des associations coulées par suppression de crédits, des services sabrés, elles n'ont pas fini de voir les obstacles s'accumuler entre elles et leurs droits. Pour exemple, selon un article récent de la Fondation des femmes, 72% des associations accompagnatrices en milieu rural, comme le Centre national d'infor-



mation sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) ou Solidarité femmes, déclarent fermer des permanences, contre 60% en milieu urbain. Cependant, le rapport sénatorial a sensibilisé l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et l'a poussée à créer le dispositif des Élus ruraux-relais de l'égalité (Erre). Comme le stipule *Village magazine*, « ces élus sont formés pour accueillir la parole des victimes et les orienter vers les structures d'accueil les plus adaptées. Erre s'adresse à toutes les situations de discrimination rencontrées sur une commune rurale: raciale, LGBTQI+, situation de handicap »...

J'ignore combien de départements se sont emparés de ces dispositifs. Le Lot-et-Garonne, en tout cas, a déployé dès 2022 des référents municipaux volontaires qui ont pour mission « d'accompagner les femmes et toutes les victimes de violences intra-familiales », encadrés par les réseaux de professionnels,

la gendarmerie et la Maison de protection des familles, selon un article de *La Dépêche*. L'Aveyron s'est aussi mobilisé.

Quoique confrontée à des coupes drastiques, la Fédération nationale solidarité femmes compte bien s'emparer du sujet pour peser sur les élections de 2026. Ses préconisations concrètes: des taxis ruraux dans tous les départements et un protocole de saisie des armes à feu du domicile dès la première plainte, par exemple. Ce qui paraît une mesure élémentaire de bon sens, mais on s'attend à tous les obstacles possibles et imaginables pour la faire appliquer. Et soutenir le déploiement des initiatives des associations spécialisées, comme les Relais ruraux solidarité femmes, ou des permanences délocalisées.

Car le bon air, la nature, l'espace se paient cher, pour trop de femmes

Et au fond leur situation catastrophique définit bien ce qui permet tant de féminicides: l'impunité des hommes violents, soutenus par leur milieu, et l'absence d'accès aux associations, aux secours, à un hébergement d'urgence le cas échéant, à la Justice pour leurs victimes. Soutenir les femmes et résister aux hommes, en d'autres termes, construire de solides solidarités effectives en faveur des femmes et défaire par tous les moyens les solidarités masculines bien ancrées qui favorisent l'omerta sur les violences domestiques et conjugales, c'est le défi qui se pose en milieu rural plus encore qu'ailleurs. Et tout cela en se passant du soutien de l'État, qui a déjà choisi qui allait être balancé par-dessus bord au profit d'institutions qui en ont un peu plus dans la culotte, comme la police ou l'armée. ■

L. B.

1. <<https://www.facebook.com/feminicide/>>.

2. « Femmes et ruralités: en finir avec les zones blanches de l'égalité », *Rapport d'information*, n° 60 (2021-2022), tome 1, déposé le 14 octobre 2021: <<https://www.senat.fr/rap/r21-060-1/r21-060-1.html>>.

3. *Casse-rôles*, n° 27, février-avril 2024.

L'impatience de se libérer

C'est un roman inspiré par de faits réels. Disons qu'il s'agit plutôt du parcours de femmes enfermées dans la polygamie et qui se racontent; une société d'hostilités cachées, de non-dits et de chicanes; une société patriarcale où règnent le père et les oncles.

L'AUTRICE, Djaili Amadou Amal, Camerounaise d'expression française, peule et musulmane, née en 1975, mariée de force à 17 ans à un homme dans la cinquantaine, parvient à quitter son mari cinq années plus tard. Remariée, elle quittera son deuxième époux pour violences conjugales. Par contre, son compagnon d'aujourd'hui n'a cessé de l'encourager dans ses travaux d'écriture.

L'œuvre ici chroniquée obtint deux prix : l'Orange du livre en Afrique en 2019 et le Goncourt des lycéens en 2020.

L'histoire se situe dans une famille plutôt aisée où le père a décidé de marier deux de ses filles, Hindou et Ramla ; bien sûr contre leur gré.

(Cette coutume n'est pas particulière à la société musulmane : ma propre mère, fille d'une classique famille paysanne française, catholique, me racontait qu'elle ne voulait pas se marier avec mon père. Mon grand-père l'obligea.)

Ramla, douée pour les études, espérait devenir pharmacienne, tandis que celui qu'elle aimait étudiait les télécommunications pour devenir ingénieur. Les rêves ne durèrent pas.

L'organisation du départ des deux sœurs vers le mariage forcé se précisa quand le père et les oncles réunis – chaque oncle étant un second père – vont leur prodiguer force recommandations pour devenir de bonnes épouses, conseils multiples qu'il n'est pas possible de citer ici entièrement : « Craignez votre Dieu. Soyez soumises à votre époux. Soyez pour lui un champ et il sera votre pluie. Soyez patientes. Préservez sa fortune, sa dignité, son appétit. Épargnez sa vue, son ouïe, son odorat. À partir de maintenant, vous appartenez chacune à votre époux et lui devez une soumission totale instaurée par Allah, etc. »

(p. 18 et suivantes)

Pourtant, un précepte du Prophète stipule que le consentement d'une fille à son mariage est obligatoire.

L'ancien fiancé de Ramla exprima sa colère, ce qui amena le père à préciser sa pensée pour dire que « le mariage n'est pas qu'une question de sentiment. Au contraire. C'est d'abord, et avant tout, l'al-

liance de deux familles. C'est aussi une question d'honneur, de responsabilité, de religion – et j'en passe » (p. 55).

On ne demanda donc pas l'avis de Ramla qui aurait dû écouter les conseils de sa tante : « N'épouse pas qui tu aimes. Épouse celui qui t'aime si tu veux être heureuse ! » (p. 60)

Car il était en effet inimaginable qu'une fille puisse ne pas vouloir épouser l'homme qu'on lui imposait : « Oui, c'eût été inconcevable. Quelle fille oserait refuser un homme aussi important ? L'affaire était entendue. Il en avait assez discuté avec mon oncle. Le reste ne fut que pure formalité. » (p. 49)

Le sort d'Hindou ne fut pas meilleur qui épousa un homme violent, alcoolique et drogué ; sa résistance fut telle que la nuit de noces fut une nuit de viols – aidée de Viagra et de Tramadol – et de coups. Elle devint cependant, comme s'il ne s'était rien passé, une coépouse qui entra dans les conflits et les jalousies que suscite la polygamie ; en apparence, les coépouses faisaient semblant de bien s'entendre. La situation se dégrada encore quand le mari invita une femme extérieure à passer la nuit dans sa chambre.

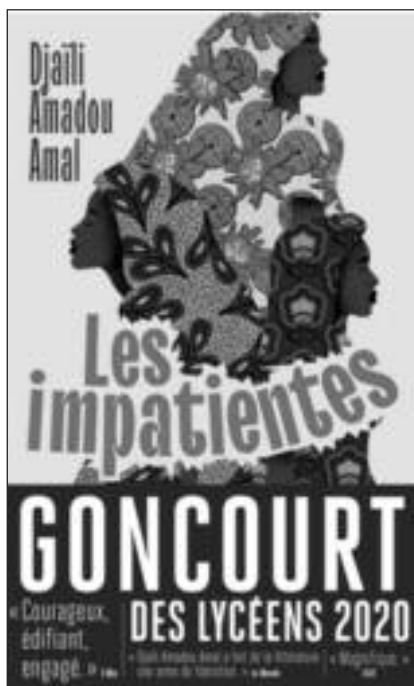
Malgré ses pleurs, ses plaintes, personne ne vint en aide à Hindou. Plus personne à qui se confier ; sans secours ni espoir, résignée, elle finit par se conformer à ce que tous attendaient d'elle ; la mort lui sembla la seule échappatoire.

Après encore une nuit de violences, elle fuit sans savoir où aller...

On la retrouve, on la ramène. Elle a changé, elle est malade, on dit qu'elle est folle, qu'elle est hantée par un djinn malveillant...

Autre épisode : Safira, première épouse, voit arriver après une vingtaine d'années de mariage, Ramla, une deuxième épouse qui a quasiment l'âge de sa propre fille ; la rivalité va être rude. Safira ne supportera pas la situation. Elle va se préparer au combat en convoquant quelques membres de sa famille ; il va s'agir tout simplement de se débarrasser de sa rivale, entre autres moyens par l'intermédiaire de marabouts, mais elle finira par faire accuser la deuxième épouse de vol et de tromperies. Répudiée, puis ramenée au foyer, Ramla, à bout de patience, qualité tant recommandée aux épouses, excédée, finira par fuir définitivement. ■

André Bernard



Djaili Amadou Amal, *Les Impatientes*, éditions Emmanuelle Collas, 2020 et Prix des lycéens, rééd. J'ai lu, 2024.

Appel à souscription pour la parution du *Dictionnaire de pédagogies critiques*

LA PÉDAGOGIE CRITIQUE est définie comme pédagogie visant la conscientisation des rapports sociaux et la remise en cause des dominations, dans une perspective de transformation sociale. Notre *Dictionnaire de pédagogies critiques* est un espace où se partagent des réflexions à la fois sur des sujets spécifiques (le genre, le racisme, l'écologie, le validisme, la classe sociale), mais aussi sur des problématiques transversales à la prise en compte des dominations (la conscientisation, la lecture, les savoirs). À la rencontre entre théorie et pratique, l'ouvrage présente les pratiques pédagogiques contemporaines et les réflexions qu'elles suscitent, à l'école ou ailleurs.

Les travaux d'Irène Pereira et du réseau des pédagogies radicales ont très largement contribué à diffuser en France la pensée de pédagogues critiques comme Paulo Freire ou bell hooks, et constituent une référence.

Cependant, la mise en œuvre de la pédagogie critique en France semble s'être faite sous l'influence de personnels dans et en dehors de l'Éducation nationale, luttant au sein des mouvements sociaux, qu'ils soient syndicaux, féministes, antiracistes, décoloniaux ou écologistes, et qui trouvent dans les concepts de la pensée critique contemporaine un moyen de repolitisser les pratiques pédagogiques et éducatives, de l'intérieur de l'institution ou de l'intérieur des mouvements pédagogiques.

Ces derniers se nourrissent de la pédagogie critique, tout comme celle-ci prend appui sur les pratiques de la pédagogie nouvelle, comme le montre l'important ouvrage *Entrer en pédagogie antiraciste* de SUD éducation 93, où l'on reconnaît plusieurs pratiques Freinet.

Il nous a semblé important, aujourd'hui, de dresser une sorte de panorama des concepts et des

réflexions issues de la pédagogie critique et de partager nos pratiques et les questions nouvelles qui en surgissent.

Ce travail d'édition du *Dictionnaire de pédagogies critiques* est avant tout un travail de collecte et de mise en réseau.

Librairie en ligne de Questions de classe(s):

<<https://www.helloasso.com/associations/questions-de-classe-s/boutiques/questions-de-classe-s-la-revue-n-autre-ecole-et-des-livres-sur-l-education>>

Vous pouvez aussi accéder à la librairie en ligne à l'aide de votre smartphone en photographiant ce code



De notre abonné Bruno Pinel Appel à poèmes...

LES ÉDITIONS DU PERSIL-FLEUR envisagent de réunir 10 à 30 écrivaines et poétesses¹, pour la réalisation d'un ouvrage collectif dont le titre pourrait être *Le Corps des femmes* ou *La Femme, par les femmes...*

L'ouvrage comprendra 120 à 150 pages. Il sera édité avec un contrat d'édition à compte d'éditeur et une diffusion en Bretagne et à tout l'espace francophone (librairies indépendantes et plateformes en ligne).

Tous les styles poétiques et d'écriture seront étudiés, même les plus novateurs ou iconoclastes. Toutes les langues ou dialectes aussi, pour peu qu'ils soient accompagnés de leur traduction française. Des illustrations sont possibles, voire appréciées, avec dessins ou affiches, aquarelles, montages, collages, photographies. Tou-tes libres de droit.

L'ouvrage privilégiera la forme du poème, mais une place pourra être réservée à des mini BD sur 4 pages maximum, ou à une série d'illustrations assorties d'une légende ou d'un commentaire poétique. De même pour des nouvelles de 2 à 3 pages maximum, dès lors qu'elles aient une dimension poétique affirmée.

Chaque autrice peut proposer plusieurs textes poétiques ou poèmes. L'usage de l'IA éliminera toute œuvre.

L'édition se fera au format restreint type 13x18 et le titre sera choisi par l'ensemble des coautrices. Les critères pour l'ordre de présentation dans le livre n'ont pas encore été définis. Il est envisagé un lien internet et un QR-code permettant un accès audio de ces textes. Les droits d'auteur seront répartis au prorata du nombre de pages fournies par chaque autrice.

L'ouverture de cet appel à candidatures est immédiate. Cet sera clos le 31 mars. Il sera alors donné six mois maximum aux autrices pour adresser leur(s) œuvre(s) à l'éditeur, pour une publication prévue à la fin de l'année 2026. Lors de la proposition de candidature, fournir quelques brèves explications concernant le sujet, le style, le nombre et la taille approximative de l'œuvre. Il sera répondu à chacune des propositions.

Renseignements: Bruno Pinel: tél. 06 04 47 58 21; mail: bruno.pinel8@orange.fr; site personnel <www.bruno-pinel.fr>; courriel: editions.persil.fleur@gmail.com; (site de l'éditeur en cours de construction).

Leurs deux premières parutions sont *Violences conjugales, quand tout le monde s'en fout* (réédition remaniée de *Le Diable portait un uniforme*) et *Sous le joug d'un pervers narcissique* (un podcast audio avec son livret), février 2026. ■

Les éditions du Persil-Fleur sont de création récente. Elles éditent à compte d'éditeur. Elles ont pour éthique de permettre l'expression libre et critique...

1. Sont acceptés les textes proposés par des auteurs transgenres ou à la féminité affirmée.

Insoumises de Haïti

LE ROMAN de l'autrice haïtienne Yanick Lahens, *Passagères de nuit*, dédié à ses aïeules est écrit pour combler un manque: celui de l'histoire des femmes haïtiennes, femmes que l'on n'entend pas, mais qui créent le chemin et permettent à l'ensemble de tenir.

Les luttes ne se mènent pas toujours de façon frontale, mais on peut aussi résister dans l'ombre, et c'est à ces femmes invisibles que l'autrice veut rendre hommage, femmes d'hier mais aussi d'aujourd'hui en Haïti.

Elles font vivre l'île en dépit des turbulences, en assurant les soins aux enfants et aux personnes âgées, et en s'impliquant dans le secteur informel (petits élevages, commerce de rue, artisanat) qui représente plus de 80% de l'emploi total sur l'île. Elles portent les cicatrices de l'esclavage, la mémoire des oppressions, de la violence des hommes, mais aussi un désir ardent de parler, d'aimer et de transmettre l'élan des luttes.

Elle écrit comme elle danse

De Yanick Lahens, le journal *Le Monde* dit qu'elle écrit comme elle danse. Sa prose poétique est dense et musicale et son récit fragmenté, qui peut nous égarer dans le temps et l'espace, rend justice à la complexité de ces vies de femmes héroïnes de la nuit, invisibles mais essentielles.

Dans son livre, l'autrice raconte les trajectoires de figures féminines inspirées de ses ancêtres, de la Nouvelle-Orléans à Haïti au XIX^e siècle.

Élisabeth est la narratrice de la première partie du roman, née à la Nouvelle-Orléans en 1818, elle est la descendante d'une esclave affranchie venue d'Haïti. Après avoir failli tuer l'homme qui voulait la violer, elle retourne sur la terre de ses ancêtres où elle apprend à devenir maîtresse de sa propre vie en refusant de se soumettre au désir des hommes. « *C'est un moment redouté par toutes les femmes, celui où ces hommes veulent se frayer à violents coups de boutoir un chemin dans l'humidité de leurs cuisses.* »

Quelques années plus tard, Régina, seconde narratrice de cette histoire, s'éprend du fils d'Élisabeth, le général Léonard

*Pour mon aïeule, Régina Jean-Baptiste.
Silencieuse. Totem puissant partie trop tôt,
Sans m'avoir dit...
J'ai traversé ton absence, à pas lents,
des années durant.
Pour ma bisaïeule, Élisabeth Jacobs,
arrivée de La Nouvelle-Orléans,
nimbée de ses secrets et de ses mystères.*

Corvaseau venu libérer la ville de Port-aux-Princes lors de l'arrivée au pouvoir de Sylvain Salnave. Ce dernier est un personnage réel, controversé pour son comportement dictatorial, nommé protecteur de la République entre 1867 à 1870; il est jugé en 1870 par une cour martiale pour massacres et trahison, et exécuté en janvier 1870.

« *Nous, les petites gens n'avons pas été sauvés par Salnave. Nous avons vécu le retour des mêmes événements: des liesses euphoriques que des insurrections violentes faisaient taire par le bruit des armes. Des guerres se livraient, mais il n'y avait pas de vraies victoires. Ceux qui se croyaient les vainqueurs ne l'étaient pas vraiment... Il y avait juste une trêve jusqu'à la prochaine fois. Le courage des vaincus prend racine dans l'invisible, l'humide, le noir de la terre. Tu as beau vouloir couper des branches, brûler le tronc, l'arbre trouve toujours la brèche entre deux pierres, au cœur d'un terreau oublié pour renaître et te narguer par sa ténacité.* »

Régina, en choisissant l'homme qu'elle aime, en refusant les privilèges que cette proximité avec le général Corvaseau aurait pu lui procurer, s'émancipe tout en faisant un pied de nez aux vainqueurs: « *J'ai dévoré les jours avec appétit et patience. J'ai tout englouti, l'accablant, le terrible en versant par-dessus la jouissance ensoleillée, la joie d'un repas, le sourire d'une amie me contant une bonne vente, le regard de ma fille, celui de ma petite fille.* »

L'autrice nous fait un portrait vibrant comme un chant de ces femmes habitées par une farouche résistance, un roman pétri de violence et d'espoir. ■

A. N.

Yanick Lahens, *Passagères de nuit*, Sabine Wespieser éditeur, 2025.
Prix Goncourt des détenus et Grand Prix du roman de l'Académie française, 2025.

« Yanick Lahens : écrire Haïti », Radio France, 5 épisodes :
<<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-yanick-lahens-ecrire-haiti>>.

Choc !

LA COLLISION traite d'un thème très intéressant. Son point de départ est un fait divers survenu en 2012, en plein centre-ville de Lyon. Une femme meurt brutalement après avoir été percutée par un adolescent circulant à 80 km/h en moto-cross, lors d'un rodéo urbain.

Dix ans plus tard, son fils est devenu journaliste. Toujours hanté par la disparition de sa mère, il observe comment ce type de tragédie est régulièrement exploité dans l'espace public pour fracturer la société et dresser des camps les uns contre les autres. Refusant les lectures simplistes, il décide de revenir sur l'événement, d'en explorer la complexité et de partir à la recherche du jeune motard, afin de comprendre son parcours, son environnement et les mécanismes qui ont rendu l'accident possible. À travers ce récit, l'auteur fait dialoguer deux destins qui évoluent en parallèle, dans une même ville, au sein de deux familles que tout oppose et qui s'ignorent, jusqu'au jour où leurs trajectoires entrent en collision. Le livre met en lumière des manquements collectifs, interroge la force des convictions individuelles face au réel, et propose une réflexion sur la manière dont la société fabrique parfois l'irréparable.

Présenté comme un récit-enquête, *La Collision* mêle investigation journalistique et écriture littéraire, pour saisir ce que le fait divers dit du pays, de ses tensions et de ses zones aveugles. ■

Alain Dob

Paul Gasnier, *La Collision*, Gallimard, 2025.

Des fois que tu manques de raisons d'être féministe...

👉 En 2024, 614 nourrissons (enfants de 0 à 2 ans) ont été accueillis dans une unité médico-judiciaire pour des faits de violences sexuelles.

👉 Selon un sondage Ifop pour la Fédération nationale Solidarité femmes, 24% des femmes ont subi des violences économiques dans leurs couples (37% pour les 18-35 ans). 28% des femmes en couple n'ont pas de compte à leur nom.

👉 Au mondialement connu Théâtre du soleil, 2 agresseurs sexuels ont été couverts pendant plus de quinze ans par Mouchkine et le système de relations affectives mis en place. Ils s'en prenaient essentiellement à des lycéennes venues faire du bénévolat auprès de la troupe.

👉 25 lycéennes ont été enlevées par des hommes armés dans la nuit de dimanche 16 à lundi 17 novembre dans l'État de Kebbi, dans le nord-ouest du Nigeria,

👉 En 2024, toutes les dix minutes, un conjoint ou un membre de sa famille a tué intentionnellement une femme, et cette tendance est à la hausse, selon l'ONU.

👉 Environ 840 millions de femmes dans le monde, soit près d'une femme sur trois, ont subi des violences conjugales ou sexuelles au cours de leur vie. Deux nouveaux rapports de l'ONU déplorent le manque de financement et de grandes lacunes pour lutter contre l'une des plus anciennes crises de droits humains.

👉 Il existe des applications d'intelligence artificielle créées et utilisées par des salopards réels pour produire des images déshabillées à partir de photos ordinaires de personnes. Les premières victimes de la fabrication et la diffusion de ces images sont les adolescentes.

👉 Une commission du Vatican exclut l'ordination de femmes diacres (en vrai on s'en fout).

👉 Depuis le 10 novembre, les femmes travaillent gratuitement au travail; à la maison, c'est depuis le 1^{er} janvier.

👉 Une asso de pères « Défendre les enfants » plaide pour que le 3919, numéro d'écoute dédié aux femmes victimes de violences, soit ouvert aux hommes. Argument: « *Au numéro maltraitance animale, on ne fait pas de différence entre les chats et les chiens, pourquoi en faire entre les femmes et les hommes?* »

👉 Un – maintenant ancien – policier condamné à douze ans de prison pour avoir violé 3 femmes venues déposer plainte.

👉 Un homme de 49 ans a été inculpé au Royaume-Uni, accusé d'avoir drogué et violé sa désormais ex-femme à de nombreuses reprises pendant des années, tandis que 5 autres hommes ont été inculpés pour viols sur cette même femme. Quand on dit que Pélicot est un type ordinaire... ■

Ch. R.



Des graines pour la santé du peuple

Diane Wilson, autrice amérindienne, a réussi un premier roman dont le fil conducteur sont les semences, qui assurent la santé du peuple et qui se transmettent par les femmes à travers les générations, et en dépit des aléas.

OR, LES ALÉAS, pour les Indiens, ça ne manque pas. L'État a parqué les Dakhóta dans une réserve, et voilà que les colons envahissent la terre-même qu'on leur a assignée! Cela fait terriblement penser à Gaza. Alors, c'est la guerre dakhóta de 1862, un genre de 7 octobre: les guerriers tuent quelques fermiers envahissants, et sont très vite massacrés par l'armée, les survivant-es déportées en une marche de 250 km, en plein hiver, jusqu'à un camp de concentration. Femmes, enfants, vieux, les combattants sont morts, ou en prison, ce qui revient au même. Celles et ceux qui auront survécu à ce traitement seront envoyés au printemps, en péniches, dans une nouvelle réserve. Et pendant cette catastrophe, les femmes dakhóta ont cousu des graines dans les ourlets de leurs jupes et de leurs couvertures, afin de les préserver pour des printemps futurs.

L'autrice raconte, en fin d'ouvrage, que son roman est né de cette histoire, pour rendre hommage à ces femmes soucieuses de la subsistance à venir. Mais c'est un roman au présent! On est en 2002, Rosalie Iron Wing quitte sa ferme en hâte. Il neige. «*J'ai relâché la pression de ma botte sur l'accélérateur... ça change rien de connaître le flic du coin quand il a un quota d'amendes à coller avant la fin du mois.*» Elle a 40 ans. Son mari, petit fermier blanc, vient de mourir, laminé par l'industrialisation de l'agriculture et son maïs Mangenta. Elle retourne enfin à la source, elle remonte la rivière vers la cabane en rondins construite par son arrière-arrière-grand-père, et à laquelle elle n'a cessé de penser pendant toutes ces années, depuis qu'on l'y a raptée à l'âge de 12 ans pour la projeter dans le monde blanc. La cabane est là. Elle décharge ses provisions pour quelques jours. La tempête de neige, et

la nécessité d'être là, vont faire qu'elle y passera l'hiver, avec le soutien en gibier et autres victuailles de la part d'Ida, une qui est restée près de la source.

Dans la cabane, les souvenirs affluent. Son père d'abord, dont la casquette est pendue à un clou près de la porte. Elle est née ici, a très peu connu sa mère, mais son père s'est occupé d'elle quand, à la fin des années 1960, et après qu'il ait été viré de son poste de professeur parce qu'il enseignait l'histoire indienne (à des enfants indiens!), il a décidé de se retirer du monde avec elle dans le refuge de cette

cabane. Il a été enseignant et transmetteur de savoirs pour elle. Il n'a pas manqué de lui raconter l'histoire de son peuple, l'a emmenée visiter les lieux de mémoire de la guerre dakhóta. «*Il dit qu'oublier, c'est facile. C'est le souvenir qui épuise.*» C'est un homme blessé, mais toujours très attentif et présent à sa fille, qui a aussi appris de lui à poser un collet, à dépecer et vider son lapin pour le cuisiner, à récolter des plantes sauvages pour se nourrir et se soigner. Elle est une vraie sauvageonne. Mais il meurt d'une crise cardiaque et les services sociaux déboulent et la raptent pour la confier à une femme blanche, puis une autre.

Elle dénote, avec ses grandes jambes et ses jeans flottants, où toujours un bouquin dépasse de la poche arrière. Elle est incomprise, méprisée, exploitée.

Heureusement, il y a son amie Gaby, Gaby Makespace, la seule Indienne de sa classe, dont l'amoureux est un dealer, et le frangin aussi. À ce qu'on dit! Gaby pense qu'entre Indiennes, on doit s'entraider et se soutenir. C'est pourquoi elle l'invite chez sa Tatie Véra, histoire de la sortir de sa famille d'accueil. Gaby, qui se retrouvera enceinte tandis que son chéri est en taule et à qui ça donnera un coup de fouet. Elle entreprend des études de droit et, grâce à la Tatie qui s'occupe du môme, devient avocate et défend la rivière contre la pollution chimique agricole, cependant que son frangin abandonne les paradis artificiels pour s'engager dans l'American Indian Movement (AIM)¹.

Ah, ça se bouscule dans la cabane en rondins! Dans ce cocon de neige, reviennent les histoires que racontait son père. Celle de Marie Blackbird, qui, enfant, a cousu des graines dans l'ourlet de sa jupe et qui, en 1889, parquée dans la nouvelle réserve «*comme le bétail de l'homme blanc*», fait un amer constat: «*Ce que les colons blancs appelaient progrès se déchaînait comme une tempête furieuse partout sur notre terre, et aucun de nous n'était assez fort pour lui résister.*» Ici, un Institut de formation religieux accueille les élèves dakhóta pour qu'ils apprennent «*à devenir des professeurs, des pasteurs et des fermiers*». Elle y a été embauchée, car «*convertie*», pour y faire la cuisine. Mais à 40 ans, elle retourne sur ses terres ancestrales en épousant un professeur d'agriculture nommé là-bas pour enseigner aux familles dakhóta qui sont revenues, en les rachetant!, sur leurs terres. C'est lui qui va construire la cabane en rondins. À 70 ans, Marie va transmettre tout ce qu'elle sait des semences, comment les conserver, quand les semer, à sa petite-fille Darlène, qui adore baguenauder avec elle dans les bois et apprendre au passage tout un savoir naturaliste.

Darlène, la grand-tante de Rosalie, qui a cherché dans tous les services possibles sa petite-nièce disparue, et qui, à



la fin de sa vie, en dépit des réflexions et réprimandes, a transporté en bus, et monté au 3^e étage de la maison de vieux où elle a sa chambre, des seaux et des seaux de terre piquée le soir à la roseraie municipale, pour installer devant sa fenêtre quantité de pots et boîtes de conserve où elle a semé les graines de maïs qu'elle devait transmettre à Rosalie. Façon magique de l'appeler. Et ça agit. D'ailleurs le roman est ainsi construit qu'il dévoile dès les premières pages le récit des retrouvailles de Darlène et sa forêt de maïs avec sa petite-nièce Rosalie.

Rosalie Iron Wing qui se penche sur sa vie et a le sentiment d'avoir «*dérivé comme une feuille morte en automne, emportée par chaque rafale dans une nouvelle direction*», alors que, tout le long de sa vie «*chez les Blancs*», elle n'a jamais fléchi et toujours assuré en toutes circonstances malgré l'épreuve qu'a représenté le fait d'«*avoir une tête d'Indienne dans une communauté chrétienne vivant sur une terre dakhóta*». Rosalie, souffrant à présent de sa solitude, qui retrouve sa famille indienne et par là même «*un ancrage, une identité*».

C'est à partir de la cabane en rondins, lieu des remémorations profondes, que les éléments de l'histoire s'assemblent, nous faisant traverser les guerres, déportations, camps, familles dévastées, enfants enlevés à leurs parents, sinistres pensionnats religieux, dont on sait à présent ce dont ils sont capables avec des enfants blancs, petits-bourgeois catholiques, et dont on n'ose imaginer ce qu'ils ont fait

subir comme humiliations et sévices à des enfants indigènes qu'il fallait soumettre...

On traverse le mal-être des générations suivantes, l'alcoolisme, le suicide, mais aussi la renaissance indienne, la solidarité qui existe dans les centres communautaires où l'on tâche de rassembler les familles démembrées, de refaire du lien et de l'entraide et de poursuivre la transmission des savoirs indigènes. Et c'est à quoi notre autrice a travaillé toute sa vie avec l'ONG Dream of Wild Health, spécialisée dans la culture et la protection des semences indigènes et dans la transmission de ces savoirs à la jeunesse autochtone, et avec la Native American Food Sovereignty Alliance, qui travaille à la réappropriation par les communautés autochtones de leurs systèmes alimentaires.

Merci à Diane Wilson pour cet entrelacement d'histoires de femmes résistantes, et pour faire la preuve que, non, les Indiens ne sont pas devenus de «*bons Indiens*», elles et eux sont toujours là, et bien vivant-es! ■ **M. M.**

Diane Wilson, *Les Semeuses*, Rue de l'échiquier, 2024.

1. L'American Indian Movement est créé en 1968. Il a occupé, humoristiquement et pacifiquement, l'île d'Alcatraz pendant dix-neuf mois, en 1969, puis le Bureau des Affaires indiennes à Washington en 1972 et, enfin, en armes cette fois-ci, en 1973, le site de Wounded Knee, lieu du massacre au canon d'une tribu en déroute.

« Les mots sont traîtres »

Le type de critique autour de l'emploi d'un mot de mon article paru dans le numéro 32 de *Casse-rôles*¹ serait un très intéressant sujet de débat: l'inconscient dans l'utilisation du langage et ses conséquences...

MAIS, comme seuls des éléments choisis autour du mot ont été utilisés dans le paragraphe le contenant, il est indispensable de rappeler ce paragraphe en question ne faisant compréhension qu'en bloc, et d'apporter en tant qu'auteur de courtes précisions:

«*Terminons en portant un regard particulier sur les femmes immigrées de nos banlieues populaires et de leurs filles qui sont au cœur de l'intersectionnalité des discriminations. Victimes d'assignations, elles ne sont prises en compte que dans le cadre de la structure familiale et n'ont pas vraiment d'existence comme êtres à part entière: entre violences de la polygamie restante, des mariages forcés et surtout des violences conjugales. De nombreuses associations musulmanes ou des responsables femmes de centres sociaux agissent pour des dynamiques libératrices. La focalisation sur les violences parmi les migrants occulte celles des Français dits de souche et stigmatisent les premiers: l'immigration est instrumentalisée comme le danger pour les droits des femmes.*»

L'esprit et le texte de l'article et du paragraphe concerné répondent bien à son titre: «*Évolutions des oppressions... et*

des résistances...», les résistances se construisant à partir des oppressions; par ailleurs, sans surprise, ma vision proposée est celle des groupes et non que de cas isolés.

En amont de l'emploi du mot «*les*» dans la première phrase générale «*les femmes immigrées...*» qui renvoie à «*elles*» dans la phase qui interpelle: «*Victimes d'assignation, elles ne sont prises [...] conjugales*», il y a absence essentielle de la prise en compte, bien indiquée, de «*l'intersectionnalité des discriminations*» pour toutes les femmes immigrées, constat qui introduit successivement les discriminations et les oppressions: l'origine et la classe sociale pour «*[...] pas prises en compte [...] êtres à part entière*», renvoyant bien évidemment aux carences des pouvoirs publics avec, d'ailleurs, tant de cas dramatiques à citer; le genre pour «*entre violences de la polygamie [...] conjugales*»: sur cette dernière partie, «*et en plus entre violences...*» séparant la phase aurait pu renforcer si besoin le sens. En aval de cette phrase, il y a absence essentielle de prise en compte de celle qui suit: «*De nombreuses associations musulmanes...*

libératrices», alors qu'elle introduit clairement les résistances des femmes immigrées, non pas victimes passives et stigmatisées, mais bien en capacité de faire dans leur milieu de vie. Les réussites individuelles, listées dans l'article critique, sont à saluer bien sûr tout en rappelant les grandes difficultés d'accès à cette réussite (voir le film *Divertissimo*).

Privilégiant le regard de groupe des femmes immigrées des quartiers populaires et leur autonomie de résistance, nécessaire pour que le radicalisme féministe urbain arrive à se connecter avec elles, celles qui restent sur place dans les cités, et qui s'en sortent autrement et fièrement, participent à l'émancipation collective.

Les mots comme les raccourcis peuvent être traîtres – nous serons tous et toutes vigilant-es. ■

Jean Annequin

1. Voir *Casse-rôles*, n° 32, «*Évolution des oppressions masculinistes et des résistances entre siècles*», p. 26-29. Et *Casse-rôles*, n° 33, «*Les mots sont parfois traîtres*», p. 49.

Les sociétés matriarcales

Oui, elles ont existé, et c'est ce que démontre Heide Goettner-Abendroth dans son livre *Les Sociétés matriarcales. Recherche sur les cultures autochtones à travers le monde*. Livre qui m'accompagne et résonne pour moi, au travers de mes autres lectures et des événements du monde.

HEIDE (je l'appellerai affectueusement comme ça) est docteure en philosophie des sciences. Elle enseigne à l'Université de Munich de 1973 à 1983, grandes années du féminisme, et réalise qu'elle ne parle jamais que de l'homme, voire de l'Homme. Où sont les femmes dans l'enseignement universitaire? Leur histoire est niée ou déformée. Heide quitte l'*establishment* et fonde un Institut de recherches sur les sociétés matriarcales, réunissant autour d'elle beaucoup de chercheuses de différentes disciplines (archéologues, ethnologues, philosophes, etc.) qui analysent le matériel disponible chez les auteurs du passé et le confrontent, sous l'angle d'une analyse féministe, aux données des recherches actuelles sur des sociétés matriarcales contemporaines. Elle s'adjoit des collaboratrices (et collaborateurs) issues de peuples autochtones héritiers de ces traditions matriarcales, plus à même de les comprendre.

Son livre s'attaque d'emblée à bon nombre d'idées reçues en droite ligne de la pensée hégémonique patriarcale qui sévit toujours dans le milieu universitaire. Et pas seulement; j'ai en tête des images de BD où l'on voit l'homme préhistorique saisissant une femme par les cheveux pour l'entraîner au fond d'une grotte. Au début était la violence contre les femmes! Le patriarcat existe depuis la nuit des temps! Et autres fatalités!

Heide entame la querelle avec Lévi-Strauss qui, dans les années 1970, ressort la vieille théorie des hordes sauvages primitives s'attaquant mutuellement, et pratiquant «*l'échange des femmes*» pour calmer le jeu. Elle note qu'il affirme cela en dépit des recherches de Briffault (1927), dans son ouvrage *The Mothers*, consacré aux principes de matrilinearité et matrilocité rencontrés au sein de sociétés où «*l'autorité de la mère maintient la cohésion du clan des femmes et guide les fils dans leurs mariages hors de celui-ci afin de créer des liens avec d'autres clans [...] la règle de l'exogamie provient des femmes qui ensemble et pacifiquement tissent l'étoffe de la société matriarcale*». En dépit aussi des travaux de Bachofen et Morgan (1850) qui avaient conclu que les sociétés primitives, sans État, n'avaient pas pour fondement la famille (homme, femme, enfant, comme le soutenait Lévi-Strauss), mais plutôt le clan fondé sur la filiation en ligne féminine. Plusieurs clans forment une tribu en fonction de règles de mariage déterminées. Plusieurs tribus forment un peuple. La prise de décision politique est liée aux lignes de parenté. Pas de décision personnelle ou unilatérale. C'est le consensus qui doit être obtenu pour l'harmonie du clan. Ainsi il n'y a pas besoin d'avoir recours à une domination politique.

Non, M. Lévi-Strauss, le patriarcat n'existe pas depuis la nuit des temps! On peut même dater son apparition, en plusieurs points du globe, autour de 5000 avant notre ère. Avant cela, et pendant des dizaines de milliers d'années, c'est la forme de société matriarcale qui a cours, et sur toute la surface de la planète. De même que pour le chamanisme.

Qu'appelle-t-on matriarcat?

Beaucoup d'ethnologues et de voyageurs ont rencontré des sociétés matriarcales, qu'ils les aient reconnues comme telles

ou pas. Ceux qui ne les ont pas reconnues, c'est qu'ils cherchaient des sociétés où les hommes seraient dominés, et ils n'en ont pas trouvé. Dans les sociétés matriarcales, il y a certes une division sexuelle, les femmes étant assignées à certaines fonctions et les hommes à d'autres. Mais pas de hiérarchie entre ces fonctions. (Quant au genre, on peut décider d'en changer.) Entre autres fonctions, les hommes ont celle de représenter le clan à l'extérieur. C'est pourquoi les ethnologues, formés à un mode de pensée patriarcal, n'imaginaient pas avoir à faire à un matriarcat lorsque les hommes venaient à leur rencontre pour leur narrer l'histoire du clan, même si cette histoire parlait d'héritage en ligne féminine, d'économie confiée aux femmes ou de religion de la déesse.

Marie Koenig, préhistorienne et spéléologue, a décodé des systèmes symboliques représentés dans plus de 2000 grottes ornées datant de cent mille ans au moins, le système du quatre (carré, losange, cercle divisé en quatre), rattaché à l'orientation dans l'espace, et le système du trois (trois lignes, triangle), lié aux trois phases visibles de la Lune, la plus ancienne mesure du temps, et toujours accompagné de représentations féminines. La plus ancienne religion, confrontée au problème de la vie et de la mort, parvient à le résoudre grâce au concept de renaissance. En effet, les ancêtres au pays des morts peuvent décider de revenir dans cette bonne vie sur terre. Aussi, quand une femme est enceinte, c'est l'occasion pour un ou une ancêtre de renaître. Et si les femmes sont honorées, c'est pour leur capacité essentielle dans cet éternel retour et cette perpétuation du clan.

Le culte de la Grande Déesse est attesté, selon les travaux de James (1951), dans un très large spectre de cultures depuis le Paléolithique jusqu'au Bronze final, en passant par le Néolithique, et pas seulement à l'autre bout du monde, mais en Europe même. Le monde sacré des anciennes cultures matriarcales, selon Robert von Ranke-Graves (1955), historien des religions, s'étendait sur toute l'Europe et la Méditerranée, avant d'être détruit par une aristocratie militaire composée d'hommes venus de l'Est et du Nord. Ce que confirment les travaux de Marija Gimbutas (entre 1970 et 1990), comparant sur 3000 sites archéologiques plus de 30000 sculptures miniatures de femmes, attestant une vénération de la Déesse sur plus de quarante mille ans.

Et que peut-on dire du matriarcat tel qu'il est vécu aujourd'hui encore par quelques peuples? Quels sont les éléments indispensables à une définition structurale complète du matriarcat? Heide nous emmène de l'Inde orientale au Tibet, à la Chine, à la Corée et aux îles du Pacifique, du Japon à la Polynésie. Puis elle parcourt les Amériques, l'Afrique et l'Inde occidentale. Il en ressort que:

♦ **au niveau économique**, les matriarcats sont généralement des sociétés agricoles autosuffisantes. Tous les éléments essentiels à la vie (terres, habitat, nourriture) sont propriété du clan, détenus par les femmes qui les gèrent et les transmettent en ligne féminine. (La réelle force économique détenue par les femmes distingue les sociétés matriarcales de celles qui sont

seulement matrilineaires). L'intégralité des récoltes et les revenus du travail des membres du clan font retour au clan maternel afin d'être partagés et redistribués. Dans l'économie du don matrilinéaire, les biens bénéficient à chacun selon ses besoins.

♦ **au niveau social**, les enfants sont apparentés uniquement à leur mère et portent le nom de son clan. Ils vivent dans sa maison. Tous les membres d'un clan ont la même aïeule, le même nom clanique. Les deux relations affectives fondamentales sont celles qui unissent la mère et la fille, le frère et la sœur qui se doivent aide et protection. L'homme, en tant qu'époux et père, est un étranger dans la maison de son épouse. Il n'est pas apparenté aux enfants de celle-ci mais aux enfants de sa sœur, auprès de qui il joue le rôle de père social, puisque lui-même vit comme sa sœur dans le clan de leur mère. Il rencontre son épouse lors de «*visites de mariage*», mais dès le petit matin, il retourne chez sa mère ! Il est admis qu'on puisse vouloir changer de genre : si un garçon devient fille, on lui proposera un époux, et si une fille devient garçon, une épouse. Ce qui est une acceptation totale de l'amour homosexuel, sans bouleverser la polarité homme-femme. Ce qui est relatif à l'amour et au mariage relève strictement du libre choix des femmes. C'est la femme qui courtise l'homme, jamais l'inverse ;

♦ **au niveau politique**, si des hommes siègent dans des conseils, ce n'est qu'en tant que délégués par le clan dont ils doivent obtenir le consensus. Ils sont tenus de rendre compte aux mères claniques. Il peut y avoir des rois ou chefs, souvent fils ou neveux de la grande prêtresse, véritable détentrice de l'autorité dans le domaine de sa fonction sacrée. Le roi ou chef est délégué dans les affaires administratives, mais ne peut décider seul. Les mères claniques et grandes prêtresses donnent leur avis et conseils mais ne disposent d'aucune force coercitive, ni guerriers, ni police, ni fonctionnaires ;

♦ **au niveau culturel**, la vénération des ancêtres, femmes et hommes, s'inscrit dans la croyance ancienne en la renaissance. En tant que celles qui donnent naissance, les femmes sont sacrées. Elles sont aussi les officiantes des cultes claniques et les rites sont chamaniques (danse, transe, voyage extatique). Il n'y a pas de dieux transcendants, situés hors du monde, mais des puissances immanentes actives dans la nature et les êtres vivants. Tout est sacré. La cérémonie d'initiation des filles est sans conteste la plus importante. À cette occasion, les femmes leur transmettent toutes les connaissances liées à leur capacité de génération et au contrôle qu'elles en ont. Est souvent liée aux matriarcats une culture mégalithique, les menhirs dressés représentent les frères protecteurs, le dolmen à l'horizontale est l'aïeule du clan, l'ancêtre primordiale qui mérite de se reposer. Constructions sacrées, mais aussi séculières : fossés, digues, routes, canalisations d'eau, etc. La façon de poser les pierres sans mortier est souvent très artistique.

Dans les sociétés matriarcales, les clans sont appariés deux par deux par mariage

C'est le système du mariage par groupe frères-sœurs, ou mariage de cousins croisés. Ce n'est pas l'échange des femmes selon Lévi-Strauss, mais un mariage dans lequel toutes les jeunes femmes d'un clan ont pour époux tous les jeunes hommes d'un autre clan, et vice versa. Cela afin de créer de solides liens de solidarité et d'entraide. Ces mariages sont formels et peuvent être rompus individuellement à la demande de l'une ou l'autre partie sans qu'il s'ensuive aucun problème. La sexualité est considérée comme propre à la paix, la santé et la joie, et les relations amoureuses se succèdent librement, sans



que les aînés interviennent. Chaque jeune femme initiée se voit offrir un espace privatif où elle reçoit qui elle veut, où elle ferme sa porte à qui elle veut. Les hommes vivent en maison commune. Ce sont eux qui se déplacent chez leur amoureuse. Et avec tout ça, les sociétés matriarcales ne sont pas prolifiques (elles doivent connaître les bonnes plantes !) et se maintiennent à 3 ou 4 «*renaissances*» par femme. Et comme chaque enfant est un ancêtre qui revient, peu importe qui est le père.

Cela, c'est un problème seulement pour les sociétés patriarcales où l'homme veut transmettre son héritage à son fils. Pour être sûr de sa paternité, il lui faut enfermer la génitrice à double tour. Comme le constate le marxiste Auguste Bebel, le bouleversement induit par le passage de sociétés matriarcales pacifiquement organisées à la violence organisée elle aussi, la guerre et la domination pour la propriété privée caractéristiques des États patriarcaux, ce bouleversement constitue la rupture la plus profonde et la plus révolutionnaire jamais survenue dans l'histoire de l'humanité.

Heide commence son périple avec les Khasi de l'Assam, dans le nord-est de l'Inde. Les Khasi Hills sont des montagnes où la saison sèche se caractérise par des gelées nocturnes et un vent incessant, la saison des pluies par les précipitations les plus fortes du monde. Elles et ils se sont mis à l'abri du vent et du froid dans de profondes vallées de montagne où ils cultivent le riz sur des terrasses escarpées et le blé dans les bois en contrebas. Près de chaque village se trouve un bosquet sacré de chênes où aucun arbre ne peut être abattu. «*Kha-si*» signifie né d'une mère. La mère clanique gère la distribution de la richesse commune selon une économie du don interne clanique. Son autorité naturelle signifie qu'elle donne des conseils que l'on peut accepter de suivre ou rejeter. Elle ne dispose d'aucun personnel exécutif qui serait chargé de faire de ses propositions des ordres. Certains chercheurs ont parlé de la monogamie des Khasi parce que les époux n'ont qu'un partenaire à la fois. Mais comme le divorce est aussi peu compliqué que le mariage, on change si facilement de partenaire qu'on ne peut parler que d'une monogamie sérielle, aucun interdit ne limitant le nombre de mariages successifs.



Il existe une élite chez les Khasi, mais qui n'engendre pas une société de classes. Les « nobles » sont les clans les plus anciens, non des envahisseurs étrangers. Ils ne détiennent pas plus de pouvoir ni de richesses que les autres clans. Il ne s'agit que d'un statut honoraire. Ces clans ont la possibilité d'installer un roi. Mais ce roi est toujours lié à la grande prêtresse qui possède la maison royale où se trouve « l'axe du monde ». Elle est la gardienne des symboles sacrés et remet au roi animaux et instruments des sacrifices rituels. Le roi est l'exécutant des rituels officiels. Il ne lève ni impôts ni taxes et vit aussi simplement que n'importe qui. Le statut le plus élevé n'est pas conféré à sa personnalité politique et administrative, mais bien à la dignité sacrée de la grande prêtresse. Dans les temps anciens, le roi était sacrifié rituellement, et pas comme victime non consentante. Il s'agissait d'un rôle sacré : il donnait sa vie à la terre qui donne tant aux humains. Et il savait qu'il pouvait renaître ! Les grandes rivières sont les mères originelles, d'où provient toute vie. Elles ont pour symbole le serpent. La déesse suprême est la nature, comprenant la Terre-mère et le ciel.

La colonisation britannique, qui a transformé la terre en propriété privée susceptible d'être achetée, a provoqué l'effondrement économique des clans matrilineaires. Les missionnaires ont fait le reste. Aujourd'hui, le capitalisme mondial et ses grands projets de « développement », entraînant la dégradation des droits des peuples autochtones à l'autodétermination, à la terre et aux ressources, ainsi qu'une forte immigration bengali, menacent l'existence même des Khasi. Pourtant, un mouvement autochtone s'est développé pour la conservation de leur culture matriarcale en tant qu'identité et force de ce peuple.

Au Népal, le peuple autochtone est celui des Newar, arrivés là il y a trois mille ans. Mais si le Népal était fermé aux voyageurs étrangers jusqu'en 1956, cela n'a pas empêché l'arrivée de nombreux brahmanes patriarcaux fuyant l'islamisation de l'Inde et restaurant partout leur système de castes. Malgré cela, les membres des basses castes sont peu touchés-es par l'hindouisme et vénèrent Kali, culte lié à une vénération de la nature et dédié aux déesses-mères. Les objets de vénération représentant la Terre-mère sont les pithas, pierres en forme de vulve. Le culte de Kali a été décrit comme sanguinaire car on y pratique le sacrifice d'animaux. Heide a assisté à un tel sacrifice. Les gens du peuple venaient en nombre. Ils étaient des fermiers de la région, de caste inférieure. Les femmes apportaient leurs sacrifices féminins : des plateaux de fleurs. Les hommes venaient avec des animaux mâles : coqs et boucs. Les gens étaient très calmes, les animaux traités avec tendresse. Si, quand le prêtre les aspergeait d'eau sacrée, ils s'ébrouaient, ils signifiaient qu'ils acceptaient de gagner le monde souterrain. Si un animal ne s'ébrouait pas, il était épargné et voué à la déesse. Seul le sang était offert à la déesse. Les carcasses étaient rendues aux fermiers, découpées et lavées, pour leur festin du soir. En réalité, dit-elle, ces offrandes d'animaux transforment l'abattage saisonnier des animaux mâles excédentaires en rituel, ce qui contraste fortement avec la sinistre mise à mort d'animaux terrifiés dans nos abattoirs.

Le syncrétisme religieux au Népal met en scène chaque année la querelle fondamentale et sans issue entre la religion matriarcale originelle et la religion patriarcale hindoue, lors de la fête de Vatsala Kali. Et les Newar ont réussi à sauvegarder leurs femmes de la pratique hindoue du sati qui consiste à brûler vives les veuves après la mort de leur mari, en mariant symboliquement toute fille âgée de six ans avec un dieu dont elle demeure l'épouse toute sa vie, de sorte que le mariage terrestre peut être dissous par l'une ou l'autre partie et qu'aucune femme n'est veuve d'un époux mortel.

Au Tibet voisin, on retrouve une caractéristique essentielle des sociétés matriarcales : le mariage par groupe sœurs-frères, qui empêche la division de la propriété et du cheptel, avec la prédominance de la polyandrie de frères où une femme épouse plusieurs frères, ce qui est particulièrement efficace pour contrôler la démographie. Les règles de rencontre entre partenaires mariés excluent le conflit et la jalousie et n'interdisent pas les aventures sentimentales hors mariage. D'anciennes chroniques chinoises (900 avant notre ère) mentionnent de vastes royaumes de reines au Tibet, où la reine était entourée de centaines de mères claniques avec lesquelles elle exerçait les fonctions gouvernementales. Mais bien sûr, là aussi, le bouddhisme s'est imposé dès le XV^e siècle, fondant un État théocratique lamaniste et le mélange avec l'ancienne religion matriarcale a donné ce qu'on appelle le bouddhisme tantrique.

Heide a étudié de près le peuple Mosuo, dans le Yunnan, au bord du lac Lugu, à 2 700 mètres d'altitude. Le Tibet est tout proche. Les Mosuo vivent dans de spacieux complexes d'habitation en rondins, pratiquent la pêche et l'agriculture, ont des vêtements de soie et de velours. Ils ont conservé une organisation clanique strictement matriarcale et pratiquent le mariage par groupe sœurs-frères. La libéralisation qui a suivi la révolution culturelle a vu se réorganiser aussitôt les clans matriarcaux qui avaient été abolis, malgré l'étiquette de « rétrogrades » qu'on leur a imposée. Cependant, le gouvernement chinois, considérant la liberté sexuelle des femmes Mosuo, a ouvert les villages du lac Lugu au tourisme de masse masculin, entraînant l'apparition d'une économie monétaire et de conflits internes. Par ailleurs, l'extractivisme chinois s'est emparé des forêts montagneuses où les coupes rases se multiplient, laissant des collines arides et des vallées rongées de calcaire. La culture Mosuo, vieille de milliers d'années, est sérieusement menacée.

Plus au sud, les Minangkabau de Sumatra observent rigoureusement matrilinearité, matrilocalité, visite de mariage et mise en commun des ressources et des terres, qui ne peuvent être vendues. Ils vivent en villages-républiques autogérés, pratiquent la riziculture en terrasse et les femmes seules font commerce des produits agricoles et domestiques. Elles ont résisté à toutes les tentatives patriarcales, celles des fondamentalistes islamiques et celles plus récentes de l'État indonésien, et n'ont de cesse, par de judicieuses stratégies, de renforcer l'Adat, la loi tribale matriarcale, ce qui illustre le haut degré de conscience de l'excellence de leur matriarcat que tous et toutes tiennent à conserver, même dans l'émigration très importante chez eux. Les migrants sont soutenus par leurs clans et lui reversent leurs gains. Et cela, sans coercition, mais dans un esprit de don, d'entraide et de soutien sans faille.

Après un passage en Polynésie où subsistent des traces de l'ancienne culture matriarcale, Heide nous emmène en Amérique du Sud, empruntant la voie de peuplement du Sud par la Polynésie à travers le Pacifique (la voie du Nord par le détroit de Bering étant la plus connue), peuplement à l'origine de la très ancienne culture Valdivia, remarquable par une pléthore de sculptures raffinées de déesses, de très belles céramiques et une agriculture élaborée. Ces peuples, sous le nom d'Arawak, se sont déplacés vers le nord, les côtes de Colombie et du Venezuela jusqu'aux Grandes Antilles, ainsi que le long des voies fluviales du bassin de l'Orénoque et du Río Negro jusqu'au bassin de l'Amazone, et tout le long de la côte vers le sud, donnant naissance aux premières cultures andines. Avec leurs pirogues monoxyles, ils étaient d'excellents navigateurs. Il existe de frappantes similitudes, dans l'art de la céramique des premières cultures matriarcales, entre celui de l'Asie de l'Est

(culture Jôman au Japon, culture Yue de Chine du Sud) et celui des côtes de l'Amérique du Sud (cultures associées à Valdivia). Cette migration culturelle s'est déroulée sur des milliers d'années d'émigration organisée, d'archipel en archipel à travers l'immense Pacifique. Le contact préhistorique entre Polynésie et Amérique du Sud transparait dans la culture généralisée de la patate douce à la fois dans les Andes et en Polynésie.

Avec une population de 60 000 personnes, les Goajiro Arawak sont la plus grande société autochtone survivant en Colombie et au Venezuela. Ils avaient le secret de la culture des perles avant l'arrivée des Espagnols. En traitant avec eux, ils ont obtenu des animaux domestiques et ont développé une économie d'élevage nomade. Matrilineaires, ils sont organisés en quelque 30 grands clans, chacun avec un animal différent pour emblème, et un territoire propre. La femme la plus âgée assure l'unité de chaque clan. Le chef du village est élu parmi les représentants claniques masculins, et c'est toujours le plus nanti qui remporte l'élection. Comme il doit se consacrer entièrement au village, la richesse de son clan diminue rapidement. Dès qu'il n'a plus trop de moyens, on élit un autre chef. Ainsi le niveau de vie général est toujours équilibré.

Des premiers Arawak confrontés aux Caribes, réducteurs de têtes qui enlevaient les femmes, seraient nées les premières Amazones. Colomb, sur l'île de Santa Cruz, a trouvé des femmes qui se battaient aux côtés de leurs compagnons Arawak, mais plus tard, en 1542, un officier espagnol a rencontré des femmes dont chacune combattait avec autant de bravoure que 10 hommes! Depuis, beaucoup d'aventuriers ont cherché les Amazones, sans les trouver, jusqu'à ce qu'en 1954, le brésilien Eduardo Prado, accompagné d'un cameraman et de guides autochtones amis, fasse la rencontre d'une population d'Amazones, qui les avaient pris pour des soupirants et, la méprise ayant été vite dissipée, les ont accueillis avec une prodigieuse hospitalité dans leur vie quotidienne. Elles vivaient entre femmes, exercées à tous les travaux. Les enfants, nés de leurs rencontres annuelles avec des soupirants d'autres tribus, étaient élevés, séparément filles et garçons, par des femmes âgées dans des villages à part. À l'âge de 10 ans, les garçons étaient remis aux soupirants et retournaient dans leurs tribus. Elles pratiquaient la chasse, la pêche et la cueillette, et toutes sortes d'arts et d'artisanats. Elles étaient des guerrières professionnelles, qui pouvaient défendre d'autres tribus. Les sociétés d'Amazones sont une variante particulière de l'ordre social matriarcal. Heide remarque que les formes sociales amazoniennes se développent dans les ères transitionnelles longues, difficiles et douloureuses, quand les structures patriarcales naissantes, et leurs sociétés secrètes d'hommes, viennent percuter de façon destructrice les anciennes cultures matriarcales.

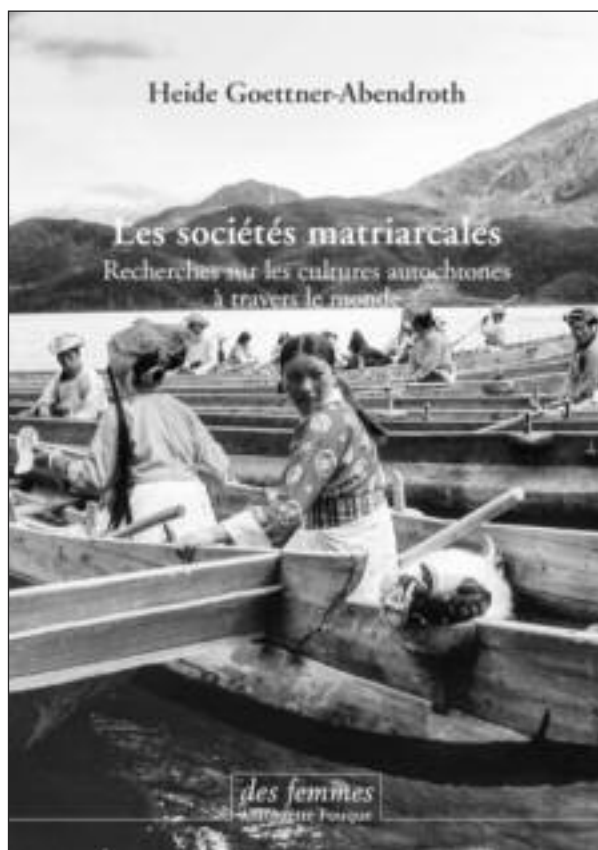
Plus au nord, dans l'isthme de Darién, en partie sur le territoire

national du Panama et un peu en Colombie, vivent les Kuna, le peuple d'or. En 2006, ils étaient 60 000 à vivre sur leur terre « Kuna Yola », pour laquelle ils ont obtenu un statut politiquement indépendant, dont ils estiment avec fierté qu'il résulte de l'efficacité de leur diplomatie. Kuna Yola est si étroitement gardée que, jusqu'à présent, aucun visiteur venu de l'extérieur n'est autorisé à y passer la nuit. Toute la richesse des clans provient du cocotier, complété d'une agriculture tropicale qui relève du travail des hommes: maïs, manioc, igname, riz, canne, café, banane, cultivés pour l'usage vivrier. Les hommes s'occupent aussi de pêche et de cueillette. Si ce sont les hommes qui procurent les vivres, ils remettent tout aux femmes, qui préparent et distribuent la nourriture au clan. La mère clanique décide des besoins de chacun, de ce qu'il faut faire dans les champs, et répartit les tâches domestiques entre les femmes. Les porteurs officiels de la tradition sont les chefs, les guérisseurs-chamans, les voyants et les prophètes, femmes et hommes. Les chefs sont élus et facilement révoquables. Ils sont surveillés de près par leur peuple, ce qui pour le moment a épargné aux Kuna la collaboration de leurs chefs avec les pouvoirs coloniaux environnants.

Plus au nord, on trouve l'isthme de Tehuantepec, voie de passage très empruntée par les peuples migrants et les marchands. L'une des maintes villes autochtones de la côte est Juchitan, peuplée de 100 000 habitants. Ici, les autochtones ont conservé largement leurs formes sociales traditionnelles. Au beau milieu de la société mexicaine moderne, on trouve un matriarcat urbain! La maison appartient uniquement à la femme qui la transmettra à sa plus jeune fille, laquelle veillera sur elle dans sa vieillesse. Les femmes sont artisanes et commerçantes. La ville est entourée de terres qui appartiennent aux hommes et qu'ils transmettent à leurs fils. Le commerce est l'affaire des femmes, l'agriculture, celle des hommes. Mais tout ce que produit la terre retourne entre les mains des

femmes, qui transforment, vendent et gardent les revenus de la vente. Les hommes peuvent aider les femmes dans leur travail artisanal, ou même travailler comme salariés. Même leurs salaires sont remis aux femmes, qui pourvoient à leurs besoins et leur donnent de l'argent pour leurs dépenses personnelles. Cela vaut entre femme et mari, sœur et frère, fille et père. Toute l'économie de Juchitan repose entre les mains des femmes, qui sont les pourvoyeuses, caractéristique des sociétés matriarcales. Les femmes estiment que leurs hommes sont « d'une grande aide » et les hommes sont « fiers de leurs femmes belles et puissantes ».

La pauvreté, par ailleurs endémique au Mexique, n'existe pas ici. L'économie régionale est largement autosuffisante. Tout est produit, transformé, vendu et consommé localement. Les supermarchés ne se sont pas implantés, les autochtones sont trop fiers de leurs propres productions, et l'on veut bien payer



➔ plus cher à une amie pour renforcer la relation. D'ailleurs, celles qui gagnent beaucoup d'argent organisent de grandes fêtes afin que leur richesse se partage et se prodigue. On appelle cela une économie de prestige où, grâce à une allègre consommation commune des biens qui circulent comme dons, on renforce les liens sociaux. Sur le plan politique, les maires imposés par l'État n'ont jamais pu exercer ni même entrer dans l'hôtel de ville. Après une intervention militaire, un accord a été conclu : seuls les maires autochtones sont agréés. Quant aux impôts, la rébellion des femmes a été si forte que jamais Juchitan n'a versé le moindre impôt à l'État. L'argent reste dans la ville. L'émergence d'une prise de conscience parmi les peuples autochtones fait que les femmes des villes voisines adoptent de plus en plus les stratégies activistes que les femmes de Juchitan ont employées avec succès.

En Amérique du Nord, parmi les peuples Pueblo, les Hopi restent attachés à leur culture matriarcale, même si elle a subi des transformations. La résistance aux oppresseurs blancs l'a maintenue vivante comme un puissant ciment de leur identité. Le mythe Hopi de la création débute dans le monde souterrain d'où les humains sortent graduellement. Sept mondes s'étagent de bas en haut. Nous en sommes au quatrième. Le passage d'un monde à l'autre est toujours l'effet d'une catastrophe résultant de la décadence morale : pouvoir, convoitise, soif de domination font abandonner le chemin de la simplicité. Mais, à chaque fois, un petit groupe de gens humbles et empreints de spiritualité survit, grâce à l'aide de la Grand Mère Femme Araignée, mère des divinités, créatrice et protectrice de la vie, qui tisse la toile de la destinée (tisser était une activité sacrée des femmes, jusqu'à ce que les hommes s'emparent de cet art). Quant à la Mère Maïs, elle relie les humains au cœur de la Terre Mère. Toutes les sociétés matriarcales ont fondé leur mythologie sur la Terre Mère et, dans ce monde sacré, tout possède une âme, les rochers, l'eau, le vent, les plantes et les animaux. Aussi ont-elles toutes une série complexe de fêtes agraires qui suivent le cycle des saisons et assurent le renouveau perpétuel dans le grand cercle de la vie et de la mort. Dans un monde sacré, tout acte est une forme de rituel.

Les autochtones d'Amérique du Nord qui étaient arrivés par le détroit de Béring, longtemps chasseurs, cueilleuses et nomades, possédaient un ordre social matriarcal attesté par l'organisation clanique et tribale, et certains le sont restés jusqu'à l'ère de l'anthropologie moderne. Ces peuples, après s'être vu imposer la prétendue organisation patriarcale par les Euro-Américains, s'emploient aujourd'hui à redonner son lustre au matriarcat. Mais diverses cultures se sont succédé sur ce vaste territoire. Entre 200 et 100 avant notre ère, la culture Mound Builders du Peuple aux yeux de lune venus du Sud, vers -2500, et pratiquant l'horticulture (tournesol, chénopode, amarante, renouée, matricaire, courge, potiron et les premières variétés de maïs) a rencontré les Cherokees venus de l'extrême Nord-Est, et ils se sont unis par intermariage, ce qui a donné la très brillante culture Hopewell (céramique, cuivre martelé, pipes sculptées). Puis, vers 800 de notre ère, l'importation de nouvelles sortes de maïs mexicain a provoqué, dans les vallées fertiles du Mississippi, un fort accroissement des populations et de la concurrence pour les terres alluviales. Les tendances patriarcales, sous la forme de belliqueux conflits pour la terre, sont apparues, ce que l'on voit dans l'édification de fortifica-

tions. Les anciens regroupements de population ont évolué en cités-États dotés de structures de classes patriarcales de type mexicain.

Les peuples de langue iroquoise ont évolué différemment. Ils ont connu eux aussi une domination par une classe de prêtres et de chefs politiques qui a duré des centaines d'années, mais au IX^e siècle de notre ère, les gens du commun ont commencé à fomenter des révoltes contre leurs dominateurs et les ont finalement vaincus. À ce titre, la naissance de la Confédération iroquoise est exemplaire : sous la domination des prêtres, certaines mères claniques ont décidé d'emmener leurs clans ailleurs. Une longue guerre civile s'ensuit pendant le XI^e siècle : l'ordre patriarcal des prêtres s'opposait à l'ordre matriarcal des mères claniques. Lesquelles ont pris une initiative : elles avaient instauré dans leurs nouveaux territoires la culture des Trois Sœurs – maïs, haricots, courges –, qui fournissaient une base alimentaire conséquente. Elles ont envoyé des femmes « *messagères de paix* » parmi tous les autres peuples afin de faire connaître la « *Voie du maïs* » et montrer le succès de leur société agraire égalitaire, où la volonté du peuple est sacrée. En 1142, la Confédération iroquoise, ou Ligue des Cinq Nations fut instaurée et la Constitution, ou Grande Loi de la Paix, promulguée. Elle stipulait que le pouvoir féminin est associé à la Terre et au local, le pouvoir masculin, au Ciel et au fédéral. Mais il y a du féminin dans le masculin, et du masculin dans le féminin. Et tout circule entre ces deux pouvoirs polaires. Dans les maisons claniques locales, les décisions sont prises par consensus entre les membres, et les mères claniques siègent au Conseil clanique des femmes. Le côté fédéral, présidé par les hommes, ne s'occupe pas des clans mais des Nations, représentées à la Ligue des Nations dans le Grand Conseil des hommes. Cependant les décisions des femmes

sont prépondérantes, compte tenu du fait qu'elles ne parlent pas pour elles seules mais pour le clan, qui inclut hommes, femmes et enfants. De plus, elles sont les gardiennes exclusives de la guerre et de la paix. Ce sont elles qui détiennent les armes (et elles ont consenti à très peu de guerres). La Confédération a permis aux peuples iroquois de conserver la souveraineté sur leurs

*Tout est produit,
transformé,
vendu et consommé
localement.*

vastes territoires jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Revenant vers l'Inde du Sud, qui a subi une succession d'invasions au cours de son histoire, on retrouve une multitude de peuples s'entrechoquant dans leur fuite, des peuples devenus guerriers mais toujours matriarcaux, les Nayars, soumettant d'autres plus petits peuples, les Parayans (d'où vient le mot *paria*), et ça devient très compliqué. Sans parler des Roms, qu'on appelle Tsiganes, et qui échappent à toute catégorisation.

Quant à l'Afrique, tellement pillée, exploitée, dépeuplée par l'ampleur de la traite des esclaves, elle est quand même le berceau de la première culture d'Homo Sapiens il y a 300 000 ans, et l'on y retrouve les structures matriarcales chez de nombreuses branches de Bantous agriculteurs en Afrique centrale, chez les Akans commerçants en Afrique de l'Ouest, et chez les Touaregs éleveurs nomades dans le Nord. Dans les sociétés matriarcales africaines, plus encore qu'ailleurs, on trouve une structure d'organisation duelle dans les domaines économique, social et spirituel : les femmes s'occupent des femmes, et les hommes des hommes, et l'on y trouve des royaumes de Reine-Roi à double souveraineté, la Reine étant la Reine-mère

et le Roi, le plus souvent son fils. Mais chaque clan conserve son autonomie et son autosuffisance par rapport au clan royal et n'est soumis à aucun impôt. Les royaumes de Reine-Roi matriarcaux ne sont pas des sociétés de domination mais des sociétés sacrées, appuyées sur les relations de parenté. Dans ces sociétés, la polygynie des hommes et la polyandrie des femmes, c'est-à-dire les relations sexuelles multiples pour les deux sexes, sont très courantes. Une sexualité épanouie est censée engendrer santé, paix et culture. À ce monde d'extase érotique correspond, sur le plan de l'expression religieuse, la transe chamanique féminine.

Après des invasions de tribus pastorales patriarcalisées, est arrivée, au VII^e siècle, l'intrusion violente des Arabes propagateurs de l'islam. Aussi les Touaregs matriarcaux ont-ils fui dans le désert, ce qui a entraîné l'instauration d'une classe de guerriers. Il s'agit là de matriarcat dans des conditions extrêmes. Ils ont néanmoins résisté à l'islamisation jusqu'à ce que la colonisation française, vers 1900, utilise des soldats arabes sous commandement français et les installe dans leurs villes d'oasis. À présent, leurs routes caravanières sont bloquées par les frontières nationales et ceux qui sont encore nomades sont menacés de génocide. Et pourtant, leur culture matriarcale plaçait en son centre l'art d'aimer, comme l'exprimaient les rencontres poétiques nommées Ahâl, auxquelles participaient, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à ce qu'ils soient mariés (ce qui se produisait tard, vers trente, 35 ans) tous les jeunes gens des deux sexes. Il s'agissait de séances de chants poétiques nocturnes pour favoriser les rencontres amoureuses. Une femme était d'autant plus respectée qu'elle avait une multitude d'admirateurs et qu'elle accordait ses faveurs au plus grand nombre. Il était malséant

de se donner à un seul homme. Par ailleurs, les deux sexes vivaient dans des univers séparés, les femmes possédant les tentes et les troupeaux de chèvres dont elles tiraient lait, viande, vêtements et couvertures avec les poils, selles et sacs avec les peaux, et les hommes s'occupant des chameaux sur des pâtures éloignées ou partant commercer pendant de longs mois. Mais tous les biens appartenaient aux femmes, y compris ceux provenant du commerce des hommes, voire de leurs rapines. Car les sociétés d'éleveurs nomades ne sont jamais autosuffisantes et dépendent toujours de sociétés agraires pour l'alimentation en végétaux, de même que les anciennes sociétés de chasseurs dépendaient beaucoup des cueilleuses pour une alimentation régulière.

Suite à ce vaste tour d'horizon, on peut constater que les sociétés matriarcales avaient réussi à forger un système social, économique et politique qui garantissait la paix, la prospérité et la fierté de nombreux peuples apparentés, sur de vastes ères culturelles et pendant des dizaines de milliers d'années... avant la fatale apparition de cette poussée de testostérone qui a peu à peu anéanti l'équilibre ancien sous la violence, la domination, l'accaparement privé des terres et la monogamie qui sont au fondement de l'État patriarcal.

Cinq mille ans avant notre ère, c'est pas si vieux, non ? ■

M. M.

Goettner-Abendroth, *Les Sociétés matriarcales. Recherche sur les cultures autochtones à travers le monde*, éditions des Femmes, 2019 [2012].



CASSE-RÔLES

(RÉ)ABONNEMENT

Je m'abonne ou me réabonne à partir du numéro

Prix libre euros*

Frais postaux : entre 1 et 2 € selon le numéro).....6,00 euros

TOTAL euros

*Pour info, le prix de revient (approximatif, puisque les numéros ont un nombre de pages variable) tourne autour de 20-25 euros par an.

Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

NOM PRÉNOM

ADRESSE

TÉL. COURRIEL DATE

Libellez le chèque à l'ordre de : **Association Les amies et amis de Casse-rôles**
Adressez-le à **Christine Rebatel, 2, lieu-dit La Brière, 72260 Courgains**

Contact casse-roles23@proton.me
<<https://blog.casse-rôles.eu>>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN : FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Dans la société « marchande », tout produit doit engendrer des bénéfices, au nom de la rentabilité. À ce titre, le prix à payer pour un produit est le même pour tout le monde, que l'on soit avec ou sans ressources, au RSA ou député, c'est-à-dire volé ou voleur assermenté... Et selon ses moyens, on n'aura pas la possibilité d'acquérir le même bien, mais celui d'une qualité inférieure, défraîchie, en somme spécial pauvre.

Parce que l'on paye un produit selon ses moyens, celui-ci devient accessible à tout le monde, désargenté ou plus fortuné : c'est l'égalité. Il y en a qui ne pourront rien

donner, ou peu, mais d'autres compenseront en donnant beaucoup plus : c'est la solidarité. Quant à la fraternité et à la sororité, celles-ci s'installent spontanément dès lors que le profit, la rentabilité et l'inégalité ont cessé d'être les moteurs des rapports humains. Le prix libre peut se pratiquer dans tous les domaines, par tous les temps, et sans modération. Il s'inscrit dans la lutte anticapitaliste qui nous anime. À ce jour, ni Carrefour, ni Leclerc, ni les marchands d'armes, ni les marchands de soupe de la politique, ni l'OMC n'ont adopté le prix libre ! Sinon, ça se saurait...

Multiplication des films queer

En cette dernière partie de l'année, trois films lesbiens ont été réalisés par des femmes, avec une approche très différente, mais complémentaire.

DANS UN MONDE DU CINÉMA dominé par les hommes, ces films sont une véritable bouffée d'air frais. Décider d'aller voir des films réalisés par des femmes reste un combat et une lutte face à ce système qui favorise la réalisation des hommes. Le CNC a annoncé en novembre son inquiétude face à la part de femmes réalisatrices de films en France, il s'agit du pourcentage le plus bas connu depuis cinq ans. L'Observatoire de l'égalité femmes-hommes mis en place par le CNC a sorti des chiffres préoccupants; 70% des films en 2024 ont été pilotés par une équipe majoritairement d'hommes aux postes clés (plus de 60%). Pour l'année 2024, 62 films français ont été réalisés ou coréalisés par des femmes, contre 64 en 2023 et 69 l'année précédente. Cela représente moins du quart de la production cinématographique française (24,2%) et il est le chiffre le plus bas depuis 2019. Et, pour couronner le tout, les nominations des prix Lumière, l'équivalent des Golden Globes, ont été dévoilées, et aucune femme n'a été nommée pour ces prix Lumière du meilleur film et de la meilleure mise en scène. On peut noter également qu'Abdellatif Kechiche, lui, a été nommé dans cette catégorie pour *Mektoub, My Love: Canto Due*, et, rappelons-le, pour les prix Lumière qui ont sans doute la mémoire courte, que ce réalisateur a été accusé d'agressions sexuelles en 2018.

Redonner de l'espoir et comprendre pourquoi réaliser des films lesbiens dérange encore, nous allons parler de trois films qui ont proposé des représentations inédites

Le premier film est *La Petite Dernière*, réalisé par Hafsia Herzi sorti le 22 octobre 2025. Il a été présenté au Festival de Cannes 2025 et a remporté la Queer Palm et le prix d'interprétation féminine pour Nadia Melliti, l'actrice principale. Le film est une adaptation du roman homonyme et autofictionnel de Fatima Daas, publié en 2020 aux éditions Noir sur Blanc. Le film suit Fatima, une jeune femme musulmane maghrébine de 17 ans, vivant en banlieue avec ses sœurs. Elle quitte son foyer familial pour ses études à Paris et apprend à vivre pleinement son lesbianisme. La représentation de lesbienne musulmane est inédite au cinéma, et le film la manie à la perfection. Fatima concilie sa foi et ses désirs et s'émancipe des attentes qui lui sont imposées.

Hafsia Herzi explique la difficulté à trouver des acteu-rices pour son film, elle déclare dans le dossier presse du film «*Des gens se décomposaient parfois quand la directrice de casting leur pitchait le film, à l'évocation de l'homosexualité. Résultat: on avait des "Ah non, je ne peux pas jouer dans ce film", "Je ne cautionne pas l'homosexualité", "Si mon enfant est gay, je le raye du livret de famille"*». La réalisatrice explique également, dans une interview pour les *Inrocks*, que le tournage a dû être suspendu à un moment car certaines personnes devenaient menaçantes et «*ne voulaient pas qu'un film de lesbienne soit tourné dans le coin*». Herzi et Melliti ont également reçu des messages haineux après la diffusion du film. L'homophobie reste très forte encore aujourd'hui, c'est pourquoi réaliser ce genre de film est important. Le film est plein d'espoir, de sororité, Fatima s'émancipe auprès de personnes queer notamment avec le milieu de la nuit. Elle découvre qui elle est et s'affirme tout au long du film en tant que femme arabe, musulmane, lesbienne.

Des preuves d'amour, réalisé par Alice Douard, sorti le 19 novembre 2025, diffère de registre en évoquant la maternité.

Le film s'inspire de la vie de la réalisatrice et de son parcours pour avoir un enfant avec sa femme. L'histoire débute en 2014, juste après la légalisation du Mariage pour toutes. Les deux protagonistes du film, Céline (Ella Rumpf) et Nadia (Monia Chokri) attendent un enfant porté par Nadia. Avoir un enfant dans un couple lesbien devient vite un parcours du combattant. En effet, la maman qui ne porte pas l'enfant n'est pas reconnue légalement et doit donc l'adopter. Pour cela, il faut que les deux femmes soient mariées, il faut qu'elles aient des lettres écrites par leurs proches pour prouver que Céline est une bonne mère pour l'enfant, tout cela saupoudré par des réflexions homophobes de la société. Le film aborde avec humour et profondeur la question de la légitimité en tant que mère non porteuse. Il devient universel par les questions et les préoccupations d'un couple attendant leur première enfant. Le film nous montre la difficulté en tant que lesbiennes à avoir un enfant dans une société où, quelques mois auparavant, La Manif pour tous occupait la rue. Les remarques homophobes de certains proches sont tournées en ridicule et l'espoir de ce couple lesbien, qui est l'un des premiers à avoir un enfant, donne du courage pour les futures générations.

Love Me Tender, réalisé par Anna Cazenave Cambet, sorti le 10 décembre 2025, clôture cette «trilogie». Il s'agit d'une adaptation du roman autobiographique de Constance Debré publié en 2020. Clémence (Vicky Krieps) est séparée depuis quelques années de son mari, Laurent; ils ont décidé de faire une garde alternée de leur fils jusqu'au moment où elle annonce à Laurent qu'elle fréquente des femmes. Celui-ci va tout faire pour l'éloigner de son fils; Clémence perd l'autorité parentale et ne peut plus voir son fils. Le film raconte le combat d'une mère pour retrouver la garde de son enfant tout en restant libre. Elle est attaquée sur ses choix de vie, elle a quitté son métier d'avocate pour devenir écrivaine. Elle vit dans la précarité mais n'abandonne pas l'espoir de rester mère. Le film est bouleversant et reflète l'injustice d'une société qui ne permet pas aux mères de vivre librement. La société juge doublement une mère ayant perdu la garde son enfant. Clémence est condamnée par le père de son enfant parce qu'elle est lesbienne et parce qu'elle ne correspond plus aux normes bourgeoises. Visionner ce film est primordial pour comprendre les discriminations subies par une mère lesbienne, et reconnaître les biais homophobes et misogynes de notre système judiciaire.

Ces trois films, sortis consécutivement, forment une trilogie pleine d'espoir pour les représentations LGBTQ+

Ils abordent des thématiques différentes avec des tons qui leur sont propres. La communauté queer a su être présente dans les salles de cinéma, montrant une nécessité et un besoin de représentation. En espérant que l'année cinématographique 2026 soit encore meilleure que 2025, et que ces films donnent envie à des réalisateurs et réalisatrices de s'emparer de leur caméra pour tourner des films queer comme arme contre l'extrême droite et l'homophobie. ■

Éloïse Bourdet

1. <<https://www.france.tv/france-2/quelle-epoque/7875621-emission-du-samedi-13-decembre-2025.html#about-section>>.

Palestine. Comment ça se fait que...

Comment se fait-il qu'un génocide peut être perpétré par un État dit « démocratique » dans l'indifférence quasi générale des peuples et des gouvernants européens ?

COMMENT se fait-il...

- que puisse encore prospérer la fiction d'Israël « seule démocratie du Moyen-Orient » ?
 - que les résolutions de l'ONU restent lettre morte quand il s'agit d'Israël ?
 - que soit tolérée la colonisation accélérée et meurtrière de la Cisjordanie ?
 - que le criminel de guerre Netanyahu puisse traverser le ciel de l'État français sans être inquiété ?
 - qu'il y ait si peu de « Justes » pour s'opposer à ces crimes ?
 - que les appels au boycott soient si peu relayés ?
 - qu'on parle encore et toujours des *atrocités* du 7 octobre, alors qu'Israël s'est opposé depuis le premier jour à toute enquête indépendante ?
 - que, dès qu'on dénonce le gouvernement israélien, on se fasse traiter d'antisémite alors que les attaques islamophobes sont simplement racistes ?
 - qu'on ne puisse pas qualifier d'otages les prisonniers palestiniens (dont des enfants) dans les prisons israéliennes sans se faire virer quand on est journaliste ?
 - qu'Israël puisse participer à l'Eurovision ?
 - qu'Israël puisse participer à la coupe d'Europe de foot, au Tour de France ? et j'en passe...
 - que soient interdites d'accès à Gaza plus de 30 associations humanitaires ?
 - ...
- En Limousin, on a eu Oradour, les Espagnols ont eu Guernica. Apparemment, ils ont une bien meilleure mémoire que nous. ■



Michèle Gay



EN LUTTE !
CARNET DE CHANTS



Les 11 et 12 avril 2026, le collectif *Casse-rôles* tiendra sa réunion bisannuelle à la Maison des femmes de Montreuil, 24-28, rue de l'Église, 93100 Montreuil

Le samedi à partir de midi, le dimanche de 10 à 15 heures

Tou·tes nos lectrices et lecteurs sont invité·es à nous y retrouver.

Au programme : vie du collectif, prochains numéros de la revue, bonne humeur et repas partagé le samedi soir (à partir de 19 heures) en présence de Véronique Servat.

Chanter pour résister, chanter pour lutter, chanter pour chanter...

Les chansons accompagnent nos combats, d'hier, d'aujourd'hui, de demain, d'ici ou d'ailleurs... Le collectif *Casse-rôles* vous invite à vous (re)plonger dans leur histoire avec la participation de Véronique Servat, la coautrice de *En lutte ! Carnet de chants* (Éditions du Détour, 2022) et de *Siamo tutti antifascisti, Chantons contre l'oppression* (Éditions du Détour, 2025).

À bientôt, donc !

Prostitution, un mâle empire...

AAAAAH LA PROSTITUTION, éternel maronnier propice aux empoignades homériques entre féministes, certaines, dont nous sommes, la considérant comme une exploitation à au moins deux sens du terme – mise à profit ET abus –, d'autres ayant admis avec une frange, pas la plus harassée, de ceux qui s'appellent les travailleuses du sexe, qu'il s'agissait d'abord et avant tout d'une exploitation au sens premier du terme, simple mise à profit légitime par une classe travailleuse spécifique à ce champ d'industrie, le sexe, qui ne manquait que des droits élémentaires et des protections accordées aux autres travailleuses.

Nous avons déjà traité ce sujet nombre de fois, mais les évolutions spectaculaires des dernières années et l'apparition de nouvelles formes de prostitution permises par l'envahissement des réseaux nous poussent à programmer un nouveau numéro consacré à ce

sujet, avec un accent particulier sur ces éternels oubliés: les proxénètes d'une part, les clients d'autre part, les uns pouvant se confondre, comme on le verra, avec les autres. Car s'il est bienvenu que les personnes qui vendent l'usage de leur corps s'expriment, les médias, peu enclins à mettre sous les projecteurs ceux infiniment plus nombreux (principalement des hommes), qui exploitent à des fins récréatives et/ou lucrative le corps d'autrui, pourraient nous faire perdre de vue la férocité de sociétés encore profondément misogynes, machistes, homophobes, transphobes, aporophobes, qui ne laissent pas beaucoup de recours à des pans entiers, les plus précaires, de la société, tandis qu'elles déroulent le tapis rouge à d'autres pour faire leur pelote et/ou se défouler sur le corps de cette manne infinie, la chair des pauvres. 🍷



Édito	2
La grande œuvre du quinquennat / Le problème	3-4
Couple et travail sous l'éclairage du féminisme	5-7
Femmes et syndicalisme (suite de l'article « Femmes et grèves » du n° 34)	8-12
Du lourd dans les cartables / N'oublions pas Anne Sylvestre	13
La marche mondiale des femmes, contre la guerre et la pauvreté	14
Brèves réflexions sur le prix Nobel de la paix	15
Sexisme et classisme sous la Coupole / L'objet inutile du trimestre: la pince à épiler	16
Émeute urbaine. Deuxième nuit d'incendies	17-18
La Saint-Valentin, la fête hétérosexiste du rapport sexuel obligatoire	18
Manifester le 8 mars, ça sert à quoi? / Bardella, le fils parfait	19
ORLAN face à Picasso. Le modèle déconstruit dans l'Histoire de l'art	20-23
DOSSIER	24-46
Lucía Sanchez Sáornil, la BD d'Olt... ..	47
La lumière au bout du tunnel est un train	48-49
L'impatience de se libérer	50
<i>Dictionnaire de pédagogies critiques</i> / Appel à poèmes	51
Insoumises de Haïti / Choc	52
Des fois que tu manques de raisons d'être féministe	53
Des graines pour la santé du peuple	54-55
« Les mots sont traîtres »	55
Les sociétés matriarcales	56-61
Bulletin d'abonnement.	61
Multiplication des films queer.....	62
Palestine : comment ça se fait que...?	63
Rencontre du collectif <i>Casse-rôles</i> les 11 et 12 avril à Montreuil	63